

# *futuribles*

SEPTEMBRE

- *Le modèle allemand après l'unification*
- *Europe allemande ou Allemagne européenne*
- *Population mondiale, des projections suspectes*
- *Nouvelle donne pour la politique de défense*

**ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE**

# *futuribles*

Revue mensuelle

55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07, France

Tél. (33 1) 42 22 63 10 + Téléfax (33 1) 42 22 65 54

Minitel : 3615 SJ\*Futuribles

## *comité d'orientation*

Ismâïl S. Abdalla, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Michel Crozier, Clare Degenhardt, Jacques Durand, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontela, Michel Godet, Paul-Marc Henry, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Eléonora Masini, Henri Mendras, Amélie d'Oultremont, Pierre Piganiol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

## *comité de rédaction*

Anne de Beer, Jean-Yves Boulin, Bernard Cazes, Gilbert Cette, Michel Drancourt, Charles du Granrut, Bernard Legendre, Alain Michel, Alain Parant, André-Yves Portnoff, Michel Schiray, Jacques Theys.

*directeur* Hugues de Jouvenel

*rédaction* Christine de Guébriant, Bernard Ollivier

*assistante* Annie Palmantier

*abonnements-diffusion* Corinne Roëls, Fabrice Colin

---

Un an	France	620,00 FF
	Etranger/DOM-TOM	670,00 FF
	Par avion	770,00 FF
	Etudiants : tarif spécial sur demande	
Le numéro	France	100 FF (port inclus)
	Etranger/DOM-TOM	105 FF (port inclus)

---

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de Futuribles.  
Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays

© *Futuribles Sarl* 1994

Publiée avec le concours du Centre national du livre

Commission paritaire n° 56798 - ISSN 0337 307 X

Imprimerie Bialec S.A., Nancy - Dépôt légal n° 41098 - Septembre 1994

Rémi Lallement	3	<i>L'impact de l'unification sur le « modèle » allemand : bilan et perspectives</i>
Robert Picht	25	<i>La politique européenne de l'Allemagne unifiée. Traditions, contraintes et options pour l'avenir</i>
Georges Mathews	45	<i>L'avenir de la population mondiale. Quand les perspectives officielles se trompent lourdement</i>

## Forum

Eric de la Maisonneuve	67	<i>Maîtriser la violence des hommes. Réflexions sur le livre d'Alvin et Heidi Toffler</i>
------------------------	----	---

## Actualités prospectives

| 73 |

Gestion de l'eau en Asie. Chômage : disparités régionales. La Turquie, pays de tous les défis. Le projet d'écotaxe. Vers des voitures plus propres. VIH et sida : ampleur et impacts.

## Bibliographie

| 79 | *Analyses critiques*

*Revue Alliance*, « Science et culture en Europe », S. Lebergott, *Pursuing Happiness. American Consumers in the Twentieth Century*. T. & H. Toffler, *Guerre et contre-guerre. Survivre à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Commission du Livre blanc, « Livre blanc sur la défense 1994 ».

| 94 | *Comptes rendus*



# *L'impact de l'unification sur le « modèle » allemand : bilan et perspectives*

Rémi Lallement <sup>1</sup>

*Quatre ans après l'unification et à la veille d'une échéance électorale essentielle pour l'Europe entière, quelles sont la situation et les perspectives allemandes ? Mieux encore, quelles sont les chances du « modèle rhénan » de survivre à la récession profonde des années 1992-1993 ?*

*R. Lallement dresse d'abord un bilan de l'effort engagé dans l'ex-RDA confrontée simultanément à une désindustrialisation sans précédent et à un « nivellement salarial précipité », donc à une incapacité évidente à satisfaire ses propres besoins et à la nécessité d'une modernisation accélérée très coûteuse à court terme mais prometteuse à plus longue échéance.*

*L'auteur examine ensuite l'impact, notamment au plan économique et au plan financier, de l'unification sur l'ex-RFA et, élargissant le propos, quelle est la solidité du modèle économique allemand confronté à l'augmentation des dépenses publiques et des coûts salariaux qui ont entraîné une érosion de l'avantage compétitif de son économie.*

*Après avoir exposé les facteurs déterminants de la récession des années 92-93, il montre que le modèle allemand a certes besoin de se moderniser, mais que la transition déjà engagée devrait assurer sa pérennité sous réserve que la montée préoccupante du chômage puisse être enrayerée par une politique de « flexibilisation » économiquement et socialement acceptable.*

*L'Allemagne traverse une période difficile, reconnaît l'auteur, qui cependant, estime qu'elle est aujourd'hui sur la bonne voie, au moins sur un plan économique, pour surmonter les défis auxquels elle est confrontée.*

H.J.

1. Centre d'Information et de Recherche sur l'Allemagne Contemporaine (CIRAC).

De toute évidence, les graves difficultés nées de l'unification allemande sont encore loin d'être pleinement surmontées. Aussi de nombreux commentateurs craignent-ils à juste titre pour la pérennité des équilibres socio-économiques de la RFA. C'est cependant de façon abusive que certains bons esprits prophétisent la fin du « modèle » allemand<sup>2</sup>. Ainsi, quatre ans après le 1<sup>er</sup> juillet 1990, date de l'union monétaire, économique et sociale entre l'ancienne RFA et l'ex-RDA, le redressement est-allemand se poursuit à un rythme enviable, avec un taux de croissance du PIB qui devrait atteindre 8 % sur la moyenne des années 1992 à 1994. Quant à la récession ouest-allemande de 1992-93, la plus grave de l'après-guerre, elle est bel et bien surmontée. Pourtant, les perspectives de l'emploi restent plutôt sombres, même à moyen terme, et l'Allemagne unifiée compte aujourd'hui au total près de quatre millions de sans-emploi — soit environ 10 % de sa population active — et, au-delà, quelque 6 millions de personnes sous-employées ; certains n'hésitent d'ailleurs pas à faire un parallèle avec la République de Weimar qui, en novembre 1931, comptait 6 millions de chômeurs.

Sans prétendre dresser ici un bilan complet sur la situation et la politique économique allemande de l'après-unification, il s'agit d'en esquisser les traits marquants et les principales conséquences sur le « modèle » économique de la RFA dans son ensemble. Le point crucial est d'apprécier dans quelle mesure les arrangements imparfaits décidés dans l'urgence de 1990 sont progressivement corrigés ou remplacés par des formules plus appropriées et plus durables, c'est-à-dire d'évaluer la capacité de réaction des acteurs économiques et de la société allemande face à ces défis majeurs.

## *Ex-RDA : les fruits amers du changement de système*

### *Des progrès notables, un retard persistant*

Du côté des nouveaux Länder, tout d'abord, le tableau ne doit pas être noirci à l'excès, car des progrès considérables y ont déjà été réalisés, en particulier dans le domaine des infrastructures<sup>3</sup> ou encore dans la dépollution

---

2. « Alourdi par la réunification et par des charges salariales excessives, l'Allemagne [est] totalement dépassée en matière de compétitivité », à en croire R. Dornbusch, du M.I.T. (« Dans la ligne de mire », in *Le Figaro*, 11 février 1994 ; voir aussi R. Dornbusch, « The end of the german miracle », in *Journal of economic literature*, juin 1993).

3. Par rapport au nombre des actifs, le taux d'équipement des nouveaux Länder en infrastructures devrait atteindre 79 % de la moyenne ouest-allemande à l'horizon 2000, et même près de 96 % pour la poste et les télécommunications, si l'on en croit une étude de l'institut DIW (Berlin) : Bach, S. et al. — « Wirtschaftsnahe Infrastruktur und Wirtschaftsentwicklung : Konsequenzen für Ostdeutschland ». — in *DIW-Wochenbericht*, 7 juillet 1994.

## *L'impact de l'unification sur le « modèle allemand »*

des sites. Force est malgré tout de constater qu'il subsiste un profond retard par rapport aux performances des anciens Länder. Dans l'ensemble de l'Allemagne unifiée, l'ex-RDA représente ainsi *grosso modo* un cinquième de la population mais moins de 10 % du PNB, si bien que le PNB par habitant n'y atteint pas encore la moitié du niveau ouest-allemand, proportion qui se retrouve d'ailleurs pour la productivité du travail, à travers le ratio PIB par actif employé. L'écart Est/Ouest se comble plus rapidement pour les salaires bruts et pour la consommation des ménages, qui, en moyenne, représentent déjà dans l'ex-RDA près des deux-tiers de la norme ouest-allemande et, plus encore, pour l'investissement brut, si l'on raisonne par actif employé et même par habitant (tableau ci-dessous).

Tableau 1. — Performances de l'ex-RDA en %  
de celles de l'ancienne RFA

	2nd sem. 90	1991	1992	1993
PNB/habitant .....	33	29,3	36,1	42,2
Productivité du travail <sup>1</sup> .....	29	29,6	38,8	45,8
Salaire brut mensuel <sup>2</sup> .....	36	48,8	63,1	69,9
Consommation par habitant .....	54	56,9	57,9	62,0
Investissement brut par habitant .....	52	62,1	80,3	102,8
Coûts salariaux unitaires <sup>3</sup> .....	n.d.	175,9	162,0	149,4

1. PIB/actif employé sur le territoire concerné.  
2. Par personne salariée sur le territoire concerné.  
3. Revenu brut du travail salarié rapporté à la productivité du travail.

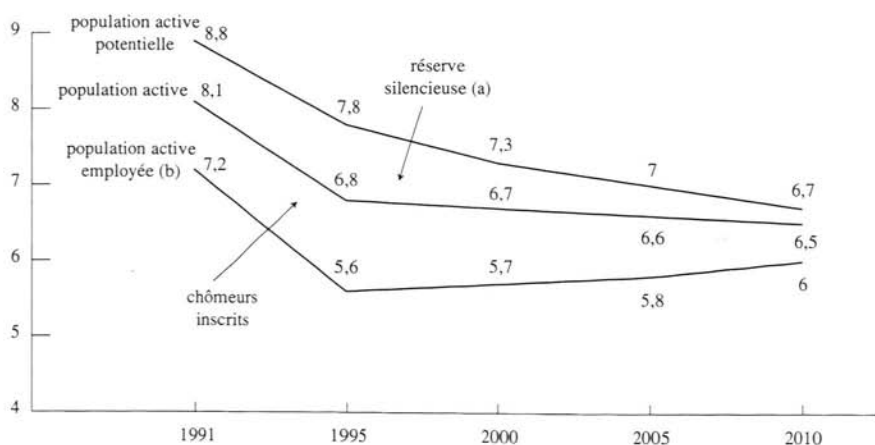
Comme clé majeure de la modernisation est-allemande, les flux d'investissement connaissent effectivement un essor considérable, mais ils se révèlent relativement décevants non seulement au regard de l'aide publique massive qui a été mise en place pour attirer les capitaux privés dans l'ex-RDA, mais encore par rapport au besoin de rattrapage. Pour donner un aperçu de ce besoin, il suffit sans doute de souligner qu'en Allemagne orientale, la production domestique ne couvrait encore en 1993 que 56,5% de la demande intérieure, contre 51,3% en 1991.

### *Une désindustrialisation sans précédent*

De toute façon, avant même de combler son retard sur l'Ouest, l'ancienne RFA, la production est-allemande devra d'abord retrouver le niveau de pro-

duction de 1989, pour autant d'ailleurs que cela ait un sens, car il ne s'agit généralement plus des mêmes biens et services. Quant au volume de l'emploi, la comparaison avec l'ancien système est tout aussi sujette à caution, mais il n'en reste pas moins que le nombre total des emplois dans l'ex-RDA a d'ores et déjà baissé de près de 40 % par rapport à 1989 ! Dans ce domaine, un retour aux niveaux d'antant est tout-à-fait hors de portée, même à long terme<sup>4</sup>. Par suite, l'ajustement sur le marché de l'emploi devra se faire essentiellement par « assainissement passif », comme disent les Allemands, c'est-à-dire par la diminution des demandes d'emploi et notamment par la réduction du taux d'activité chez les femmes, qui représentent actuellement les deux-tiers des chômeurs est-allemands.

Graphique 1. — Le marché de l'emploi est-allemand à l'horizon 2010  
(en millions de personnes)



(a) La « réserve silencieuse » correspond aux chômeurs découragés et aux chômeurs non reconnus comme tels par l'administration.

(b) Nombre d'emplois dans l'ex-RDA, et donc à l'exclusion des « frontaliers » faisant la navette pour travailler dans l'ancienne RFA.

Source : Prognos, A.G. — *Deutschland-Report Nr.1*. Bâle, 1993 ; cité in Hickel, R. ; Priewe, J. — *Nach dem Fehlstart - Ökonomische Perspektiven der deutschen Einigung*. — Francfort/M, 1994.

4. Le nombre absolu d'emplois sur le territoire est-allemand devrait même avoir tendance à baisser d'ici à l'an 2010, selon une récente étude du principal institut de recherche économique est-allemand (IWH/Halle) : Schneider, H. et al. — « Arbeitsmarktperspektiven Ostdeutschlands bis zum Jahr 2010 ». — *IWH-Forschungsreihe 5/94*, juillet 1994. Voir aussi Siebert, H. — *Geht den Deutschen die Arbeit aus ? - Neue Wege zu mehr Beschäftigung*. — Munich, 1994.

## *L'impact de l'unification sur le « modèle allemand »*

Le fait est que l'ex-RDA a traversé ce qui pourrait bien être à ce jour le processus de désindustrialisation le plus rapide et le plus intense de toute l'histoire avec, en l'espace d'à peine trois ans, la disparition des deux tiers de ses emplois industriels, un recul de sa production industrielle de 70 %, la plupart de ses entreprises devant désormais se contenter de fabriquer ou de monter des produits conçus à l'Ouest. La sous-compétitivité de ces entreprises industrielles reste patente et près de 60 % d'entre elles fonctionnaient encore à perte début 1994. La question des salaires ne résume pas tout le problème, mais elle y joue incontestablement un rôle notable. Dans l'ex-RDA, en effet, les gains de productivité ne permettent pas encore de compenser l'augmentation des salaires nominaux, si bien qu'en 1993, les coûts salariaux unitaires étaient en moyenne supérieurs de près de 50 % au niveau ouest-allemand.

### *Un nivellement salarial précipité*

Problématique, cet alignement programmé sur les rémunérations occidentales reste cependant une nécessité, car il ne fait que tirer les conséquences de l'unification. Dans une même zone monétaire — et donc avec un système de prix unique —, il est en effet illusoire de penser qu'il puisse exister durablement deux structures salariales distinctes et deux combinaisons productives différentes, l'une — à l'Est — plutôt intensive en travail et l'autre — à l'Ouest — plutôt capitaliste<sup>5</sup>. Le vrai problème ne porte donc pas sur l'opportunité du rattrapage salarial, mais sur son rythme, car des hausses salariales accélérées ne contribuent en rien à freiner les mouvements migratoires d'Est en Ouest, puisqu'elles accentuent la montée du chômage et, par ce biais, incitent les gens à passer à l'Ouest. En définitive, le dilemme du rattrapage salarial Est/Ouest n'a pu être tranché de façon satisfaisante mais, début 1993, les partenaires sociaux des principales branches industrielles ont quand même fini par s'entendre pour différer d'un an ou deux les mises à niveau programmées initialement pour 1994.

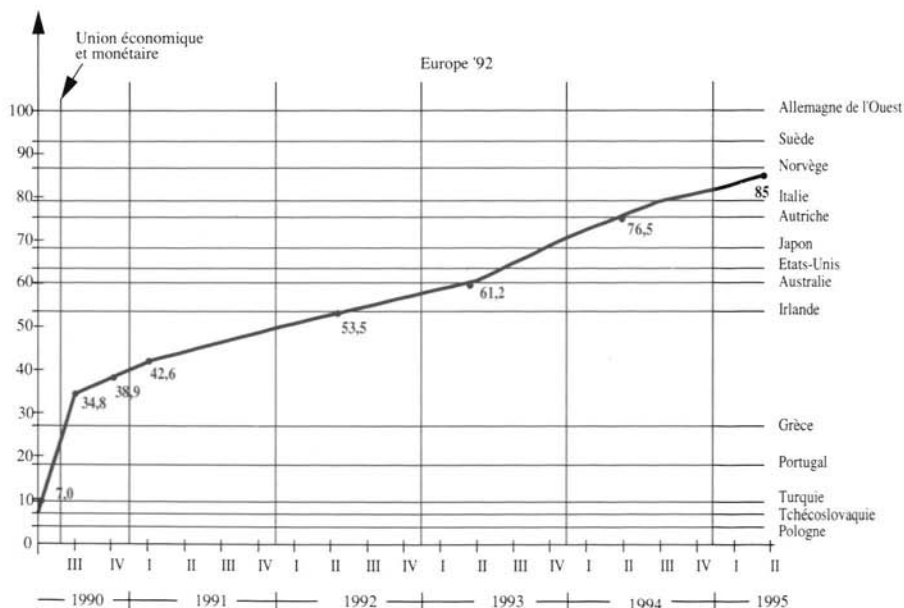
De ce débat sur la politique salariale, la leçon qui se dégage est un peu la même que pour la polémique sur le taux de conversion entre le Deutsche Mark et l'ex-Ostmark : une fois fait le choix de l'union monétaire et, *ipso facto*, une fois décidée l'ouverture à la concurrence internationale, le manque de compétitivité des entreprises est-allemandes a sans doute été aggravé par la forte réévaluation du mark Est, ainsi que par l'ampleur des augmentations de salaires consécutives, mais il tient aussi à des raisons plus profondes : la qualité déficiente des produits est-allemands et l'éviction massive des mar-

---

5. Voir à ce propos : Hickel, R. ; Priewe, J. — *Nach dem Fehlstart - Ökonomische Perspektiven der deutschen Einigung*. — Francfort/M., 1994.

**Graphique 2. — Salaires est-allemands, un rattrapage à l'horizon 1995**

(Salaires et coûts salariaux annexes horaires dans l'industrie manufacturière, en pourcentage du niveau ouest-allemand)



Les calculs reposent sur les taux de change moyens de 1990, sur l'hypothèse que les écarts relatifs de coûts salariaux restent sur toute la période constants entre l'Allemagne de l'Ouest et les autres pays et, surtout, sur l'hypothèse d'une généralisation aux nouveaux Länder du modèle de la convention collective signée le 1<sup>er</sup> mars 1991, avec toutefois un léger décalage temporel, c'est-à-dire avec un rattrapage intégral pour les salaires conventionnels à l'horizon de 1995 (au lieu d'avril 1994), soit un rattrapage à 65 % pour les salaires effectifs (primes incluses), étant en outre supposé que les salaires effectifs et conventionnels ne diffèrent pas dans les nouveaux Länder.

Source : *Regard sur l'économie allemande*. — Bulletin économique du CIRAC, n° 6, 1992.

chés est-européens au profit des entreprises occidentales. Rétrospectivement, il est donc absurde de s'en tenir à une explication réductrice, unicausale, par le seul facteur des prix ou des salaires.

***Une restructuration problématique dans les nouveaux Länder***

Dans l'ex-RDA, les difficultés du changement de système économique sont donc, pour une large part, consubstantielles au processus d'unification lui-même — plutôt qu'à ses modalités techniques —, mais elles tiennent aussi à l'insuffisance des mesures d'accompagnement structurel. De façon générale, alors que l'unification allemande aurait dû permettre d'instituer transi-

### L'union monétaire « interallemande » : une erreur de politique économique ?

Depuis 1990, les difficultés économiques est-allemandes ne tiennent pas seulement à l'héritage du régime communiste. Est-ce à dire qu'elles découlent aussi en partie de la politique économique de l'unification ? Sans doute, car — outre les défaillances relatives à la politique salariale ou aux mesures d'accompagnement structurel — des erreurs ont été commises dans plusieurs domaines. Ainsi l'Etat allemand a-t-il par exemple tardé à clarifier la question des droits de propriété en ce qui concerne les biens collectivisés car, en donnant la priorité à la restitution sur l'indemnisation, la loi ne suffit pas toujours à garantir les droits des investisseurs sur ceux des anciens propriétaires, malgré le correctif introduit en mars 1991, avec la « loi sur la suppression des obstacles à la privatisation ». De ce constat, il serait cependant abusif de conclure qu'une politique alternative aurait forcément produit de meilleurs résultats. Comme le montre le dernier rapport annuel des « cinq sages » du conseil des experts économiques<sup>1</sup>, la politique économique n'a globalement pas démerité à l'égard de l'ex-RDA, dans la mesure où son orientation fondamentale a consisté notamment à stimuler les investissements privés par des

subventions massives et par la modernisation des infrastructures publiques, plutôt qu'à vouloir conserver artificiellement les anciennes structures économiques.

Quant au choix crucial qui a conduit à introduire le deutsche mark dans l'ex-RDA dès la mi-1990, il était fatal qu'il entraînerait à brève échéance une amputation du potentiel est-allemand. Tels Lutz Hoffmann, le président de l'institut de recherche économique DIW (Berlin)<sup>2</sup>, certains experts se sont pourtant scandalisés que la raison politique ait alors primé sur la raison économique et ils soutiennent que le changement de système économique se passe moins bien dans l'ex-RDA que dans les pays d'Europe centrale eux-aussi issus de l'ex-bloc soviétique. Il est cependant permis de douter qu'il aurait été préférable de laisser l'économie est-allemande croupir à l'abri d'un taux de change et de barrières douanières *ad hoc* car, *in fine*, l'union monétaire, économique et sociale du 1<sup>er</sup> juillet 1990 a malgré tout constitué une grande chance pour l'ex-RDA, puisque les nouveaux Länder ont de la sorte été intégrés de façon accélérée tant à l'Allemagne unifiée qu'à l'Europe des Douze.

1. Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung. — *Zeit zum Handeln - Antriebskräfte stärken*. Rapport 1993/94 remis au gouvernement fédéral le 15 novembre 1993.

2. Hoffmann, L. — « Preise, Politik und Prioritäten ». — *In Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 2 février 1991 ; *Warten auf den Aufschwung - Eine ostdeutsche Bilanz*, Ratisbonne, 1993.

toirement des dispositifs spécialement adaptés à l'ex-RDA, la réglementation s'est en fait calquée pour l'essentiel sur celle de l'ancienne RFA. Si l'Etat a tardé à constituer une administration efficace dans les nouveaux Länder, il en a été de même pour les droits de propriété (voir encadré ci-dessus). Quant aux quelques 13 000 entreprises publiques issues de l'ex-RDA, leur sort a été confié à un organisme centralisé<sup>6</sup> qui a retenu comme mot d'ordre l'« assai-

6. La Treuhandanstalt, office dont la disparition formelle est prévue pour la fin 1994, dont la centrale se trouve à Berlin et dont la structure déconcentrée épouse les 15 districts issus de l'ex-RDA.

nissement par la privatisation », c'est-à-dire une privatisation massive, accélérée et, de ce fait, engendrant une baisse des recettes voire, comme c'est globalement le cas, des prix de cession négatifs, soit, en dernier ressort, une dette publique accrue.

Au lieu de ce choix, il aurait été pensable de transférer les entreprises publiques à des organismes véritablement décentralisés, par exemple placés sous la responsabilité des Länder et chargés d'assurer — à leurs propres frais et donc *a priori* à bon escient — la restructuration en vue d'une privatisation ultérieure. Il n'est cependant pas certain que les organismes en question auraient eu les capacités managériales et financières requises. Plus encore, la vraie alternative aurait consisté à distribuer effectivement l'ex-« patrimoine du peuple » à son propriétaire nominal, sous forme de parts de sociétés, avec en arrière plan l'idée qu'il aurait mieux valu accorder aux salariés est-allemands un patrimoine — immobilisé dans l'entreprise sous forme de fonds salariaux affectés à l'investissement — plutôt que des augmentations de salaires précipitées<sup>7</sup>. La discussion précédente sur les salaires montre cependant les failles d'un tel modèle. Alors que l'essentiel de la privatisation doit être achevée pour la fin 1994, le débat est de toute façon clos, et le bilan de la Treuhandanstalt apparaît forcément très contrasté, mais il ne faut perdre de vue ni l'immensité de la tâche, ni la multiplicité des contraintes, ni la présence de nombreux groupes de pression antagonistes<sup>8</sup>. Au-delà de l'action de la seule Treuhandanstalt, c'est en fait l'ensemble de la politique structurelle qui a montré ses limites dans le cas des sites est-allemands, car l'expérience des aides sectorielles et régionales rôdées dans les anciens Länder ne se laisse pas facilement transposer dans les nouveaux. Par suite, le gouvernement du chancelier Kohl a, dans une certaine mesure, eu tort de ne pas définir pour l'ex-RDA une stratégie suffisamment affranchie à l'égard de l'orthodoxie « ordo-libérale », c'est-à-dire dérogeant aux principes de l'organisation socio-économique ouest-allemande.

Pourtant, le fait que cette question puisse être ramenée à un problème de politique régionale est révélateur de la double nature d'une unification qui, dans l'état actuel des choses, présente les apparences d'une réussite politique doublée d'un semi-échec économique, tout du moins à court terme. Le signe le plus manifeste de cette ambivalence est sans doute l'ampleur des transferts publics opérés des anciens vers les nouveaux Länder : environ 150 milliards de DM par an en termes nets, ce qui représente actuellement plus de la moi-

---

7. Voir Sinn, G. et Sinn, H.-W. — *Kaltstart - volkswirtschaftliche Aspekte der deutschen Vereinigung*. — Tübingen, 1991.

8. Voir Czada, R. — « Die Treuhandanstalt im Umfeld von Politik und Verbänden ». — in Fischer, W. ; Hax, H. ; Schneider, H.K. (éd.). — « Treuhandanstalt - Das unmögliche wagen » (rapports de recherche). — Berlin, 1993.

tié du PIB de l'ex-RDA et plus de 5 % de celui de l'ancienne RFA. Il se confirme ainsi que le choix d'une unification rapide entre les deux Etats allemands constitue la voie la plus prometteuse à long terme, mais aussi la plus coûteuse à court terme et ce, tant pour les nouveaux que pour les anciens Länder.

### **Le coût de l'unification « in retrospect »**

Dans la nouvelle RFA, le coût financier de l'unification peut se lire en termes de flux, à travers les transferts publics effectués d'Ouest en Est (dont environ les deux tiers par le budget fédéral et près de 20 % sous forme de transferts sociaux), mais il apparaît aussi en termes de stock, dans les bilans de la Treuhandanstalt, l'office chargé des privatisations est-allemandes. Au moment de sa dissolution officielle, fin 1994, la Treuhand laissera en effet au contribuable allemand un passif net de 230 milliards de DM, et même de 275 milliards si l'on anticipe les déficits prévisibles des organismes qui doivent lui succéder début 1995. A elle seule, la Treuhand contribuera de la sorte pour plus d'un quart au doublement prévu de la dette publique allemande totale entre 1990 et 1995. Autrement dit, et même si l'on fait un distinguo entre le patrimoine de la Treuhand et celui de l'ex-RDA, force est de reconnaître que la valeur des actifs est-allemands s'est révélée très nettement négative, contrairement à ce que certaines

estimations laissaient espérer initialement. En octobre 1990, alors qu'il était depuis peu président du directoire de la Treuhandanstalt, le défunt Detlev K. Rohwedder chiffrait à 600 milliards de DM la valeur du patrimoine de son organisme. Entre ces + 600 milliards d'octobre 1990 et les - 275 milliards d'aujourd'hui, il s'agit ni plus ni moins que d'une « erreur » de près de mille milliards de DM ! Il faut cependant préciser que cet important écart ne s'explique pas seulement par une surévaluation de la valeur intrinsèque de l'héritage est-allemand, car il résulte aussi de la politique économique suivie depuis 1990. La valeur marchande du « portefeuille » de la Treuhand s'est en effet trouvée réduite non seulement par les conditions de l'union monétaire « interallemande » et par l'exposition soudaine des entreprises est-allemandes à la concurrence occidentale, mais aussi par toute une série de raisons tenant à la stratégie de privatisation accélérée<sup>1</sup>.

1. Voir Sinn, G.; Sinn, H.-W. — *Op. cit.*

## *Une remise en cause tardive, mais prometteuse du modèle ouest-allemand*

Dans la mesure où l'unification allemande constitue un investissement, il est sans doute normal qu'elle soit dans un premier temps financée pour l'essentiel par l'emprunt. Cela étant, le Gouvernement Kohl peut se voir reprocher une certaine inconséquence en matière budgétaire et fiscale, ne

serait-ce que pour avoir trop longtemps minimisé les conséquences de l'unification pour les budgets publics et les contribuables, ce qui a conduit à exacerber non seulement les conflits de répartition dans l'ancienne RFA, mais aussi les tensions au sein du système monétaire européen, via les marchés obligataires.

Vis-à-vis du reste du monde, la RFA est en effet devenue importatrice nette de capitaux, accusant depuis 1991 un déficit des paiements courants d'un peu plus de 1 % de son PIB, en lieu et place d'un excédent qui avait culminé à + 5% en 1989. Corrélativement, elle voit fondre le solde de ses créances nettes sur l'étranger : leur stock est en effet revenu à 435 milliards de DM fin 1993, après avoir culminé à 534 milliards fin 1990. Le crédit de la RFA à l'étranger n'est donc pas encore vraiment entamé — et la force de la devise allemande en est d'ailleurs l'indice patent — mais la RFA ne saurait pourtant s'installer durablement dans une situation où l'épargne allemande ne satisfait plus les besoins domestiques. A moins de renoncer au cercle vertueux de la RFA d'antan : modération des salaires et des prix nominaux, sous-évaluation du taux de change réel et excédents des paiements courants. En 1993, selon les calculs de la Bundesbank, les prêteurs étrangers ont représenté la moitié des apports au marché obligataire allemand, et les capitaux étrangers ont même financé les deux tiers des déficits publics allemands. Le fait est qu'en RFA, la dette totale des administrations publiques aura plus que doublé entre 1990 et 1995, et, pour le seul budget fédéral, le service de la dette pourrait passer de 14 % des dépenses en 1993 à 22 % à l'horizon 1997<sup>9</sup>.

### *Des contraintes accrues pour les budgets publics*

Dans ces conditions, Bonn aura beaucoup de mal à réaliser l'objectif que le gouvernement fédéral actuel s'est fixé il y a quelques mois : ramener d'ici à l'an 2000 le taux des prélèvements obligatoires à son niveau de 1989, soit 40,7 % du PIB, car ce taux atteignait déjà près de 44 % du PNB en 1993 et devrait progresser encore jusqu'en 1995, malgré l'allègement des barèmes d'imposition introduits en 1994 (taux marginal de l'impôt sur les revenus et sur les bénéficiaires des sociétés). Comme le soulignent les « cinq sages » du conseil des experts économiques, cette poursuite de la montée des prélèvements obligatoires résulte non seulement des charges supplémentaires issues de l'unification, mais encore d'une incapacité du gouvernement actuel à mettre en oeuvre les économies budgétaires et le redéploiement des dépenses qui restent plus que jamais nécessaires pour « consolider » les budgets publics à moyen terme.

---

9. Kitterer, W. — « Staatsverschuldung und Haushaltskonsolidierung - Folgen für den Standort Deutschland », in : *Wirtschaftsdienst*, décembre 1993.

## *L'impact de l'unification sur le « modèle allemand »*

En effet, Bonn n'a reconnu qu'assez tardivement l'ampleur et le caractère durable du « coût de l'unité », et il a notamment fallu attendre le pacte de solidarité conclu début 1993 pour que les conséquences en soient tirées : remontée transitoire des impôts, de la para-fiscalité et des cotisations sociales, ainsi qu'une vigoureuse limitation des dépenses budgétaires dans la partie Ouest du pays. Dans ces conditions, le ratio dette publique/PNB devrait passer de 41 % en 1989 à environ 60 % en 1995 et, si les plans actuels du ministère fédéral des finances se réalisent, il pourrait refluer à 58 % en 1996 et à 56 % en 1997, taux compatible avec les critères de convergence définis à Maastricht.

Dans cette optique, il se révèle indispensable de repenser le système de protection sociale, sans toutefois le remettre en cause fondamentalement, et l'Allemagne ne s'achemine d'ailleurs pas vers un démembrement brutal de l'Etat-providence, mais vers une réduction progressive et limitée de ses dépenses sociales. Outre-Rhin, experts et responsables politiques de tous bords envisagent notamment la mise en place d'un revenu minimum de citoyenneté<sup>10</sup> sous la forme d'un impôt négatif, allocation unique qui se substituerait aux formes actuelles de garantie de ressources, et qui permettrait de simplifier radicalement un système de protection sociale devenu opaque et, à certains égards, inefficace — on parle en effet de 90 prestations différentes distribuées par 40 administrations distinctes.

### *Du « coût de l'unité » à la « crise des coûts »*

Comme on le voit, la discussion sur le « coût de l'unité » relance plus ou moins directement les débats sur la solidité du « modèle » économique de la RFA et sur l'érosion de l'avantage compétitif ouest-allemand. Les interrogations sur le devenir de l'Allemagne comme espace économique (Standort) connaissent ainsi un développement sans précédent, notamment depuis que le Gouvernement de Bonn y a consacré un rapport, il y a un an<sup>11</sup>. Ce débat s'est focalisé principalement sur le thème de la « crise des coûts » et en particulier sur les coûts salariaux, bien que les frais de personnel ne représentent en Allemagne que de 20 à 45 % du coût de production total, selon l'intensité capitalistique des secteurs. Il est vrai que, dans l'industrie manufacturière, l'ancienne RFA figure depuis 1989 en tête de l'ensemble des pays industriels pour le coût horaire moyen de la main-d'œuvre et que, compte tenu des

---

10. Sur le revenu minimum garanti dans le débat allemand, voir Gorz, A. — « Le RMG version allemande », — in *Futuribles*, juin 1994.

11. Bericht der Bundesregierung zur Zukunftsicherung des Standortes Deutschland, Bonn, 3 septembre 1993.

**Tableau 2. — Une comparaison internationale pour l'évolution des coûts salariaux unitaires \* dans l'industrie manufacturière**

	En deutsche mark (% de variation cumulée)		En monnaies nationales (% moyen de variation annuelle)	
	1980-89	1989-93	1980-89	1989-93
	Japon .....	+ 66,2	+ 29,9	- 0,2
Ancienne RFA .....	+ 27,0	+ 16,0	+ 2,7	+ 3,8
Danemark .....	+ 30,7	+ 5,9	+ 5,6	+ 1,7
Canada.....	+ 47,6	- 10,4	+ 4,2	+ 2,7
Norvège.....	+ 27,9	- 7,2	+ 6,3	+ 2,0
France.....	+ 4,1	+ 10,0	+ 4,8	+ 2,6
Italie .....	+ 24,2	- 8,3	+ 7,5	+ 4,5
Etats-Unis.....	+ 23,2	- 7,8	+ 1,9	+ 1,2
Pays-Bas.....	- 3,9	+ 13,5	- 0,1	+ 3,1
Royaume-Uni.....	+ 6,1	- 8,7	+ 4,3	+ 3,2
Belgique .....	- 17,2	+ 11,4	+ 0,8	+ 2,7
Suède.....	+ 12,8	- 22,7	+ 5,8	+ 1,5

\* Coûts totaux de main-d'œuvre par unité de valeur ajoutée.  
Données : US Department of labor, OCDE, Bundesbank.  
Source : Institut der deutschen Wirtschaft (Cologne).

**Tableau 3. — Une comparaison internationale pour les niveaux de coûts salariaux unitaires \* (dans l'industrie manufacturière) en 1993**

Base 100 : ancienne RFA

Ancienne RFA .....	100
Norvège.....	97
Canada.....	97
Suède.....	95
Royaume-Uni.....	95
Danemark.....	93
Belgique .....	92
Etats-Unis.....	92
France.....	87
Pays-Bas.....	86
Japon .....	84
Italie .....	80

\* Coûts totaux de main-d'œuvre par unité de valeur ajoutée aux prix et taux de change de 1993.  
Données : US Department of labor, OCDE, Bundesbank.  
Source : Institut der deutschen Wirtschaft (Cologne).

différences de productivité, les coûts salariaux unitaires ouest-allemands se trouvaient en 1993 supérieurs de 12 % à la moyenne observée dans les autres pays industriels, selon les calculs de l'institut de recherche économique du patronat (IW/Cologne).

En fait, l'évolution des positions relatives au sein des pays industriels s'explique davantage par celle des taux de change que par celle des salaires exprimés en monnaies nationales, si bien qu'il est très exagéré de parler de dérapage salarial ouest-allemand au cours de la période récente, sauf peut-être pour l'année 1992. De toute façon, la progression des coûts salariaux unitaires s'est déjà passablement ralentie en 1993 et il est même prévu qu'elle cède la

*L'impact de l'unification sur le « modèle allemand »*

**Tableau 4. — Un cadrage macro-économique pour l'ancienne RFA à l'horizon 2010**

	1991-2000 (taux moyen de variation annuelle réelle)	2000-2010
PNB .....	1,9	2,1
Consommation des ménages.....	1,7	2,2
Consommation des administrations publiques ..	2,0	2,1
Investissement (f.b.c.f.).....	2,2	2,4
Exportation <sup>a</sup> .....	2,4	2,5
Importation <sup>a</sup> .....	3,2	2,8
Productivité par actif employé.....	2,0	1,9 <sup>b</sup>

a. Y compris les échanges avec l'ex-RDA.  
b. 2000-2005 ; 2002-2010 : 1,8.

	1991	2000	2010
Solde commercial extérieur <sup>a</sup> (en % du PNB) ..	7,1	4,8	4,0
Population active employée (en mio).....	29,2	29,1	29,9
Population active potentielle (en mio) .....	32,2	33,5	33,1
Sous-emploi (en mio).....	3,0	4,4	3,2
Chômeurs inscrits (en mio).....	1,7	2,4	2,0
« Réserve silencieuse » (en mio) .....	1,3	2,0	1,2
Taux de sous-emploi <sup>b</sup> (en %).....	9,3	13,1	9,7

a. Export-import (y compris les échanges avec l'ex-RDA).  
b. Sous-emploi en % de la population active potentielle.  
*Source* : Institut Prognos (Bâle), *op. cit.* ; cité in : Hickel, R. ; Priewe, J., *op. cit.*

place à une baisse absolue en 1994, car le vif essor de la productivité enclenché en 1993 s'accompagne depuis le début 1994 d'une grande modération des salaires horaires. Après avoir quelque peu négligé les potentiels de réduction de coût qui s'offraient à elles au cours des dernières années, les entreprises ouest-allemandes confrontées à la récession ont en effet soudainement rattrapé ce retard relatif et ce, tout d'abord en réduisant leurs frais de personnel — notamment en diminuant les coûts de main-d'oeuvre non salariaux d'origine contractuelle (primes de Noël, retraites d'entreprise, subventions de formation, etc.) — et, surtout, en ajustant fortement et rapidement leurs effectifs à la baisse. Entre septembre 1992 et l'été 1994, le nombre des emplois s'est ainsi réduit de plus de 1,2 million dans l'ancienne RFA, soit une baisse de 4 %. Il faut cependant rappeler que cette baisse fait suite à une hausse de près de 3 millions dans la période 1983-1992.

### *Une organisation industrielle à repenser*

Pour un pays tel que l'ancienne RFA, en tout état de cause, une stratégie de maîtrise des effectifs et des coûts de main-d'oeuvre à court terme ne sau-

rait cependant suffire à améliorer durablement la compétitivité allemande : il faut, au-delà, viser à une maîtrise structurelle des produits, des procédés et des débouchés, car la compétitivité-prix et la compétitivité hors-prix se complètent plus qu'elles ne s'opposent. Le fait est que l'économie ouest-allemande doit simultanément lutter sur deux fronts : celui des productions de masse, où elle subit la concurrence des pays à bas salaires, et celui des productions à forte valeur ajoutée et à niveau technologique supérieur, où la clé du succès réside dans la qualité et l'innovation. De la sorte, la plupart des entreprises ouest-allemandes doivent désormais suivre de front une stratégie de maîtrise des coûts et une politique visant à raccourcir le cycle de vie des produits et des procédés de fabrication. En d'autres termes, il s'agit de développer rapidement des produits correspondant à la demande et de les produire dans les délais les plus brefs et au coût optimal.

La réorganisation nécessaire ne concerne pas seulement les processus dans l'entreprise, mais aussi les réseaux de relations inter-entreprises, car la pression de la concurrence pousse les firmes allemandes à se recentrer sur leurs compétences spécifiques, à externaliser certaines tâches et, en d'autres

### Le management allemand face à la *lean production* japonaise

Comme le montrent des travaux universitaires récents<sup>1</sup>, les entreprises allemandes ne parviendront pas à surmonter leurs problèmes de coûts, de qualité, de flexibilité et d'innovation si elle se contentent de radicaliser le taylorisme traditionnel ou de miser sur l'innovation technologique ; il leur faut donc impérativement miser sur le « progrès organisationnel ». D'ailleurs, la nécessité de mettre au point de nouvelles formes d'organisation est aujourd'hui très largement reconnue en Allemagne, où les conceptions « ohnistes » lancées par la firme japonaise Toyota rencontrent un large succès. Pourtant, si la recette de la *lean production* est connue et souvent reprise à l'identique Outre-Rhin, elle n'apporte rien de bien précis sur des questions telles que le degré de hiérarchie optimale ou sur la dose souhaitable d'auto-organisation dans l'atelier. Aussi la tendance dominante reste-t-elle celle du statu quo, d'autant que la réticence des

acteurs à abandonner certains de leurs pouvoirs conduit *in fine* à une certaine inertie des structures. Au bout du compte, la plupart des firmes allemandes tardent à se « reconfigurer » (*reengineer*), et elles restent dirigées sur la base d'une hiérarchie très stricte.

En matière de modernisation, il existe aussi des tentatives pour ouvrir la voie à de nouveaux modèles de production sans faire table rase des structures et pratiques déjà éprouvées. Dans la période récente, ces expériences montrent d'ailleurs que les forces traditionnelles du « modèle » allemand continuent de donner des résultats fructueux. Cela vaut en particulier pour la qualification des ouvriers qualifiés ou encore pour le dialogue social car, pour améliorer substantiellement la productivité et l'innovation, il est indispensable de susciter auprès du personnel une nouvelle attitude vis-à-vis de l'entreprise et de la rationalisation.

1. Voir notamment l'étude commanditée à l'institut de sociologie SOFI (université de Göttingen) par le ministère fédéral de la Recherche : Schumann, M. et al. — « Zwischen neuen Produktionskonzepten und *lean production* », — in *SOFI-Mitteilungen*, mars 1994.

## *L'impact de l'unification sur le « modèle allemand »*

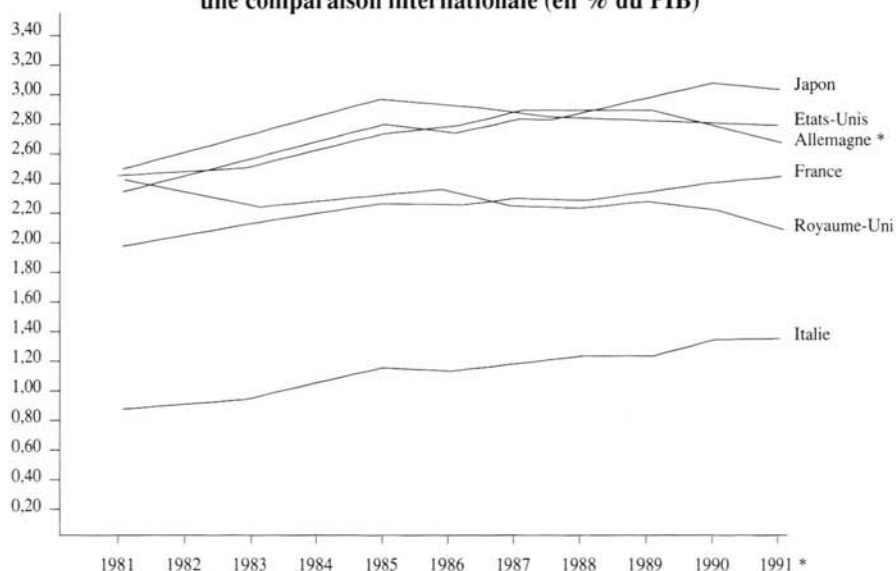
termes, à réduire leur degré d'intégration verticale et, en particulier pour les groupes de grande taille, à diminuer le nombre de leurs fournisseurs directs. Mis à part certains cas tels que le groupe Volkswagen, il apparaît toutefois que les réseaux inter-entreprises traditionnels ne sont donc affectés qu'à la marge par le changement d'attitude de certains donneurs d'ordre devenus plus exigeants sur les tarifs. Au bout du compte, cette relative stabilité se révèle un avantage, dans la mesure où un véritable esprit de partenariat entre donneurs d'ordre et sous-traitants non seulement accroît les marges de rationalisation, mais aussi accélère la diffusion de l'innovation le long des filières industrielles.

### *Une spécialisation internationale à réorienter*

A côté d'une stratégie défensive de maîtrise des coûts — décisive pour la compétitivité-prix, mais funeste pour la dynamique de l'emploi —, l'autre grand axe de réforme passe donc par l'innovation, car il s'agit d'une variable-clé non seulement dans la compétitivité dite structurelle ou hors-prix, mais aussi dans la création d'emplois. Or, en la matière, le pays semble encore bénéficier globalement des ingrédients nécessaires : des ressources en capital humain hautement qualifié et un potentiel de recherche considérable. En RFA, certes, le rapport entre les dépenses intérieures de R & D (DIRD) et le PIB a légèrement reculé, de 2,9 % en 1989 à environ 2,5 % en 1993, mais seulement du fait de l'unification, car il se situe actuellement à près de 3 % dans l'ancienne RFA, soit un ratio DIRD/PIB comparable à celui du Japon et des Etats-Unis, les deux pays leader en la matière. L'effort ouest-allemand de recherche ne se relâche donc pas en termes quantitatifs et, plus encore, la RFA conserve l'atout d'un système de recherche parfaitement organisé et dont l'efficacité a fait ses preuves. Le potentiel d'innovation doit cependant être jugé sur ses résultats. A cet égard, le diagnostic reste globalement très satisfaisant ; pour le nombre des dépôts de brevets internationalement comparables, la RFA reste ainsi au troisième rang mondial, derrière le Japon et les Etats-Unis, et même au deuxième rang mondial derrière le Japon, si l'on raisonne par rapport au nombre d'actifs. Avec un classement des biens selon leur intensité technologique, cependant, il apparaît que l'avance de la RFA tend à se réduire par rapport à la plupart de ses concurrents, quand elle ne se mue pas même en retard relatif. Dans l'ensemble du commerce international des biens intensifs en recherche — ceux pour lesquels les dépenses de R & D représentent au moins 3,5 % du chiffre d'affaires —, la part de marché de la RFA à l'exportation a ainsi rétrogradé du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> rang mondial depuis la fin des années 80, car elle est désormais dépassée par le Japon.

Tous secteurs confondus, l'ancienne RFA a depuis 1989 accru sa part de marché vis-à-vis du reste du monde, c'est-à-dire compte tenu du solde des

Graphique 3. — Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) :  
une comparaison internationale (en % du PIB)



\* Données pour l'Allemagne : Ancienne RFA jusqu'en 1990 ; Allemagne unifiée en 1991.

Données OCDE ; estimations BMFT.

Source : Ministère fédéral de la recherche et de la Technologie (BMFT).

échanges de marchandises avec l'ex-RDA. Ce mode de calcul a évidemment le tort de continuer à assimiler le commerce « interallemand » à du commerce extérieur, mais il a le mérite de rappeler que si l'unification a eu pour résultat de dégrader globalement les comptes extérieurs de la RFA, ceci ne préjuge en rien de la compétitivité des entreprises ouest-allemandes. Compte tenu des nouveaux Länder, néanmoins, l'unification a eu notamment pour effet de renforcer l'orientation de l'économie allemande vers son marché intérieur et, en particulier, vers les secteurs peu soumis à la concurrence internationale : les productions de biens non transportables, certains services, le bâtiment-travaux publics ou encore les secteurs étroitement dépendants des marchés publics. Par suite, avec un calcul excluant les ventes à l'ex-RDA, la part de l'ancienne RFA dans les exportations mondiales s'est nettement réduite depuis 1989.

Ce recul tient aussi en partie à la structure géographique et sectorielle de ces parts de marché. En effet, si la spécialisation sectorielle dans les biens d'équipement représente un important atout de la RFA, elle se concentre tout

## *L'impact de l'unification sur le « modèle allemand »*

de même trop sur des domaines technologiques dont le potentiel de croissance est déjà largement entamé, notamment dans la construction mécanique<sup>12</sup>. En outre, les exportations allemandes ne sauront être renforcées durablement que par un effort massif d'investissement direct à l'étranger et notamment au-delà des frontières de l'Europe. Selon différentes enquêtes, ce ne sont encore que guère plus de 10 % des entreprises ouest-allemandes de l'industrie et des services qui envisagent de délocaliser hors du territoire allemand certaines de leurs activités. Cette attitude n'en est pas moins de plus en plus courante, notamment pour les PMI implantées dans des zones limitrophes de la République tchèque ou de la Pologne. En fait, seul un petit nombre d'entreprises partent à l'étranger uniquement en raison des désavantages intrinsèques aux sites allemands et, généralement, les délocalisations participent de stratégies d'internationalisation définies à long terme et principalement motivées par la volonté de renforcer des parts de marché à l'étranger. Cela étant, les considérations de coûts n'en jouent pas moins un rôle croissant.

### *La fin du plein emploi*

En définitive, les entreprises ouest-allemandes ont réagi relativement tard à la crise, mais elles conservent la capacité de relever les défis d'une intégration réussie dans l'économie mondiale. D'ailleurs, alors que même les industries-clés du Japon traversent elles aussi une grave crise, il convient sans doute de relativiser le modèle du *lean management* et de se souvenir que la RFA conserve d'importants atouts qui lui sont propres et qui n'ont pas démerité autant que certains l'ont affirmé.

Tableau 5. — La structure sectorielle de l'emploi dans l'ensemble de l'Allemagne à l'horizon 2010 (parts en %)

	1991	2000	2010
Agri/sylviculture, pêche.....	4	3	2
Secteur productif.....	39	36	34
dont : industrie manufacturière.	30	28	26
Commerce, transports, télécomm	19	18	17
Autres services.....	17	22	24
Etat.....	20	21	23
Tous secteurs.....	100	100	100

Prévision de l'Institut Prognos (Bâle), *op. cit.* cité dans l'IAB-Kurzbericht octobre 1993.

12. La spécialisation allemande doit se repositionner par rapport au nombre croissant de concurrents étrangers qui parviennent à offrir des produits de qualité et à développer de nouveaux produits en un temps réduit, et ceci même dans les secteurs qui paraissaient récemment encore les plus compétitifs de la RFA. C'est donc le cœur même de l'industrie ouest-allemande qui semble menacé à terme, car — à l'exemple de ce qui se produit dans le domaine de la machine-outil — le traditionnel handicap en matière de compétitivité-prix sera de moins en moins contrebalancé par les atouts d'un service après-vente, d'un design et d'une ingénierie de qualité.

Pour le marché de l'emploi ouest-allemand, par contre, la conclusion qui se dégage est nettement moins optimiste, car les créations d'emplois dans les secteurs à embauche pourraient fort bien à l'avenir ne plus compenser suffisamment les réductions dans les branches en sureffectifs. C'est surtout pour l'avenir de l'emploi industriel qu'il y a lieu de s'interroger, et la structure sectorielle de l'emploi ouest-allemand risque fort de connaître une tertiarisation accélérée, ce qui entraînerait d'une certaine manière une normalisation par rapport à des pays comme la France ou le Royaume-Uni<sup>13</sup>. Au total, la croissance promet d'être à l'avenir beaucoup moins riche en emplois que dans le passé récent<sup>14</sup> et, d'ici à l'an 2000, il y a fort à parier que le sous-emploi ne refluera guère en dessous de son niveau actuel, soit près de 6 millions de personnes dans l'ensemble de l'Allemagne unifiée si l'on y inclut les divers stages et postes résultant des « mesures de création d'emplois », l'équivalent des CES en France. Autrement dit, le plein-emploi est désormais révolu en RFA.

### *Vers une régulation plus flexible*

Pour atténuer ce glissement vers le sous-emploi, les responsables allemands savent qu'il n'est pas suffisant de s'en remettre aux politiques budgétaires, monétaires et salariales, et qu'il faut aussi réformer les structures plus en profondeur. Dans cette optique, de nombreuses expériences intéressantes sont actuellement menées sous le label de la flexibilisation. Sur le marché de l'emploi, tout d'abord, les partenaires sociaux adoptent dans leurs conventions collectives des systèmes d'horaires de travail annualisés et pouvant de la sorte fluctuer à l'intérieur d'un certain corridor ; depuis le printemps 1994, c'est notamment le cas dans le secteur de la chimie et de l'électro-métallurgie. Les marges de manœuvre des entreprises sont d'autant plus assouplies que le parlement allemand a voté au début de l'année une nouvelle loi qui permet une flexibilisation accrue du temps de travail et un allongement de la durée d'utilisation des équipements<sup>15</sup>. Les patrons allemands jugent considé-

---

13. Au cours de ces dernières années, le poids de l'industrie manufacturière dans l'emploi total est revenu, dans l'ancienne RFA, de 37,9 % en 1970 à 31,4 % en 1991 et, selon le consultant Roland Berger (Munich), cette part devrait revenir à seulement 25 % d'ici à 2000-2005, et l'ordre de grandeur serait similaire pour la part dans le PIB.

14. Tous secteurs confondus, le rythme de croissance à partir duquel il se dégage une création nette d'emplois dans l'ancienne RFA était revenu de 3,7 % dans la période 1960-73 à 2,2 % entre 1973 et 1980 et à seulement 0,7 % entre 1980 et 1992 (*IW-Informationdienst*, 31 mars 1994). Avec la course actuelle à la productivité, ce seuil de création d'emplois risque fort de se relever au cours des années 90.

15. Cette nouvelle loi sur le temps de travail apporte aussi plus de souplesse dans la compensation des heures supplémentaires et, en outre, pour le travail le dimanche et les jours fériés, ou encore pour les indications d'emploi qui s'appliquaient aux femmes, à l'exception du travail dans les mines. Signalons au passage que les progrès sont par contre beaucoup moins nets en ce qui concerne la loi très restrictive sur les horaires d'ouverture des magasins.

rables les possibilités d'horaires « à la carte » qui sont ouvertes de la sorte, mais cette flexibilisation ne se fait pas nécessairement au détriment des salaires et des acquis sociaux. Dans la période récente, la flexibilisation des salaires et des horaires de travail n'est ainsi pas seulement motivée par le souci de dégager des gains de productivité, mais aussi — comme dans le cas de l'accord Volkswagen<sup>16</sup> — par le souci de préserver l'emploi. Cette flexibilisation défensive constitue alors un moindre mal et une nécessité à certains égards, mais en aucun cas une panacée.

Signalons par ailleurs la « loi de soutien à l'emploi 1994 » qui, entre autres mesures, introduit des mesures incitatives supplémentaires en faveur du temps partiel. Très en vogue actuellement aussi bien à Bonn que chez les partenaires sociaux et chez les experts<sup>17</sup>, ce thème du travail à temps partiel correspond bien aux tendances du moment, à savoir une organisation du temps de travail sur la base de contrats individuels de façon à compléter le cadre des conventions collectives de branches.

La politique de flexibilisation dépasse de toute façon l'organisation interne à l'entreprise, puisqu'elle concerne aussi ce que les spécialistes appellent le marché externe de l'emploi, avec la suppression du monopole public en matière de placement d'emploi ou encore avec la diminution des délais de licenciement, des indemnités-chômage et de l'aide sociale. L'inspiration libérale de ces réformes est évidente et, pourtant, ce qui est en jeu, ce n'est pas tant l'aspect régulateur de l'organisation socio-économique, des institutions et des conventions entre acteurs, mais plutôt l'emprise de la bureaucratie et, plus généralement, la rigidité qui caractérise parfois les relations hors-marché. Par suite, il ne s'agit pas de déréguler au sens de supprimer les normes et règles du jeu économique, mais plutôt de flexibiliser la régulation, c'est-à-dire d'assouplir le fonctionnement de ces normes.

Dans cet esprit, une grande offensive est menée pour supprimer ou simplifier dès 1994 les procédures administratives, notamment en matière d'investissement, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, de construction de logements et de voies de communication, mais aussi pour assouplir la législation, dans des domaines tels que les manipulations génétiques et l'industrie chimique. De même, le gouvernement fédéral vient de réaffirmer son intention de mener à bien sa politique de déréglementation dans les secteurs de l'électricité et du gaz<sup>18</sup>. Parmi les mesures de déréglementation

16. Voir Meinhardt, V. ; Stille, F. ; Zwiener, R. — « Réduction du temps de travail : la portée du modèle Volkswagen ». — in CIRAC. — *Regards sur l'économie allemande*. — mars 1993.

17. A en croire la société de conseil McKinsey, l'application systématique de toutes les possibilités de travail à temps partiel permettrait en RFA de créer au total deux millions d'emplois nouveaux et d'accroître la productivité des entreprises de près de 20 %.

18. Il s'agit d'abroger les contrats sur la base desquels les grandes compagnies se répartissent les marchés des différentes régions, de supprimer des clauses d'exclusivité qui lient actuellement les communes à un installateur unique pour l'extension des réseaux, et d'accorder à un tiers la possibilité de se raccorder aux réseaux existants pour y distribuer sa propre production.

annoncées dans le rapport fédéral sur la « sauvegarde du site Allemagne » et déjà appliquées, il faut citer la réforme des chemins de fer entrée en vigueur en janvier dernier. Du côté des mesures encore en chantier, on peut mentionner le projet de seconde réforme de la poste, qui vise notamment à accroître l'efficacité de la Deutsche Bundespost en privatisant ses trois secteurs (courrier, télécommunication et banque), ce en quoi la RFA rejoindrait les précurseurs que sont les Etats-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne. Comme on le voit, la déréglementation passe parfois par la privatisation mais, dans ce domaine, le plus gros potentiel se trouve moins à l'échelle de l'Etat fédéral qu'à celle des Länder et des communes <sup>19</sup>.

### *Une politique industrielle assumée et renforcée*

Dans l'ancienne RFA, la tendance à la privatisation marque un certain désengagement de l'Etat dans l'économie, mais les pouvoirs publics se réengagent parallèlement par l'entremise d'autres formes d'intervention moins directe. Aussi peut-on affirmer qu'à ce propos, la question pertinente ne porte pas sur l'ampleur du secteur public, mais sur l'articulation entre les sphères publiques et privées. En ce sens, la notion de politique industrielle fait de moins en moins l'objet d'un tabou en Allemagne, dès lors que le terme n'y est plus synonyme de dirigisme.

Dans l'actuelle coalition et, *a fortiori*, dans l'opposition sociale-démocrate, nombreux sont aujourd'hui ceux qui estiment que l'Etat allemand pratique *de facto* une politique industrielle, et que cette politique n'est néfaste que dans la mesure où elle consiste pour l'essentiel à subventionner les secteurs en déclin et donc peu porteurs en termes d'emplois. Un consensus se dégage donc pour que l'Etat réoriente son effort dans certains secteurs d'avenir : technologies de l'environnement, biotechnologies ou encore technologies du logiciel informatique et des micro-systèmes. En outre, il s'agit de faire collaborer plus étroitement les personnels engagés dans la recherche fondamentale et ceux de la recherche appliquée, en prenant toutefois garde que l'Etat ne s'immisce dans la recherche proprement compétitive. Par ailleurs, les autorités allemandes s'efforcent non pas de copier le MITI japonais, mais de favoriser le dialogue et la formation d'un consensus sur les questions industrielles et technologiques. Ainsi s'explique la floraison récente de comités ministériels réunissant responsables de l'entreprise, syndicalistes et scientifiques, dans l'esprit du « competitiveness policy council » américain.

---

19. Contrairement à la fédération, les collectivités locales se sont jusqu'à présent abstenues le plus souvent de privatiser, qu'il s'agisse des participations dans les entreprises du secteur concurrentiel, des transports en commun de proximité, ou encore des centrales électriques et du traitement de l'eau, domaines où le système de la concession de service public reste largement ignoré.

## *L'impact de l'unification sur le « modèle allemand »*

Quelle que soit la portée effective de ces conseils technologiques, leur création est l'indice d'une évolution plus large: la renaissance sous une autre forme de la *Konzertierte Aktion*.

### **Une remise à jour de la *Konzertierte Aktion***

A l'origine, la *Konzertierte Aktion* fut lancée en 1967 par Karl Schiller, alors ministre fédéral (SPD) de l'économie, pour surmonter la première récession ouest-allemande de l'après-guerre. En regroupant autour d'une même table des représentants du gouvernement, des organisations syndicales et patronales, de la Bundesbank et du conseil des experts économiques, cette sorte de concertation à l'allemande visait à développer un esprit coopératif en amont des décisions de la politique économique conjoncturelle. Selon K. Schiller, il serait aujourd'hui souhaitable de ressusciter ce système, mais cela suppose de la part de tous les acteurs

une attitude coopérative, ainsi qu'une vision partagée de ce que doit être le nouveau « modèle allemand »<sup>1</sup>. Or, il semble bien que cette attitude coopérative et cette vision partagée se développe depuis quelque temps, en particulier à l'échelon des Länder et, dans une large mesure, indépendamment de l'étiquette politique des gouvernements régionaux, et aussi bien dans les anciens que dans les nouveaux Länder. Ce type de dialogue s'instaure ou se réactive notamment dans les secteurs de l'automobile, de la construction navale, mais aussi dans le domaine de certains biens d'équipement professionnels (micro-électronique, machine-outil).

1. Schiller, K. — *Der Schwierige Weg in die offene Gesellschaft - Kritische Bemerkungen zur deutschen Vereinigung*. — Berlin, 1994.

Sans rentrer plus dans le détail, il faut enfin mentionner le renforcement d'autres dimensions des politiques structurelles en faveur de l'industrie : aide aux PMI — notamment à l'internationalisation des PMI — investissements accrus dans les infrastructures, ainsi qu'un effort massif en faveur de la formation, que ce soit de la part de l'Etat ou des entreprises.

### *Un aggiornamento difficile, mais bien engagé*

Au bout du compte, il ressort de ce bref aperçu que si l'unification constitue indéniablement un potentiel économique accru pour la RFA à long terme, elle conduit aussi à remettre en question les équilibres du passé et révèle les limites des choix allemands en matière de spécialisation internationale. Il apparaît aussi que les responsables allemands ont dans l'ensemble compris la nécessité de réformes structurelles pour améliorer la qualité des sites et le nombre des emplois sur le territoire national. Une partie des mesures prises ou envisagées relèvent de ce qu'il est convenu d'appeler la politique d'offre,

c'est-à-dire essentiellement d'une politique qui vise à la réduction des coûts et à l'édification d'un appareil productif rentable, si besoin est au détriment du pouvoir d'achat des salaires, et en tout cas à la grande satisfaction des chefs d'entreprises. Une autre partie concerne l'organisation du travail, l'innovation et la politique industrielle, ce qui permet de contenter les syndicats. Ce savant dosage confirme de façon éclatante que les partenaires sociaux ne campent pas sur leurs positions et savent au besoin s'entendre sur l'essentiel, même après une négociation parfois longue et conflictuelle. Cette aptitude au débat a donc une vertu qui lui est propre : accroître la réceptivité vis-à-vis des réformes et mobiliser les acteurs pour la réalisation d'objectifs consensuels. La RFA conserve donc un avantage décisif en ces temps difficiles : l'aptitude de son organisation socio-économique à concilier la responsabilité et la solidarité des acteurs. D'où le nombre croissant d'émules que ce « modèle » produit à l'étranger, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale, où les conseillers allemands sont très présents.

Certes, comme le redressement est-allemand entraîne pour l'économie ouest-allemande un coût financier considérable et, inévitablement, certaines entorses à l'orthodoxie de l'« économie sociale de marché »<sup>20</sup>, le fameux modèle ne sort pas indemne des bouleversements actuels. Cependant, il a gagné en surface avec l'ouverture de l'ex-bloc de l'Est et il n'est pas fondamentalement remis en cause, puisqu'il a une nouvelle fois fait la preuve de sa capacité d'adaptation. Peut-être sont-ce d'ailleurs les rigidités tant décriées du modèle qui finissent par préserver le système. Au fond d'ailleurs, l'idée d'un modèle allemand immuable n'existe pas, et l'Allemagne de demain reste largement à inventer. En France, où il est souvent difficile de mobiliser et d'agir au-delà des enjeux électoraux du court terme, une telle évolution mérite d'être suivie de près.

---

20. Voir R. Lallement. — « L'économie sociale de marché - Théorie et pratique ». — in : *L'Etat de l'Allemagne*, à paraître aux éditions La Découverte.

# *La politique européenne de l'Allemagne unifiée*

## *Traditions, contraintes et options pour l'avenir*

Robert Picht<sup>1</sup>

*L'Allemagne sera-t-elle européenne ou l'Europe allemande ? Cette question récurrente a pris un relief nouveau depuis l'unification et ne manque pas de resurgir au moindre prétexte, lorsque l'Eurocorps défile aux Champs-Élysées ou lorsque le Président Clinton évoque le « leadership de l'Allemagne dans la construction d'une Europe réellement unie ».*

*Pour R. Picht, cependant, l'attachement des Allemands à la construction européenne est d'autant plus fort que, plus qu'une simple option de politique étrangère, elle constitue un remède au problème aigu d'une identité nationale problématique, une utopie concrète, synonyme de liberté, de démocratie et de modernité. A telle enseigne d'ailleurs que le « miracle » allemand résulte de la forte intégration de son économie dans celles de l'Occident.*

*L'unification allemande, en dépit de sa soudaineté, ne saurait modifier la situation, d'autant que les pays de la Communauté européenne l'ont accueillie favorablement et que l'ancrage de l'Allemagne unifiée à l'Ouest est elle-même nécessaire à sa réussite.*

*L'Europe cependant est loin de constituer une union capable d'exercer une véritable politique extérieure commune et, confrontée au désordre mondial, y compris aux risques guettant la Communauté à l'Est et au Sud, le danger est évident que les efforts se dispersent.*

1. Deutsch-Französisches Institut (Institut franco-allemand, Ludwigsburg).

*Mais la seule option possible pour l'Allemagne, pour les autres pays de la Communauté comme pour ceux qui l'entourent, est bien dans un renforcement de l'Union européenne, fusse au prix d'une Europe avançant, hélas, à plusieurs vitesses.*

*Vu d'Allemagne, le seul scénario en effet envisageable est, selon R. Picht, celui d'une Europe qui, en « s'approfondissant » pourra s'élargir et assurer un ancrage durable des pays de l'ancien bloc communiste à l'Occident. Cette perspective n'aura toutefois de sens que dans la mesure où se formera en Europe un noyau dur de pays — pas seulement une alliance franco-allemande — pouvant jouer un véritable rôle moteur tant au plan intérieur qu'au plan international.*

H.J.

« Nous ne souhaitons pas une Europe allemande mais une Allemagne européenne ». Cette formule de Thomas Mann date de 1945. Elle n'a trouvé son écho immense qu'après la chute du mur. En effet, elle exprime aussi bien l'inquiétude des partenaires de l'Allemagne unifiée à l'Est comme à l'Ouest, que l'incertitude d'une grande partie de l'opinion publique allemande devant la nouvelle dimension et les responsabilités de leur pays. « Faut-il avoir peur de l'Allemagne ? ». Cette interrogation correspond à l'expérience historique d'un siècle qui a traumatisé l'Europe entière et en premier lieu les Allemands eux-mêmes. Mal préparée à sa nouvelle position internationale, l'Allemagne unifiée dérange à nouveau, aussi bien par ses hésitations que par la multitude de ses initiatives apparemment contradictoires.

Allemagne européenne ou Europe allemande ? — pour le téléspectateur distrait, qui en juillet 1994 se serait laissé impressionner par la silhouette massive du chancelier Kohl comme président temporaire du Conseil Européen, par l'apparition de l'Eurocorps aux Champs Elysées et, surtout par le discours du président américain à la porte de Brandebourg, le message était clair : au cœur de l'Europe une nouvelle Allemagne pesante et sollicitée.

Pour comprendre cette ambiguïté paradoxale entre puissance et hésitations et l'incohérence apparente d'une politique étrangère mal perçue, notamment en France, il convient de se rappeler les contraintes, les traditions et les options qui orientent la politique européenne de l'Allemagne depuis la guerre. Les eaux troubles de l'actualité coulent dans un fleuve tracé par l'histoire. Dans l'histoire allemande, particulièrement mouvementée à travers les siècles, ce fleuve a connu plusieurs ramifications parmi lesquelles l'unité nationale dans le Reich de Bismarck ne constituait qu'un épisode relativement court. Depuis 1945 l'Allemagne occidentale a vécu un demi-siècle d'intégration solide à l'Ouest.

## *La fonction politique de la Communauté européenne pour l'Allemagne occidentale*

Pour les Allemands de l'Ouest, les étapes de l'intégration européenne engagée avec Konrad Adenauer, Jean Monnet et Robert Schuman, maintenue par Charles de Gaulle et approfondie par ses successeurs, avaient une portée qui dépassait de loin ses dispositions institutionnelles et pratiques spécifiques.

S'intégrer à l'Europe signifiait pour les Allemands, profondément traumatisés par les conséquences de la Première Guerre mondiale, par l'échec de Weimar, par l'aventure hitlérienne, par la défaite, l'amputation et la division de leur pays, la chance inespérée d'une nouvelle identité. Dans sa majorité, la partie occidentale de la « nation retardée » (Plessner) était prête à renoncer définitivement à une réunification qui apparaissait de toute façon plus qu'hypothétique et à s'intégrer totalement dans un « Occident » aux contours certes également incertains. Dans leur esprit, l'unité nationale avec les citoyens de la RDA qu'il s'agissait de sauvegarder, était celle de la « Kultur-nation », du maintien des relations humaines avec les Allemands de l'Est dont il convenait de faciliter le sort dans l'espoir d'une libéralisation des régimes communistes.

Etre « Européen » signifiait pour les générations de l'après-guerre la chance de surmonter le cadre étouffant d'une identité nationale problématique. L'Europe signifiait l'ouverture au monde, liberté, démocratie, modernité, croissance économique et un mode de vie plus cosmopolite. Militer pour l'Europe, c'était brûler symboliquement les poteaux aux frontières, c'était surmonter les nationalismes et trouver des amis à l'étranger. Une telle vision de l'Europe, telle qu'elle était ressentie par les Allemands, était bien différente de celle des Français ou des Britanniques.

Pour les Allemands de l'Ouest, l'Europe n'était pas une simple option de politique étrangère, elle constituait une utopie concrète et saisissable, un remède à leurs angoisses et une réalisation de leurs rêves. Pour eux, l'Europe était la projection de leurs frustrations antérieures, la contre-image de cette « patrie difficile » (Heinemann) tant évoquée. Cette fonction utopique de la construction européenne se retrouve aujourd'hui dans la recherche d'une identité « postnationale » proclamée par Jürgen Habermas et son école, comme dans les arguments culturels contre Berlin-capitale, avancée par la soi-disante « Toscana-Fraktion » constituée surtout par de jeunes députés grandis après la construction du mur.

En même temps, les étapes de la construction européenne avaient une signification précise dans la conquête de la souveraineté du nouvel Etat ouest-

allemand. Depuis 1950, chaque révision du statut d'occupation était liée à une étape progressive d'intégration partagée par les six pays fondateurs de la Communauté européenne.

Ce processus était facilité par la menace soviétique : intégration européenne et intégration atlantique de l'Allemagne dans l'OTAN allaient de pair, malgré la dialectique particulière mais limitée, introduite dans ce jeu par le Général de Gaulle. Lui-même, comme tous les partenaires de l'Alliance et surtout comme les Allemands eux-mêmes, tenait à l'ancrage profond de la République Fédérale dans les structures intégrées. En plus, le statut de Berlin et l'autorestriction des armements allemands garantissaient une limitation sérieuse de sa souveraineté nationale. Cette situation n'était cependant pas ressentie comme négative. Sous les conditions de la guerre froide, elle constituait une garantie supplémentaire et correspondait donc à la volonté unanime des responsables politiques allemands eux-mêmes.

## *Marché commun et croissance économique*

De même, la continuité du « miracle économique », des « quarante glorieuses » de l'économie allemande, était étroitement liée à la création du Marché commun. Grâce à sa tradition fortement exportatrice depuis la fin du dix-neuvième siècle, l'industrie allemande profitait pleinement des opportunités créées par la libéralisation des marchés mondiaux et surtout européens. Au-delà de toutes les espérances et malgré les craintes nombreuses, le Marché commun développait une dynamique continue de croissance au bénéfice de tous les pays partenaires.

Depuis la fin des années soixante, le degré d'interpénétration et d'interdépendance économique entre les pays fondateurs de la Communauté européenne avait atteint un tel niveau, que les échanges ne relevaient plus du commerce extérieur traditionnel, mais faisaient partie d'un espace économique commun dans lequel les politiques économiques nationales perdaient de plus en plus de leur autonomie. La création du Système Monétaire Européen par Giscard et Schmidt et l'accomplissement du Marché unique par Jacques Delors constituaient la conséquence logique de cette évolution.

Pour l'Allemagne occidentale, elle entraînait une orientation de plus en plus forte de ses exportations et de ses investissements à l'étranger vers le Marché commun et vers les autres pays de l'Europe occidentale. En termes politiques, il est important de savoir à quel point l'économie allemande se trouve ancrée en Europe occidentale et encore plus dans le noyau dur des pays fondateurs de la Communauté européenne.

Par contre, les phantasmes concernant la création d'un empire économique allemand à l'Est devraient être remis dans une proportion réaliste. Il suffit de se rendre compte du fait qu'au début des années 80 (donc à l'apogée du Brejnevisme triomphant) les exportations allemandes vers l'ensemble des pays communistes dépassaient à peine 4 % des marchés internationaux allemands et correspondaient ainsi aux échanges allemands avec la Suisse. Depuis, le commerce avec l'Est n'a cessé de décliner et ne constitue pour la plupart des entreprises, même est-allemandes, qu'une perspective à très long terme. Les intérêts économiques vitaux de l'Allemagne unifiée se situent donc encore plus en Europe occidentale qu'avant la chute du mur. L'opinion publique en est pleinement consciente.

L'accélération rapide des échanges entre les pays d'Europe centrale et orientale et l'Allemagne que l'on observe depuis peu renforce certes leur inté-

### **Les échanges entre l'Allemagne et les pays d'Europe centrale et orientale**

L'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale représentait en 1990 2 % du commerce extérieur allemand. Entre 1990 et 1992 cette proportion a augmenté jusqu'à 3,5 %. La part de marché détenue par l'Allemagne dans les exportations occidentales vers l'Europe centrale et orientale est cependant élevée : en 1992 36,9 % suivie par l'Italie avec 11,7 %, l'Autriche 9,4 % et la France 6,9 %. Les investissements allemands dans ces pays sont certes en progression considérable (+ 7 % en 1992 ; + 9,75 % en 1993). Mais là encore, il faut tenir compte des proportions. D'après les indications de la Banque Fédérale d'Allemagne, les investissements directs allemands dans l'ex-bloc de l'Est ne représentaient à la fin de l'année 1991 que 0,6 % du capital allemand investi à l'étranger. En 1991 ils ne constituaient que 1,4 milliard de DM, contre 20 milliards dans les pays de l'Union européenne. Le CIRAC évalue les investissements allemands à l'Est de la manière suivante : « L'intérêt dont les entreprises allemandes font preuve pour les pays de l'ex-bloc de l'Est s'y est tra-

duit globalement par une augmentation constante de leurs investissements directs, notamment depuis 1991 : 103 millions de DM en 1989, 254 millions de DM en 1990, 1,359 milliard de DM en 1991 et enfin 1,543 milliard de DM en 1992. Dans cette région, qui a absorbé près de 7 % des investissements allemands à l'étranger en 1992, les entreprises allemandes apparaissent globalement comme les principaux partenaires étrangers, que ce soit pour le nombre de projets ou pour le montant des investissements engagés <sup>1</sup>.

Parties d'un niveau très bas en 1989, les sommes investies semblent toutefois plafonner à court terme et, en tout cas, ne débouchent pas sur l'évolution explosive pronostiquée par certains. D'ailleurs, tous les engagements en la matière ne sont pas intégralement respectés. Ainsi, la Volkswagen AG a annoncé au mois de septembre dernier qu'elle comptait réviser sensiblement à la baisse le montant de 7 milliards de DM d'investissement qui avait été décidé au moment de la reprise de Skoda automobilova a.s. au sein du groupe VW, en avril 1991 <sup>2</sup>.

1. Münch, R. — Dresdner Bank, *Trends*, août 1993 ; voir aussi le dossier du CIRAC « L'Allemagne face à l'Est », in : *Regards sur l'économie allemande*, juillet 1993.

2. *Regards sur l'économie allemande*. Bulletin économique du CIRAC, n° 14, 1993.

gration progressive dans l'espace économique européen et constitue pour certaines entreprises allemandes une perspective intéressante de croissance. Dans l'ensemble cependant, ce processus ne modifie que d'une manière marginale les pesanteurs des interdépendances et intérêts économiques allemands qui restent ancrés à l'ouest.

## *La dimension européenne de l'unification allemande*

Personne n'avait prévu la rapidité de l'unification allemande, rendue possible par l'écroulement de l'Union soviétique. Pour s'en rendre compte, il suffit de relire les propositions du chancelier Kohl au Bundestag en décembre

### **L'unification allemande vue par H. Kohl**

Le programme en dix points du chancelier Helmut Kohl pour la réunification allemande ne doit pas être considéré comme un calendrier mais s'inscrit dans une certaine logique chronologique, écrivait le correspondant à Bonn du Journal *Le Figaro* (édition du 29 novembre 1989).

« 1. Bonn accorde à la RDA une aide immédiate essentiellement humanitaire et médicale, pour contrebalancer l'effet déstabilisateur de l'ouverture de la frontière.

2. Le gouvernement de Bonn prolonge cette aide par une collaboration avec la RDA dans tous les domaines, comme il l'a fait jusqu'à présent.

3. Cette aide économique prendra « une nouvelle dimension » si le régime politique et économique est-allemand est modifié de manière irréversible.

4. Dans le cadre de la « communauté contractuelle », proposée par le premier ministre est-allemand Hans Modrow, des institutions communes interallemandes verront le jour.

5. Cette communauté débouchera sur des structures confédérales entre les deux Etats allemands, mais avec l'objectif de créer ensuite une fédération. Successivement seront fondées une commission

gouvernementale commune chargée de consultations permanentes et d'une coordination politique, des commissions communes spécialisées et un organe parlementaire commun.

6. L'architecture de l'Allemagne future s'insère dans l'architecture future de l'ensemble de l'Europe.

7. La Communauté européenne reste un moteur de cette future Europe et on poursuit son renforcement. En même temps, la CE « ne s'arrête pas à l'Elbe » et s'ouvre à des Etats démocratiques d'Europe centrale et du sud-est européen.

8. La CSCE (conférence pour la coopération et la sécurité en Europe) réfléchit à de nouvelles formes de coopération et de confiance Est-Ouest sur le continent européen.

9. Le désarmement et le contrôle des armements rattrape le mouvement de rapprochement Est-Ouest en Europe et en Allemagne.

10. Dans une Europe où les tensions seront abolies, le peuple allemand retrouve son unité par l'autodétermination. L'objectif reste « l'unité étatique de l'Allemagne », conformément au préambule de la constitution ouest-allemande. »

Source : *Le Figaro*, 29 novembre 1989.

1989 qui avaient fait scandale à l'époque par leur hardiesse. Kohl proposait un rapprochement progressif entre les deux Etats allemands, qui pourrait conduire après une décennie vers une forme encore incertaine de fédération qui constituera « l'unité étatique de l'Allemagne ».

L'accélération de l'histoire en 1990 dépassait toutes les prévisions. Néanmoins, les mécanismes de l'intégration européenne et leur logique intérieure ont fait leur preuve. A l'initiative de Jacques Delors, l'ancienne RDA a été immédiatement intégrée dans la Communauté européenne, sans passer par les lourdeurs d'un élargissement formel. Elle a ainsi pu profiter du soutien communautaire aux régions défavorisées.

Les accords « deux plus quatre » ont permis le règlement rapide du statut international et militaire de l'Allemagne unifiée dans la plus pure logique de l'intégration et de l'autolimitation des forces allemandes réalisées depuis 1955 (voir encadré). Le traité correspond d'ailleurs exactement aux conditions pour une éventuelle réunification allemande, formulées par le Général de Gaulle, dans sa conférence de presse du 25 mars 1959. Les accords « deux plus quatre » constituent donc un beau succès diplomatique pour François Mitterrand et la diplomatie française. Dans son résultat, l'unification allemande telle qu'elle a été réalisée par les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale, en accord avec les deux Etats allemands, n'a donc pas ébranlé, mais renforcé l'intégration de l'Allemagne unifiée à l'Ouest comme seule solution acceptable aux problèmes de l'équilibre européen. Elle a confirmé l'Alliance Atlantique et approfondi les principes de la construction européenne. Il était donc logique, que l'unification fût accompagnée d'un pas de plus vers une Union européenne capable de prendre en charge les intérêts communs dans le respect de la démocratie et des spécificités nationales.

C'est dans cet esprit qu'ont été engagées les préparations du traité sur l'Union européenne. Cependant, le résultat atteint à Maastricht est plein d'ambiguïtés et de contradictions, à tel point qu'il aurait paradoxalement été compréhensible que les adversaires d'une fédération européenne supranationale votent pour alors que les « Européens » votent contre. Car le traité renforce avant tout les éléments de coopération intergouvernementale et le rôle

#### **Le traité « deux plus quatre »**

Signé le 12 septembre 1990 à Moscou entre les quatre puissances alliées — Grande-Bretagne, France, Etats-Unis et URSS — et les deux Allemagne, le traité « 2 + 4 » porte « règlement définitif concernant l'Allemagne ». Il affirme que : « Conscients que leurs peuples vivent mutuellement en paix depuis 1945 ;

« Ayant à l'esprit les changements historiques survenus récemment en Europe, qui permettent de surmonter la division du continent ;

« Prenant en considération les droits et responsabilités des Quatre Puissances relatifs à Berlin et à l'Allemagne dans son ensemble, ainsi que les accords et déci-

sions correspondants des Quatre Puissances au temps de la guerre et de l'après-guerre ;

« Résolus, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations-Unies, à développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et à prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ; »

« Rappelant les principes de l'Acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, signé à Helsinki ;  
« Reconnaissant que ces principes ont établi des bases solides pour l'édification d'un ordre de paix juste et durable en Europe ;

« Déterminés à tenir compte des intérêts de sécurité de chacun ;

« Convaincus de la nécessité de surmonter définitivement les antagonismes et de développer la coopération en Europe ;

(...)

« Saluant le fait que le peuple allemand, exerçant librement son droit à l'autodétermination, a affirmé sa volonté d'établir l'unité étatique de l'Allemagne pour servir la paix du monde en temps que membre égal et souverain d'une Europe unie ;

« Convaincus que l'unification de l'Allemagne en un Etat aux frontières définitives représente une contribution importante à la paix et à la stabilité en Europe ; »

« Désireux de conclure le règlement définitif concernant l'Allemagne ;

« Reconnaissant que, par là et avec l'unification de l'Allemagne en tant qu'Etat démocratique et pacifique, les droits et responsabilités des Quatre Puissances relatifs à Berlin et à l'Allemagne dans son ensemble perdent leur fonction.

#### Article 1<sup>er</sup>

« 1) L'Allemagne unie comprendra le territoire de la République fédérale d'Allemagne, de la République démocratique allemande et de l'ensemble de Berlin. Ses

frontières extérieures seront les frontières de la RFA et de la RDA et seront définitives à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité. La confirmation du caractère définitif des frontières de l'Allemagne unie constitue un élément essentiel de l'ordre de paix en Europe.

« 2) L'Allemagne unie et la République de Pologne confirmeront la frontière existante entre elles par un traité ayant force obligatoire en vertu du droit international ».

« 3) L'Allemagne unie n'a aucune revendication territoriale quelle qu'elle soit envers d'autres Etats et n'en formulera pas à l'avenir.

« 4) Les gouvernements de la RFA et de la RDA feront en sorte que la constitution de l'Allemagne unie ne comporte aucune disposition incompatible avec ces principes.

« 5) Les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République française, du Royaume-Uni et de l'URSS prennent formellement acte des engagements et déclarations correspondants des gouvernements de la RFA et de la RDA, et déclarent que leur mise en œuvre confirmera le caractère définitif des frontières de l'Allemagne unie.

#### Article 2

« Les gouvernements de la RFA et de la RDA réaffirment leurs déclarations selon lesquelles seule la paix émanera du sol allemand. Selon la constitution de l'Allemagne unie, les actes susceptibles de troubler les relations pacifiques entre les nations ou entrepris dans cette intention, notamment en vue de préparer une guerre d'agression, sont anticonstitutionnelles et constituent une infraction punissable. Les gouvernements de la RFA et de la RDA déclarent que l'Allemagne unie n'emploiera jamais aucune de ses armes que conformément à sa constitution et à la charte des Nations-Unies.

*futuribles*

du Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement nationaux, il affaiblit la Commission et n'accorde au Parlement européen que des compétences toujours trop limitées. L'Europe de Maastricht avec son principe de subsidiarité constitue donc plutôt un pas vers l'Europe des nations que vers une Union européenne véritablement intégrée. En plus, la coexistence de plusieurs ensembles européens aux règlements et aux participations différentes concernant le Marché unique, l'Europe sociale, l'Union monétaire et les amorces d'une politique étrangère et de sécurité commune, introduit en combinaison avec la multitude de coopérations bi-, tri- et multilatérales dans la pratique de la politique européenne le principe de la « géométrie variable », défini déjà à la fin des années soixante-dix par Jean-François Deniau.

Ce principe a l'avantage d'être réaliste ; il est cependant désordonné et lourd de contradictions et d'exclusions. Il risque donc de faire éclater encore plus l'Europe institutionnelle. Dans le discours officiel sur l'Europe, la « géométrie variable » constitue donc un sujet tabou, dont les tentations sont escamotées sous la formule moins discriminatoire d'une Europe à plusieurs vitesses, qui aboutirait à long terme à une construction harmonieuse finale. Il est à craindre que les élargissements en cours et les calendriers politiques nationaux excluent une révision en profondeur du traité de Maastricht prévue en 1996. L'Europe communautaire devra donc continuer à vivre avec ses contradictions. Ses incohérences constituent également les failles d'une intégration complète de l'Allemagne unifiée.

### **L'Europe à plusieurs vitesses**

C'est du « bon sens » que d'imaginer les Etats membres de la Communauté progressant vers les prochaines étapes de l'Union européenne en fonction de leurs contraintes spécifiques et à une vitesse qui convienne à chacun. C'est cette vision d'une Europe « à géométrie variable », selon l'expression employée par Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, qu'a développée John Major le 31 mai 1994 lors d'une allocution dont le journal *Le Monde* (2 juin 1994) rapporte les idées maîtresses.

L'élection du 12 juin jouait manifestement un rôle modérateur sur les convictions, réputées europhiles, du Premier Ministre : il n'était en effet plus question d'une Grande-Bretagne placée « au cœur de l'Europe », mais a-t-il souligné, d'une Europe « à plusieurs niveaux et à plusieurs vitesses ».

Cette idée, indiquait M. Major, est conforme au sentiment populaire « que l'on observe partout ». Le Parti conservateur est donc fondé à défendre « une nouvelle approche raisonnable » de la construction européenne, puisqu'il n'est plus question de se battre selon la « vieille prescription centralisée ». Essayer de faire en sorte que tous les pays adoptent la même attitude sur tous les sujets est « une démarche socialiste, ce n'est pas la nôtre » a-t-il insisté.

Cette mise au point de M. Major, indiquait *Le Monde*, signifie que la Grande-Bretagne se réserve la possibilité de rester à l'écart des prochaines étapes de l'intégration politique et économique de l'Union européenne.

*futuribles*

Source : *Le Monde*, 2 juin 1994.

## ***L'Europe et le nouveau désordre mondial***

Les potentiels de confusion qui menacent l'Europe, malgré sa considérable continuité institutionnelle, éclataient au grand jour dans les premières phases décisives de la crise yougoslave. La cacophonie des réactions dans les différents pays occidentaux était telle qu'on pouvait se demander s'ils vivaient à la même heure historique.

Chaque capitale avait tendance à s'expliquer les bouleversements de l'ordre habituel selon des schémas historiques différents : sous l'impression des libérations en chaîne, intervenues en Europe centrale et orientale et dans leur propre pays, les Allemands croyaient assister à un « printemps des peuples » analogue à celui de l'année 1848 : l'autodétermination des peuples établirait des régimes démocratiques qui ne tarderaient pas à suivre le modèle occidental. La reconnaissance hâtive de la Slovénie et de la Croatie suivait cette logique.

Français et Britanniques par contre, se rappelaient les crises balkaniques d'avant la Première Guerre mondiale. Ils pensaient en termes de zones d'influence, d'équilibre et d'alliances historiques. Ils tardaient ainsi à prendre une attitude plus énergique vis-à-vis de la Serbie.

Mais malgré ces tiraillements initiaux, la nouvelle crise balkanique ne fit pourtant pas éclater l'Europe. Tant bien que mal et certainement trop tard, les principaux pays de l'Union européenne arrivaient à faire converger leurs positions vers une première amorce de politique commune qui ne manquait cependant pas de rendre plus sensible encore les faiblesses de cette Europe incohérente, aussi bien sur le plan diplomatique et économique que sur le plan militaire. En plus l'Allemagne était contrainte par ses querelles constitutionnelles sur la capacité d'intervention de ses troupes en dehors du territoire de l'OTAN de ne jouer qu'un rôle secondaire et précaire.

De même les efforts communs pour stabiliser les nouvelles démocraties en Europe centrale et orientale après les premières déclarations de principe impressionnantes adoptées à la Conférence de Paris de 1990, se sont avérés incohérents et insuffisants, devant la dimension inattendue du désordre économique, écologique et social, laissé par les régimes communistes. Celui-ci était ressenti le plus immédiatement par les Allemands dans leur propre pays. Ils étaient rapidement contraints de réviser les prévisions pour la reconstruction des nouveaux Länder de l'ancienne RDA, dont l'assainissement dévorera des centaines de milliards de Mark et risque de durer au moins quinze ans. Entre temps, il entraînera une augmentation durable des dépenses et de la dette publiques et réduira considérablement les marges de manœuvre du gou-

vernement allemand. Au lieu d'un deuxième miracle économique selon le scénario de 1948, l'Allemagne, à travers le coût de l'unification, subira pendant longtemps les conséquences de la dernière guerre.

La même situation existe d'une manière encore beaucoup plus dramatique à ses portes, en Europe centrale et orientale et d'une manière totalement imprévisible dans les pays de l'ancienne Union soviétique. Malgré certains signes d'une activité économique croissante mais souvent malsaine, les véritables problèmes économiques, écologiques, sociaux et donc politiques sont loin d'être maîtrisés. Avec sa propre partie post-communiste et ses frontières difficiles à contrôler, l'Allemagne — et avec elle l'Union européenne — se trouve donc impliquée dans une zone hautement instable aux risques contagieux d'un pays à l'autre. Les tentatives d'y apporter des éléments de stabilisation économique et politique ne relèvent donc pas des œuvres charitables, ni d'un expansionnisme national ou européen, mais de la politique de sécurité la plus élémentaire. Elle serait d'autant plus crédible si elle était vigoureusement soutenue par l'Union européenne tout entière, ce qui serait d'ailleurs le meilleur moyen pour limiter toute suprématie allemande.

Si les dangers de déstabilisation à l'Est sont vivement ressentis en Allemagne, et paraissent plus lointains pour l'opinion publique des autres pays européens, l'inverse vaut pour les problèmes non moins brûlants de la Méditerranée. Certes une première révolte de demandeurs d'asile algériens refusant d'être refoulés dans leur pays vient d'alerter les médias, mais l'ampleur et l'urgence des problèmes du Sud est quasiment absente du débat public.

Une conséquence de ce manque réciproque de sensibilisation pourrait être une espèce de division du travail : aux Allemands l'Est, aux Français le Sud, aux Américains et à leurs cousins britanniques, les responsabilités et interventions au-delà des zones d'influence directement européennes.

Une telle répartition géographique serait proprement néfaste. Elle ne serait pas à la hauteur des problèmes qui dépassent largement les capacités nationales. Par leur pesanteur et leur potentiel de conflits sur les finalités, les priorités et les méthodes, les différentes orientations régionales finiraient par faire éclater l'Union européenne dans ses premières amorces d'action internationale commune. Les vieux antagonismes historiques ressurgiraient. L'Allemagne se retrouverait isolée dans ses relations avec l'Est, dont l'attraction par ses potentiels comme par ses dangers ne manquerait pas de se renforcer. Le futur rôle de l'Allemagne dans l'Union européenne et la nécessité d'une solidarité européenne devant les défis extérieurs sont donc étroitement liés.

## *Options et priorités pour la politique étrangère de l'Allemagne unifiée*

Dans *Zeit* du 22 juillet 1994, Timothy Garton Ash, un des observateurs britanniques les plus critiques des ambiguïtés de la politique européenne allemande, publie un article intitulé « Quatre options pour l'Allemagne ». Elles demanderaient selon lui des décisions fondamentales urgentes en politique étrangère et européenne. La première, qu'il appelle « carolingienne », serait l'approfondissement de l'Union européenne actuelle vers une espèce de confédération basée essentiellement au Nord et à l'Ouest de l'Europe, en fait l'ancien empire de Charlemagne. La deuxième, serait un élargissement rapide vers l'Europe centrale et orientale, aboutissant à une Europe de plus de vingt Etats et plus de 400 millions d'habitants. Il paraît évident que dans une telle Union, « l'acquis communautaire » deviendra de plus en plus précaire et risquera de se dissoudre.

Les deux autres options seraient celles d'une politique étrangère nationale plus vigoureuse. L'Allemagne devenue à nouveau une grande puissance pourrait être amenée à renouer avec des traditions Bismarckiennes et renforcer son partenariat avec l'autre grande puissance européenne, la Russie. Cela dans les meilleurs intentions : quoi de plus important que d'intégrer et de stabiliser une Russie disposée à jouer un rôle international plus constructif ?

La quatrième, qui reposerait également sur des traditions évidentes, serait celle d'accepter l'offre américaine répétée à la porte de Brandebourg par le Président Clinton de devenir pleinement « partner in leadership » des Etats-Unis. Elle impliquerait une présence internationale plus prononcée, notamment sur le plan militaire, donc la volonté et la capacité d'interventions armées dans des crises lointaines. Par une telle politique nationale, l'Allemagne deviendrait le leader européen dans le jeu global avec les Etats-Unis, le Japon et bientôt la Chine.

Il paraît évident que l'Allemagne dans son état actuel est mal préparée à assumer cette quatrième option ; elle serait d'ailleurs très mal vue par ses partenaires européens, notamment par la France et par la Grande-Bretagne. Dans ses conséquences militaires, elle risquerait de dépasser les accords « deux plus quatre ». En plus, l'évolution interne de la dernière superpuissance paraît tellement aléatoire, qu'une telle alliance bilatérale germano-américaine ne pourrait constituer une base solide d'une politique étrangère à long terme. Dans l'intérêt national comme dans l'intérêt européen commun, il faudra certes assurer le maintien et le développement actif de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN, il faudra certes que l'opinion publique allemande s'habitue à la nécessité d'une plus grande présence même militaire en dehors du territoire traditionnel de l'OTAN, mais cela dans un cadre rigoureusement multinational et de préférence européen.

## L'Europe vue d'Amérique

Les lecteurs de *Futuribles* se souviennent sans doute du discours prononcé par le Président Ronald Reagan en 1987 face à la porte de Brandebourg. S'adressant alors à Mikhaïl Gorbatchev, il s'était écrié : « Si vous voulez la paix, si vous souhaitez le bien-être de l'Union soviétique et des peuples de l'Europe de l'Est, alors venez devant cette porte. M. Gorbatchev, ouvrez cette porte ».

Sept ans après, le 12 juillet 1994, du même endroit, le Président Bill Clinton a rappelé que : « les Etats-Unis supportent fermement le mouvement vers une Europe plus unie et estiment que le leadership de l'Allemagne dans la construction d'une Europe réellement unie est essentiel ». L'Europe de ses rêves, le Président américain l'a décrite comme « une Europe unie par des valeurs démocratiques communes, l'extension du commerce et l'usage d'une politique de sécurité destinée à protéger la liberté et l'indépendance plutôt qu'à les restreindre ».

Il venait en outre appuyer ce qu'un haut responsable américain avait déclaré le dimanche précédent, à savoir que « les Allemands ont une vue à très long terme de ce que sont les priorités stratégiques de l'Europe aujourd'hui, de l'importance qu'il y a de tendre la main à l'Est (...). Ils reconnaissent qu'il y a une occasion historique à saisir qui ne se répètera pas et qu'il faut accepter certains sacrifices ».

Ainsi, les Américains venaient-ils réitérer le message qui, déjà, fut celui du Président Clinton, le 7 juin, devant l'Assemblée Nationale (France) : « Notre défi, avait-il en effet déclaré, est d'unir nos peuples autour des possibilités de la paix

tout comme nos prédécesseurs ont su unir leurs peuples pour lutter contre les dangers de la guerre ». Les membres de l'Union européenne occidentale ont réussi une alchimie tout à fait magique. On a transformé les cendres en renouveau, les soupçons sont devenus la sécurité, les ennemis sont devenus des alliés ».

Plaidant pour « l'immense défi » que doit être « l'intégration, le renforcement d'une Europe large », il avait ajouté : « il faudra des ressources. Cela prendra des années, même des décennies ». « Nous pouvons déjà voir que le nationalisme militant est en train de se lever, ce qui fait que la fierté saine des nations devient des préjugés malsains (...). Nous voyons les signes de cette maladie dans les massacres déli-bérés en Bosnie (...), dans l'irréductibilité de quelques Etats anciennement communistes. »

Affirmant que « l'Amérique restera engagée en Europe et que l'Amérique veut que l'Europe soit forte », il avait précisé que cette stratégie pour une « Europe de la paix, une Europe plus large » passait par le renforcement de « trois liens » : une coopération dans le domaine de la sécurité, le développement de l'économie de marché, le renforcement de la démocratie ». « Les anciens Etats communistes, avait-il en outre indiqué, ont des problèmes de transition terribles, et notre objectif doit être de les aider à réussir par le soutien à des réformes économiques et l'ouverture de nos marchés. Si nos nouveaux amis ne sont pas en mesure d'exporter leurs biens, ils risquent fort, à la place, d'exporter l'instabilité ».

*futuribles*

Source : *Le Monde*, 9 juin et 13 juillet 1994.

La carte russe paraît encore plus douteuse, même pour un jeu à long terme. Personne ne peut prévoir l'évolution future de la Russie et des Etats encore assez provisoires, établis sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. Même un faible appui à la consolidation économique, écologique et sociale demanderait des sommes si colossales qu'elles dépasseraient de loin

toutes les capacités allemandes. Il faudra certes ménager la Russie et appuyer, dans la mesure du possible, les processus de réforme et d'assainissement, mais l'ancienne Union soviétique constituera pour très longtemps un tel facteur d'incertitudes et de dangers, qu'elle ne peut constituer un élément pour la construction d'une politique allemande solide.

Les deux autres options proposées par Timothy Garton Ash prolongent le vieux dilemme entre approfondissement et élargissement de l'Union européenne vers les problèmes de l'Europe centrale et orientale. Vue d'Allemagne, la stabilisation de cette région où même les représentants des partis post-communistes ne demandent qu'un « retour à l'Europe » rapide, constitue une nécessité incontournable et urgente. La stabilisation passe par un certain degré d'intégration progressive à l'Ouest, sans laquelle les efforts nationaux de réforme de ces pays resteront trop précaires. Une telle intégration ne peut pas être assurée par des relations bilatérales, ni par de vagues mécanismes de consultations, si utiles soient-elles. Pour les problèmes de sécurité, un élargissement de l'OTAN aurait certes, malgré tout ses obstacles l'avantage de la clarté. Mais il paraît difficilement réalisable. Reste l'Union européenne. Quelle est sa volonté, quelle est sa capacité d'accueil vis-à-vis de pays et de problèmes pour lesquels elle n'avait pas été conçue et qui dépassent de loin ses capacités économiques, politiques et militaires actuelles ?

Cette interrogation montre que les options élargissement/approfondissement ne peuvent constituer une alternative. Seule une Union européenne plus solide que celle de Maastricht sera capable d'affronter les nouveaux défis européens et internationaux. En plus, les intérêts nationaux allemands en Europe occidentale sont tellement existentiels que tout délabrement de l'Union devrait être considéré comme catastrophique. Comment donc arriver à une Europe plus performante après l'expérience décevante de Maastricht et après les blocages et contradictions qui se sont manifestées depuis dans une Union qui est loin de mériter cette désignation ambitieuse ?

## *Le noyau dur de l'Europe - une alternative ?*

Devant ce dilemme qui se pose d'une manière analogue pour la France et pour d'autres pays partenaires qui souhaiteraient aller de l'avant, un concept paraît de plus en plus plausible. Il est celui de « noyau dur », en allemand « Kerneuropa ». Ce concept reprend des thèmes discutés antérieurement sous la forme d'une Europe « à plusieurs vitesses » ou sous le terme plus complexe de « géométrie variable », tous les deux étant à distinguer clairement de cette Europe « à la carte » qui permettrait toutes sortes d'exceptions, cet « opting out » cher aux Britanniques et aux Danois.

Le noyau dur serait constitué par ces pays qui, pour des raisons économiques et politiques, sont prêts à une véritable intégration plus avancée. Comme par hasard, ce sont les pays fondateurs de la Communauté européenne, auxquels pourraient se joindre l'Espagne, le Portugal et l'Autriche. Dans le cadre de ce noyau dur, la France et l'Allemagne jouent un rôle particulier sans que le couple franco-allemand avec son « alliance dans l'alliance » ait jamais joué pleinement un rôle continu de moteur ou de directoire que craignent d'une manière compréhensible les autres pays partenaires. N'oublions pas que la Communauté a été consciemment construite de telle façon que la domination éventuelle des grands sur les petits soit neutralisée. Par ce même principe, elle permettait de surmonter les nombreux antagonismes et rivalités franco-allemandes. Celles-ci ont changé de nature depuis les années cinquante, mais sont loin d'avoir disparu, notamment depuis l'unification de l'Allemagne qui a bouleversé l'ancien équilibre relatif.

Le noyau dur de l'Europe ne pourra donc se réduire à une « union franco-allemande », bien qu'une concertation et une coopération approfondie entre ces deux pays-clef restent une nécessité prioritaire. L'ancienne règle reste valable : sans accord franco-allemand, rien de substantiel ne peut être réalisé en Europe mais une simple entente bilatérale entre Paris et Bonn (d'ailleurs difficile à réaliser sur de nombreuses questions substantielles) ne suffit pas pour mettre en œuvre une politique européenne solide. Le concept de « noyau dur » ne signifie donc pas un habillage plus habile de l'axe franco-allemand, mais une concertation multilatérale approfondie entre pays membres « grands » et « petits » dans l'esprit des pères fondateurs de l'intégration européenne.

Comment réaliser une telle approche ? On ne peut sûrement pas revenir en arrière et créer une autre Union européenne en excluant les partenaires ayant un autre concept de l'Europe et une autre culture politique. Il faudra donc agir dans le cadre créé par le traité de Maastricht et essayer de rendre celui-ci plus opérationnel. Par ses éléments de « géométrie variable », ceci paraît possible dans des domaines essentiels.

L'Union monétaire dont la nécessité économique pour les pays du noyau dur est finalement reconnue même par les milieux bancaires allemands, peut être mise en œuvre par un nombre limité de pays. D'autres suivront — ou pas. Elle remplacerait cette zone Mark qui s'est établie de facto non pas comme expression d'une volonté de domination allemande, mais comme conséquence inévitable des interdépendances d'un espace économique à haute densité qui s'est développé dans le cadre du Marché commun.

Pour la politique de sécurité et de défense, l'Eurocorps avec son double rattachement à l'UEO et à l'OTAN peut constituer un modèle certes encore symbolique pour l'établissement de nouvelles approches. Pour très longtemps encore, la politique extérieure et de sécurité de l'Union européenne sera de

toute façon composée d'éléments d'actions nationales, bi-, multinationales et multilatérales dans le cadre des multiples institutions européennes, atlantiques et internationales. Dans toutes ces instances un noyau dur digne de ce nom pourra faire ses preuves.

La même nécessité urgente d'accords plus substantiels existe dans des domaines aussi délicats que la politique d'immigration et la politique sociale. Les accords de Schengen constituent un exemple pratique de « géométrie variable » qui devra être mis en œuvre rapidement. La politique sociale est un domaine encore peu exploré mais qui demande également, dans un espace à haute interdépendance économique, une concertation transnationale inhabituelle. Elle est d'autant plus nécessaire qu'aucun pays européen ne pourra continuer sur la voie d'un « welfare state » qui a dépassé ses limites financières et socio-culturelles. Il ne s'agit donc pas d'un simple aménagement de certaines mesures de financement mais de rien de moins que de la redéfinition du modèle européen de la solidarité sociale.

Car il paraît évident que les pays européens qui, dans la période de croissance continue s'étaient tous engagés sur une voie « social-démocrate » pour canaliser, par la création de systèmes généralisés de droits et de protections financés par la voie publique ou para-publique les tensions sociales d'une modernisation rapide, ont atteint les limites de telles solutions de facilité. Des problèmes comme le chômage, le vieillissement de la population et le financement de la sécurité sociale ont pris des dimensions qui réclament des réponses nouvelles.

Cela vaut particulièrement pour l'Allemagne où les problèmes de l'unification et le surendettement public réduiront pour des décennies les capacités habituelles de financement. Le « capitalisme rhénan » cher à Michel Albert se voit donc menacé dans ses bases financières. En même temps, les contraintes de la compétition internationale et les bouleversements par les nouvelles technologies rendent problématiques les relations traditionnelles du travail et, avec eux, les fondements sociaux et politiques du fameux consensus allemand.

Certes, pour surmonter les effets immédiats de la crise, les mécanismes institutionnalisés de codécision ont permis dans de nombreuses entreprises de trouver des voies de réduction des coûts par la flexibilisation du temps de travail et par des licenciements massifs — mais le problème fondamental du chômage et des délocalisations reste posé à long terme.

Avec l'internationalisation de l'économie, les systèmes traditionnels d'équilibrage national deviennent précaires. Dans un espace économique et social interdépendant, les solutions nationales devront certes rester spécifiques selon les conditions particulières de chaque pays, mais elles auront besoin d'un cadre commun pour éviter des déséquilibres excessifs.

Tous ces problèmes sont d'une telle portée politique et d'une telle com-

plexité qu'ils dépassent les capacités de la routine des mécanismes communautaires. Pour se ressaisir, les pays du noyau dur auront besoin d'un nouvel élan de volonté politique. Cela vaut particulièrement pour l'Allemagne, si hésitante à assumer son nouveau rôle européen et international.

## *Le retour du politique : deux arrêts fondamentaux de la Cour Constitutionnelle*

Dans la vie politique allemande, la Cour Constitutionnelle joue un rôle particulier. Il est dû à une culture politique postfasciste qui utilise la constitution et donc des arguments juridiques pour limiter tout excès de pouvoir et les aventures politiques que celui-ci pourrait entraîner. Il en résulte la tendance d'habiller en termes constitutionnels et en arguments généraux des controverses qui sont en réalité des conflits d'orientation politique. Cette tendance à traiter en termes juridiques des problèmes politiques a concerné également la politique internationale de l'Allemagne : des arrêts de la Cour Constitutionnelle sur l'unité allemande et sur la reconnaissance des frontières ont accompagné la politique à l'Est de l'ancienne République de Bonn.

Dans cette tradition, le traité de Maastricht en Allemagne ne faisait pas l'objet d'un référendum, mais d'une plainte de ses adversaires auprès de la Cour Constitutionnelle. Dans sa décision du 12 octobre 1993, celle-ci déclare le traité et les perspectives d'une Union européenne fédérale qu'il implique, conformes à la Constitution allemande. Dès 1949, la République Fédérale avait inscrit dans le préambule de la Loi fondamentale, l'intention de « contribuer à la paix dans le monde dans le cadre d'une Europe unie ». La Cour porte une attention particulière aux conditions de l'Union monétaire, étant donné que l'abandon éventuel du Mark constituait l'objet principal d'irritation des adversaires de Maastricht. La Cour insiste donc sur une application rigoureuse des critères de convergence, donc de stabilité et exclut tout automatisme. Le Parlement allemand pouvait donc ratifier à très grande majorité le traité, mais doit se prononcer à nouveau à majorité qualifiée sur l'adoption ou le rejet de la troisième étape de l'Union monétaire.

C'est là que se situe, au-delà du problème spécifique, la signification politique de cet arrêt. En effet, c'est au Parlement national qu'incombe la responsabilité d'accepter ou de rejeter un pas décisif vers une intégration irréversible. Une telle démarche renforce le principe démocratique mais soumet en même temps la politique européenne aux aléas des constellations intérieures.

Le même principe, de renvoyer aux instances politiques les décisions majeures de politique extérieure a guidé l'arrêt de la Cour Constitutionnelle du

12 juillet 1994 concernant la participation de l'armée allemande à des opérations en dehors du territoire traditionnel de l'OTAN. Là encore, les adversaires de tels engagements militaires avaient porté plainte en avançant des arguments constitutionnels. En autorisant la participation de soldats allemands dans des opérations militaires destinées à sauvegarder ou à rétablir la paix sous le patronnage de l'ONU, la Cour renvoie la balle au Parlement, qui doit décider cas par cas à majorité simple de l'opportunité de tels engagements.

Avec ces deux décisions constitutionnelles, le Parlement allemand a donc reconquis sur le plan intérieur une bonne partie de sa souveraineté politique en matière européenne et internationale. La question du rôle futur de l'Allemagne et de sa disposition de s'intégrer ou de s'isoler, redevient donc un enjeu directement politique. Il concerne notamment les interactions entre l'évolution de l'opinion publique allemande, les positions des partis politiques et le comportement des partenaires européens. Comme au temps du plan Schuman et des premières étapes de la construction européenne c'est de leur disposition à s'intégrer davantage que dépendra le degré dans lequel l'Allemagne unifiée pourra devenir définitivement européenne.

## *Une présidence pragmatique*

La présidence allemande du Conseil européen au deuxième semestre de 1994 se situe à un moment important mais difficile. Une nouvelle Commission doit être constituée, le Parlement européen récemment élu doit définir son rôle dans l'Europe d'après Maastricht, les préparations de la révision du traité prévue pour 1996 doivent être engagées, l'élargissement à l'Autriche doit être mis en œuvre, celui aux pays scandinaves doit passer les obstacles des référendums et des ratifications. L'Union européenne se trouve donc dans une phase décisive de transition qui préfigurerait ses orientations futures. En même temps, les problèmes internationaux et les pressions extérieures sur l'Union ne toléreront aucun attentisme.

La situation est d'autant plus compliquée que, sur le plan intérieur, l'Allemagne se trouve en campagne électorale aussi bien que la France qui prendra la relève de la présidence en janvier 1995.

En Allemagne, contrairement à la France, la politique européenne ne fait cependant pas l'objet de controverses fondamentales entre les grands protagonistes. Le candidat social-démocrate à la chancellerie, Rudolph Scharping, tient un discours analogue à celui de Helmut Kohl (voir encadré). L'Europe ne fait donc pas directement l'objet de la campagne électorale. Néanmoins celle-ci risque d'entamer la disponibilité allemande aussi bien sur le plan financier que sur celui des engagements internationaux. Le véritable danger

### Scharping : pour une Allemagne européenne

Le chef de l'opposition socialiste (SPD), Rudolf Scharping, rival d'Helmut Kohl aux élections législatives du 16 octobre prochain, ne semble pas avoir une politique européenne bien différente de l'actuel chancelier.

Interviewé récemment par le journal *Le Figaro*, il déclarait notamment :

« L'élargissement de l'Union européenne ne doit pas contrecarrer son intégration. D'aucuns disent que l'arrivée des Etats scandinaves et de l'Autriche équilibrera l'Union européenne. C'est faux. Parce que cela suppose qu'il y ait eu un déséquilibre. L'Europe doit tout simplement être au complet avec les Scandinaves, l'Autriche et plus tard les Etats d'Europe centrale.

L'élargissement ne doit pas non plus porter ombrage à la réforme des institutions. François Mitterrand pense lui aussi qu'une Europe à plusieurs vitesses soit réalisable. Il est évident qu'en matière de politique monétaire, de productivité

industrielle ou encore de stabilité financière, la France, l'Allemagne et le Benelux arriveront plus rapidement à niveau que, par exemple — mais ce n'est qu'un exemple —, la Grèce ou, plus tard, la Pologne, la République tchèque ou la Slovaquie ».

Le journaliste du *Figaro* interrogeant ensuite R. Scharping sur le futur statut de l'Allemagne en Europe « le pays du milieu, ouvert de tous les côtés, ou un pays ancré à l'Ouest ? », il répondit :

« Il ne doit plus jamais y avoir le moindre doute quant à l'intégration de l'Allemagne dans les démocraties occidentales. L'Allemagne est un pays occidental. Nous ne voulons ni d'une position centrale, ni d'une rechute dans la vieille politique de l'Axe. Nous avons par bonheur des relations pacifiques avec tous nos voisins. L'Allemagne ne doit plus jamais être tentée de faire cavalier seul en Europe ».

*futuribles*

Source : *Le Figaro*, 31 mai 1994.

allemand n'est pas celui d'une volonté excessive de pouvoir mais celui d'un repli frileux sur soi-même.

Néanmoins, la présidence allemande fera de son mieux pour assurer une transition constructive. Elle mettra l'accent sur trois grandes préoccupations : l'établissement d'une paix durable en Europe à travers des efforts de stabilisation à l'Est ; c'est dans cette logique que se situe la deuxième priorité, le rapprochement avec les pays d'Europe centrale et orientale dans l'optique de leur intégration future ; la consolidation d'une Union économiquement saine et capable d'agir. Il s'agit en même temps de rendre opérationnelles les décisions du traité de Maastricht sur le renforcement du contrôle parlementaire au sein de l'Union et la délimitation des compétences communautaires dans l'esprit de subsidiarité.

Avec leur ancienne expérience des mécanismes européens et leurs nouvelles frustrations britanniques du sommet de Corfou, les dirigeants allemands sont cependant loin de surestimer les possibilités d'une présidence de six mois. Ce n'est donc pas à l'automne 1994 que l'Europe risque de devenir allemande.

# REGARDS SUR L'ECONOMIE ALLEMANDE

## BULLETIN ECONOMIQUE DU CIRAC

- fait le point sur les tendances conjoncturelles les plus significatives des derniers mois et les perspectives d'évolution à court et moyen termes de l'économie allemande ;
- rend compte des orientations de la politique économique allemande ;
- analyse, sous forme de dossiers thématiques plus approfondis, les structures économiques et industrielles de l'Allemagne unie.

## REGARDS SUR L'ECONOMIE ALLEMANDE

est publié par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC), paraît cinq fois par an et est diffusé par abonnement.

## LES DERNIERS DOSSIERS PARUS :

N° 10 / mars 1993 :

La politique de privatisation dans l'ex-RDA

N° 11 / mai 1993 :

Restructuration et politique industrielle dans les nouveaux Länder

N° 12 / juillet 1993 :

L'Allemagne face à l'Est. Stratégies d'entreprises et politique économique

N° 13 / oct. 1993 :

L'Allemagne dans la course à l'innovation technologique

N° 14 / déc. 1993 :

Les investissements directs entre la RFA et l'étranger

N° 15 / mars 1994 et N° 16 / mai 1994 :

La compétitivité de l'Allemagne comme espace économique

I. Diagnostic

II. Thérapie

**Pour toute demande de renseignements et d'abonnement veuillez vous adresser au :**

Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine

97, rue Anatole France F-92300 LEVALLOIS-PERRET

Tél. : (1) 47 57 55 11 - Fax : (1) 47 57 53 60

# L'avenir de la population mondiale

## Quand les perspectives officielles se trompent lourdement

Georges Mathews<sup>1</sup>

*Les projections sont éminemment dépendantes des hypothèses de base et n'ont donc de valeur que si ces dernières sont bien choisies. Or, les projections démographiques à moyen et à long terme des Nations Unies — qui font généralement autorité parmi les experts — reposent sur des hypothèses fort discutables et dont G. Mathews conteste ici fortement la pertinence.*

*En particulier, les Nations Unies, dans leur projection — généralement admise comme la plus probable — prennent comme hypothèse que les niveaux de fécondité dans l'hémisphère Nord comme dans l'hémisphère Sud vont progressivement converger vers le chiffre de 2,1 qui, comme l'on sait, est tout juste nécessaire au renouvellement des générations dans les pays les plus développés de la planète.*

*Or, selon G. Mathews, cette hypothèse est fort douteuse, d'une part parce que la fécondité dans les pays industrialisés est dès à présent bien en deçà et qu'il n'y a pas de raison qu'elle remonte, d'autre part parce que la « transition démographique » au Sud s'effectue à une cadence et avec une ampleur telle que la fécondité sera sans doute bien inférieure à ce qui est généralement estimé.*

*Du même coup, conclut l'auteur, « il n'y aura pas 8,5 milliards d'humains sur la terre en 2025, il y en aura beaucoup moins ».*

*La thèse de G. Mathews est peut-être discutable, mais son mérite est grand d'engager un débat sur la probabilité d'une hypothèse qui sous-tend une projection à laquelle on se réfère toujours, en omettant trop souvent de considérer combien est en réalité incertaine l'évolution à long terme de la population mondiale.*

H.J.

1. Economiste et démographe à l'INRS-Urbanisation (Institut national de la recherche scientifique, Montréal).

Le Caire accueille au début de septembre 1994<sup>2</sup> la troisième Conférence mondiale sur la population, qui suit celles de Bucarest en 1974 et Mexico en 1984. La première fut marquée par une confrontation Nord-Sud sur la nécessité d'accorder la priorité à la limitation des naissances dans la politique générale de développement des pays du Sud. La deuxième fut témoin du revirement américain (reaganien) à propos de l'aide à accorder aux programmes de limitation des naissances des pays moins développés et, de manière plus générale, à propos de l'attitude adoptée officiellement à l'égard de la croissance démographique, au Nord comme au Sud. L'idéologie avait donc changé de camp... juste au moment où les dernières oppositions du Sud étaient en train de s'éteindre.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis Mexico. En fait, la planète est méconnaissable : le bloc communiste s'est effondré, l'Asie du Sud-Est suit les traces économiques de Taïwan et de la Corée du Sud, l'Occident patauge dans la stagnation et l'Afrique<sup>3</sup> s'enfoncé dans le chaos. Tout cela influe sur la démographie mondiale.

Au Caire, on verra donc pour la première fois un large consensus sur la nécessité de mieux contrôler la vive expansion du nombre d'êtres humains que connaît encore la planète. Un des tout premiers

gestes politiques posés par le président Clinton fut d'abroger les décisions de 1984 interdisant l'aide américaine aux organismes qui faisaient une place à l'avortement dans leurs campagnes de planification familiale. En fait, les Etats-Unis sont de nouveaux impliqués, sur les plans politique et financier, dans la lutte contre la croissance démographique actuelle<sup>4</sup>. Bref, tout le monde, ou presque, penchera du même côté. Et parmi les vedettes de la Conférence figureront sans doute la Chine et l'Indonésie. Mais ce sera également l'occasion de vérifier le nouvel isolement de l'Afrique.

Il y a donc, au plan mondial, un nouveau contexte politique et démographique. Malheureusement, cela ne transparaît pas dans les perspectives démographiques des Nations Unies.

### *Des perspectives démographiques inconsistantes*

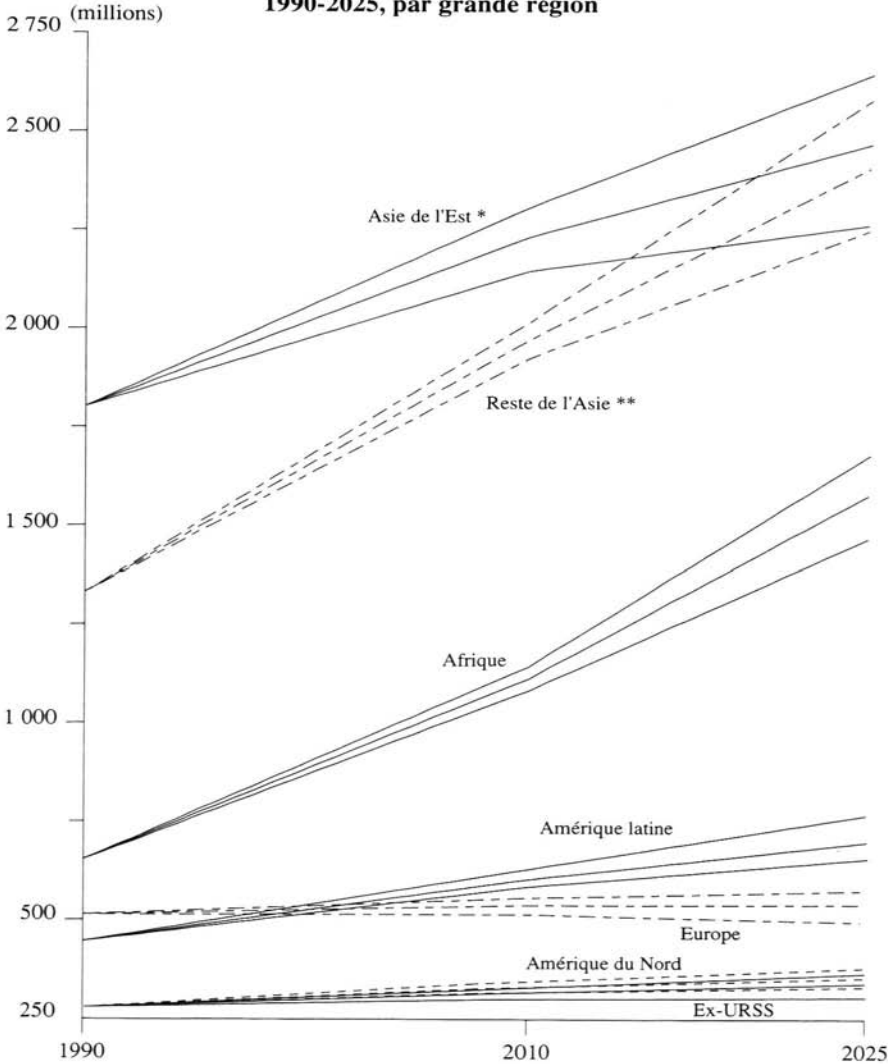
Depuis 1951, la Division de la population des Nations Unies produit et publie des perspectives démographiques mondiales dont le découpage est à la fois étatique et régional. Depuis 1978, ces perspectives sont mises à jour tous les deux ans, la révision de 1992 étant la dernière disponible. Elles comprennent trois scénarios,

2. Ce texte ayant été écrit au printemps 1994, il évoque au futur la conférence du Caire qui s'est tenue quinze jours avant que nos lecteurs disposent de ce numéro. Nous publierons dans notre livraison d'octobre ou de novembre une analyse des enseignements principaux qui se sont dégagés de cette conférence. NDLR.

3. Dans cet article, l'Afrique désigne l'Afrique subsaharienne. Au nord du Sahara se trouve une constellation de pays arabes qui n'ont rien à voir avec l'Afrique subsaharienne et qui en sont d'ailleurs séparés par un désert de 2 000 kilomètres de long. De même, l'Asie exclut ici la Russie.

4. « U.S. International Population Policy : An Official Statement ». — *Population and Development Review*, vol. 19, n° 2, juin 1993, p. 403-406.

Graphique 1. — Les trois hypothèses (basse, moyenne, haute) des plus récentes perspectives démographiques des Nations Unies, 1990-2025, par grande région



Source : Nations Unies. — *World Population Prospects - The 1992 Revision*. — New York, 1993. Réalisé par le Service de cartographie, INRS-Urbanisation, Montréal, 1994.

\* L'Asie de l'Est inclut l'Asie de l'Est et du Sud-Est, dans la terminologie des Nations Unies.

\*\* Le reste de l'Asie correspond ici à l'Asie de l'Ouest et du Sud.

ou trois hypothèses : la basse, la moyenne et la haute. Le graphique 1 en résume la teneur. Comme l'évolution de la mortalité (ou de l'espérance de vie à la naissance qui en est le miroir) ne varie pas d'une hypothèse à l'autre, c'est celle de la fécondité qui détermine la nature de l'hypothèse. En d'autres mots, pour les pays du Sud, la réduction projetée de la fécondité est la plus lente dans l'hypothèse haute et la plus rapide dans l'hypothèse basse. En ce moment, les révisions biennales font des projections de population mondiale jusqu'en 2025.

Même si les Nations Unies ne qualifient pas clairement l'hypothèse moyenne d'hypothèse « la plus probable », c'est ainsi qu'elle est considérée par la majorité des utilisateurs. Ainsi estampillée, elle fait donc le tour du monde, donnant lieu à de nouvelles analyses et à de nouveaux cris d'alarme. Car ce scénario égrène plusieurs milliards d'âmes supplémentaires avant de laisser se profiler à l'horizon une éventuelle stabilisation du nombre total d'humains sur la planète. Et, à peine terminée cette ronde de discussions, de nouvelles perspectives viennent à point nommé relancer le manège.

Les choses se compliquent (et se gâtent) lorsque les Nations Unies complètent l'exercice biennal par un exercice décennal qui consiste à prolonger les scénarios jusqu'en 2150, et à ajouter aux trois scénarios habituels deux hypothèses supplémentaires : la semi-haute et la semi-basse. L'exercice décennal se limite aux grandes régions. Le dernier en date fut effectué

sur la base de 1990 et publié au début de 1992<sup>5</sup>.

Le problème ne vient pas du nombre plus élevé de scénarios. Cela constitue au contraire un supplément d'informations éventuellement utiles. Le problème vient de la présentation de ces scénarios qui seraient tous plausibles : « Il n'y a pas vraiment de scénario le plus vraisemblable »<sup>6</sup>. Cela laisse un peu perplexe. Et, plus loin, les choses s'embrouillent : « La série moyenne des Nations Unies est une vision des tendances de natalité futures qui ne s'écarte pas de la prudence classique. Sur la base d'une évaluation du taux de natalité actuel d'un pays, de sa politique de population, de la prévalence actuelle de la contraception, du statut social des femmes et d'autres facteurs, on bâtit un scénario dit "le plus vraisemblable". Mais encore une fois "le plus vraisemblable" ne veut pas dire "probable" »<sup>7</sup>.

En d'autres mots, si quelqu'un s'avisait de demander aux auteurs : « Lequel de ces scénarios vous paraît le plus défendable, le plus réaliste ? », la réponse serait : « C'est à vous de décider ». Le client ne demande peut-être pas tant d'hypothèses, mais il attend sûrement davantage de clarté et de balises des spécialistes onusiens.

Car le refus d'évaluer les scénarios mène à l'incohérence. Retournons aux trois scénarios habituels. La définition, donnée ci-dessus, de l'hypothèse moyenne convient tout à fait, même si elle est partielle : il faut également considérer la situation

5. Haub, Carl ; Yinger, Nancy. — *Les projections démographiques à long terme des Nations Unies : ce qu'elles nous disent*. — Population Reference Bureau, Washington, décembre 1992, 25 pages.

6. Idem, p. 14.

7. Idem, p. 15.

économique et l'homogénéité de la population nationale. Cela étant, l'hypothèse moyenne correspond en réalité au scénario sans surprise : étant donné ce que nous savons d'un pays et de son insertion, ou de son isolement, par rapport aux grands courants internationaux, et de la probable dynamique démo-économique qui s'y manifesterait, voici ce qui semble le plus plausible en matière démographique, à court et moyen termes.

C'est le scénario sans surprise qui détermine les variantes hautes et basses, dont les appellations disent bien ce qu'elles veulent dire. Mais, si ces variantes sont vues comme aussi plausibles que la variante moyenne, elles sont mal nommées ! Et pourquoi cette moyenne plutôt qu'une autre ? Le refus d'évaluer équivaut à considérer l'avenir démographique (et donc l'avenir tout court) comme aléatoire. On rétorquera qu'on ne peut, pour un horizon si éloigné (2150), dire autre chose. Mais alors tirons-en les conséquences. Dire que la population mondiale se situera entre 4,3 et 28,0 milliards en

2150<sup>8</sup>, c'est effectivement ne rien dire. Et c'est reconnaître implicitement que ces projections n'ont guère d'intérêt. Elles ne satisfont d'ailleurs aucun besoin pertinent.

En revanche, si on se limite au moyen terme (2050), les trois ou les cinq scénarios ne sont pas également probables. Et l'on se demandera ici si l'hypothèse moyenne, celle qui circule le plus, correspond effectivement au scénario sans surprise de celui qui observe *hic et nunc* la scène démographique mondiale.

Il faut préciser qu'un scénario sans surprise n'est pas en soi synonyme d'évolution plutôt lente. Il y a des époques ou des situations qui dictent comme norme des accélérations ou des renversements spectaculaires qu'il ne faut pas hésiter à intégrer dans le dit scénario, pour peu que la problématique qui les fonde soit crédible. Dans ces cas-là, c'est l'absence d'inflexion de la courbe étudiée qui créerait la surprise et devrait donc être analysée.

Le tableau 1 présente l'évolution de la fécondité selon l'hypothèse moyenne.

Tableau 1. — Fécondité moyenne par grande région de 1975 à 1990, et de 1990 à 2025, selon l'hypothèse moyenne des Nations Unies

	1975-80	1980-85	1985-90	1990-95	2000-05	2010-15	2020-25
Europe	2,0	1,8	1,7	1,7	1,9	1,95	1,85
Ex-URSS	2,35	2,35	2,45	2,25	2,3	2,3	2,1
Amérique du Nord	1,8	1,8	1,9	2,05	2,05	1,9	1,8
Amérique latine	4,4	3,9	3,4	3,05	2,6	2,3	2,2
Asie	4,1	3,8	3,45	3,2	2,7	2,4	2,15
Afrique	6,5	6,4	6,25	6,0	5,1	4,2	3,4
Population mondiale à la fin du lustre (en millions)	4 447	4 855	5 295	5 759	6 688	7 609	8 472

Source : Nations Unies. — *World Population Prospects - The 1992 Revision*. — New York, 1993, p. 152, 153 et 216 à 221.

8. *Idem*, p. 17.

### *Y a-t-il « une » population mondiale ?*

Bien qu'une plus grande unification économique du monde soit en train de se réaliser sous nos yeux, les disparités économiques et sociales sont telles qu'on ne peut parler de la population mondiale, et de son évolution, sans danger de méprise. Les idées et les faits voyagent, certes, mais les divers continents ne sont pas reliés par un réseau de vases communicants permettant de transférer les humains des zones en surplus aux zones en manque. La géographie de la population et ses rythmes d'évolution s'avèrent beaucoup plus déterminants que la taille globale de la population, qui n'est encore qu'une abstraction. Tout le monde reconnaît que l'ajout d'un milliard d'Occidentaux aurait un impact réel sur la vie des habitants du Sud. Mais il est aussi indéniable, même si le lobby malthusien ne voudra jamais le reconnaître, que l'inverse n'est pas vrai. Soyons plus concrets : un milliard de carnivores circulant en automobile ne peuvent être considérés de la même manière qu'un milliard de mangeurs de riz circulant à vélo.

L'évolution démographique actuelle de l'Occident donne tout son sens à cette nécessaire distinction. Dès 1974, la fécondité moyenne s'y situait sous la barre des 2,1 enfants par femme, et elle n'a cessé d'évoluer, quoique de manière sinieuse, vers le bas. Des pays européens comme l'Allemagne fédérale et l'Italie connaissent depuis de nombreuses années

des indices de fécondité (1,4 et 1,3) qu'on aurait assimilés à de la démographie-fiction en 1970.

L'effondrement de l'empire soviétique a provoqué un recul similaire de la fécondité dans la moitié orientale de l'Europe, mais de manière beaucoup plus accélérée. Les lignes suivantes ont été écrites en août 1992. « Plus de 300 millions d'individus dans le défunt empire soviétique réclament le statut d'Européens à part entière. Il serait surprenant que le modèle occidental de très faible fécondité ne trouve pas, dans ce contexte, une résonance nouvelle, aidé en cela par la crise économique qui sévit dans les anciens pays de l'Est et plusieurs pays du Sud. Que la fécondité des premiers rejoigne d'ici peu la fécondité moyenne de l'Europe occidentale (1,5-1,6 enfant par femme) paraît inévitable »<sup>9</sup>.

La réalité a été encore plus radicale puisque la fécondité russe s'est littéralement effondrée : 1,8 en 1990 et peut-être 1,4 en 1993<sup>10</sup>. L'ancienne Europe de l'Est, quant à elle, en est rendue à 1,7 en 1992, et tous les pays y suivent le mouvement.

Or, l'hypothèse moyenne des Nations Unies projette une remontée de la fécondité dans toute l'Europe (qui exclut ici les pays de l'ex-URSS) après 1995 : de 1,71 enfant par femme dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, elle passerait à 1,92 en 2005, pour s'y maintenir par la suite. Dans les faits, elle s'est située au-dessous de 1,6 en 1992, et on sait que la baisse s'est poursuivie dans

9. Mathews, Georges ; Tellier, Luc-Normand. — *La transition démographique au Maghreb et l'évolution du système urbain marocain*. — Symposium international « Le défi urbain des pays en développement », Montréal, 5-6 novembre 1992, p. 4.

10. Haub, Carl. — « Russian New Revolution : A Demographic Baby Bust ». — *Population Today*, avril 1994, p. 2.

### La fausse surprise américaine

Jean-Marie Poursin, dans son article intitulé « Les fausses surprises de la démographie mondiale » (*Futuribles*, janvier 1994), attire notre attention sur trois événements démographiques récents concernant le Nigéria, la Chine et les Etats-Unis. Les deux premiers sont mentionnés dans le corps du présent article. Quant aux Etats-Unis, la « surprise » vient du fait que la dernière projection officielle du US Bureau of Census, publiée en décembre 1992, aboutit à une évaluation de la population américaine, en 2050, supérieure de 81 millions de personnes à la projection de janvier 1989. Cela tient, évidemment, aux hypothèses de base : une fécondité campant sur son récent pic et une immigration supérieure de 76 % à celle utilisée dans la projection précédente, et le tour est joué. Et plus la période envisagée est longue, plus grande sera au bout du compte la divergence entre les deux projections. A long terme, l'effet des intérêts composés garantit infailliblement la surprise !

Le nouveau résultat (382 millions d'Américains en 2050) intègre donc la légère reprise de la fécondité américaine, de 1,8 en 1994 à 2,1 en 1990, et les nouvelles dispositions de l'*Immigration Act* de 1990, et les fige pour ainsi dire jusqu'en 2050. Le maintien de l'immigration à un taux élevé, 880 000 entrées annuelles, est censé soutenir la fécondité en accroissant la proportion des femmes non blanches, généralement plus fécondes.

Contrairement aux scénarios onusiens, la projection américaine est fondée sur une certaine logique. Cependant, cette logique n'intègre ni « la révolution démographique du Sud » (ainsi, les futures immigrantes hispanophones et asiatiques sont plus ou moins figées dans le modèle de 1990), ni la dynamique démo-économique interne des Etats-Unis, qui pourrait modifier profondément, à moyen terme, la demande d'immigrants. Ceux-ci étant concentrés dans certains Etats, il est douteux que l'hypothèse utilisée pour la dernière projection puisse se concrétiser sur une longue période.

Et, depuis 1990, la fécondité américaine baisse de nouveau, lentement mais sûrement, et s'apprête à glisser sous le seuil des 2,0 enfants par femme. Les Etats-Unis maintiendront longtemps encore leur expansion démographique, mais la dernière projection officielle la surestime nettement.

certaines pays en 1993, notamment en France<sup>11</sup>. L'hypothèse moyenne pour l'Europe de l'Est (2,0 en 1990-95 et 2,15 en 2000-05) semble particulièrement anachronique.

La fécondité russe entraîne dans sa chute la fécondité moyenne des pays de l'ex-URSS, qui se sera située pour la première fois sous les 2,0 enfants par femme en 1993.

La fécondité a également recommencé à baisser en Amérique du Nord (voir l'encadré).

Ces écarts entre le scénario et la réalité qui s'annonce ne pèsent pas trop lourd en nombre de personnes, à l'horizon 2025. Mais, ce qui est important, c'est qu'ils illustrent l'absence de théorie à la base de l'hypothèse moyenne. Ce n'est pas le fait de projeter un retournement de fécondité

11. Les données de 1992 proviennent de : Monnier, A. et Guibert-Lantoine, C. de. — « La conjoncture démographique : l'Europe et les pays développés d'Outre-Mer ». — *Population*, 4, 1993, p. 1060-1061. La donnée française pour 1993 vient de : Calot, Gérard. — « Dégénération de la situation démographique française ». — *Futuribles*, février 1994, p. 89 à 94.

dans l'ensemble de l'Europe qui pose en soi un problème, c'est l'absence d'arguments « théoriques » et empiriques pour conforter cette perspective.

La situation actuelle de la fécondité en Occident nous permet de tirer deux conclusions générales, qui pourraient s'appliquer à moyen terme aux pays du Sud ayant connu un déclin très rapide de leur fécondité. La première, c'est que dans les sociétés développées, où l'accès à la contraception et à l'avortement est facile, les femmes ont en moyenne moins d'enfants que le nombre souhaité comme le démontrent plusieurs enquêtes effectuées en France et au Québec<sup>12</sup>. Au moins deux raisons l'expliquent : les difficultés de l'adoption pour les couples peu fertiles et la tendance à retarder la naissance du premier enfant.

Certains retardent trop et découvrent tardivement que la fertilité décline avec l'âge. Dans ces cas-là, le deuxième enfant, même souhaité au départ, ne viendra jamais.

Un tel écart entre le souhait et la réalité existe aussi dans les pays du Sud, mais en sens inverse. Dans le Sud, on peut facilement l'utiliser pour promouvoir la planification familiale. Mais, en Occident, l'utilisation d'un tel argument à des fins de politique familiale semble beaucoup plus problématique. L'écart persistera donc.

La seconde conclusion concerne le caractère durable de la sous-fécondité. Contrairement à la surfécondité, qui accroît rapidement le fardeau pesant sur les actifs et exponentiellement les problèmes de gestion sociale auxquels l'Etat sera confron-

té, la sous-fécondité entraîne dans une première phase un soulagement généralisé, une douce euphorie liée à l'allègement des charges pesant sur l'ensemble de la société, surtout lorsque cette dénatalité succède à un important *baby boom* comme ce fut le cas en Occident.

Cette phase initiale dure facilement vingt-cinq ans. Elle sera suivie d'une phase de vieillissement relativement lent et, par la suite, d'une phase de vieillissement très rapide provoqué par l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du *baby boom*. Ce n'est qu'au cœur de cette troisième phase que les problèmes d'adaptation de la société au phénomène du vieillissement se poseront avec acuité<sup>13</sup>. Il sera alors évidemment trop tard pour faire marche arrière et le contexte ne facilitera pas, c'est le moins que l'on puisse dire, l'adoption d'une politique familiale ambitieuse.

En d'autres mots, et contrairement à la surfécondité, la sous-fécondité n'engendre pas à moyen terme des forces susceptibles de saper son fondement socio-économique. Il n'y a pas de mécanisme endogène autocorrecteur. Elle peut donc se maintenir longtemps.

Mais cela ne doit pas occulter le fait que des différences de fécondité non négligeables continuent, même aujourd'hui, de se manifester en Occident : la fécondité y varie en effet de 1,23 à 2,15 enfants par femme. Le *terminus* n'est pas le même pour tout le monde. Or, les perspectives démographiques onusiennes sont fondées, au départ, sur l'hypothèse de la *convergence* mondiale en matière de

12. Mathews, Georges. — *Le choc démographique*. — Montréal : Boréal, 1984, chapitre 10.

13. Mathews, Georges. — *Le vieillissement démographique et son impact sur la situation des personnes âgées et les services qui leur sont offerts*. — Québec : Conseil québécois de la recherche sociale, avril 1988, 136 p.

fécondité. Dans l'hypothèse moyenne, cette convergence se réalise autour du seuil du renouvellement des générations, 2,1 enfants par femme, qui assure à terme la stabilisation de la population mondiale. Mais s'il n'y a pas convergence totale en Occident, *a fortiori* elle ne sera pas au rendez-vous pour l'ensemble des continents. Pourquoi y aurait-il convergence au milieu de situations extrêmement hétérogènes ? L'Arabie Saoudite peut maintenir longtemps, grâce à ses réserves colossales d'hydrocarbures, une fécondité élevée. L'Amérique du Nord et l'Australie seront longtemps encore terres d'immigration. En revanche, des continents entiers, non seulement au Nord mais également au Sud, pourraient connaître de longues périodes de sous-fécondité. Une partie importante de l'Asie connaît déjà la sous-fécondité. Et l'Amérique latine pourrait s'en rapprocher rapidement.

### *La surprise au sud du Rio Grande*

Au début des années soixante, l'Amérique latine connaissait le taux de croissance démographique le plus élevé du monde, 2,8 % par année. Cela fut intégré dans les perspectives démographiques des Nations Unies établies en 1963, dont l'hypothèse moyenne aboutissait, pour ce continent, à une population totale de 638 millions en l'an 2000. En 1992, le

même exercice n'en prévoyait plus que 523 millions<sup>14</sup>.

Entre ces deux exercices, le déclin de la fécondité (de 6,0 à 3,2 enfants par femme) fut donc nettement plus rapide que ce que l'on croyait possible à l'époque. L'urbanisation, la scolarisation sans cesse croissante des jeunes filles, le progrès économique et la généralisation de l'accès aux moyens contraceptifs, accompagnée de campagnes de sensibilisation, ont chacun fait leur œuvre. Mais celle-ci n'est pas terminée, tant s'en faut. Plus du tiers des jeunes filles ne sont pas encore inscrites au secondaire et l'accès aux services de planification familiale n'est pas encore universel<sup>15</sup>. Il faut souligner que le pays ayant le mieux réussi dans ces domaines, Cuba, connaît malgré sa pauvreté une fécondité « nordiste », 1,8 enfant par femme, la plus basse d'ailleurs de toute l'Amérique latine.

Il y a donc lieu de considérer trop conservatrice l'hypothèse moyenne de fécondité des Nations Unies pour ce continent : elle postule en effet un net ralentissement dans le déclin de la fécondité après 1990. D'autant plus que le cadre économique connaît et connaîtra de véritables bouleversements. Le Mexique participe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994 à une zone de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada, dont la vocation affichée est de s'étendre jusqu'à la Terre de Feu. Il s'agit là d'un pari gigantesque pour les uns et les autres, sans précédent dans l'histoire économique<sup>16</sup>.

14. De Sherbinin, Alex. — « Latin America : How a Region Surprised the Experts ». — *Population Today*, février 1993, p. 6.

15. Population Reference Bureau. — « Fertility and Family Planning in Latin America : Challenges of the 1990s ». — Washington, juin 1992, p. 10 et 13.

16. Mathews, Georges. — « Libre-échange d'Anchorage à Acapulco ? ». — in *L'Etat du monde 1992*. — Paris : La Découverte, 1991, p. 516 à 518.

Pour le relever, les pays d'Amérique latine devront accorder une priorité absolue à la modernisation économique, d'où l'intérêt de réduire encore le flux d'investissements démographiques nécessités par la simple expansion du nombre d'habitants. Il faut donc s'attendre à la poursuite de l'effort de contrôle (public et privé) des naissances. Le renversement de l'attitude officielle du Gouvernement américain à l'égard de l'aide offerte au contrôle démographique prend ici tout son sens. Il est en effet le premier intéressé à limiter le nombre d'hispanophones prêts à franchir subrepticement le Rio Grande.

### Le vent d'Est

Mais, pour l'avenir de la population mondiale, ce qui se passe en Asie de l'Est s'avère beaucoup plus important encore. Pour deux raisons. Les masses en cause sont considérables : elles représentent, à elles seules, presque le tiers de la population totale de la planète. Et la situation géographique de ces pays, qui se trouvent à l'avant-garde du mouvement, en fait des

transmetteurs de « modèles » auprès de pays relativement voisins qui n'ont pas encore vraiment amorcé leur « modernisation » démographique.

Le tableau 2 illustre l'évolution de la fécondité, depuis 1960, dans ce qu'on appelle aujourd'hui les Nouveaux Pays Industriels (NPI). Ils sont classés par ordre chronologique de décollage économique. Ils sont tous situés en Asie de l'Est. Y ont été ajoutés un pays en voie de devenir un NPI, le Vietnam, et un pays qui se trouve dans la région et qui en deviendra peut-être un, les Philippines. (Les Nations Unies ne publient pas de données pour les pays qui n'en sont pas membres, comme Taïwan).

Ce tableau tend à confirmer quelques constatations qui ne manquent pas d'importance pour plusieurs autres pays du Sud. Premièrement, il semble plus difficile pour un pays d'amorcer le processus de déclin de la fécondité que de la réduire rapidement par la suite (pour autant qu'on le veuille, bien sûr) : l'idée ayant fini par pénétrer les esprits, le reste suit.

Tableau 2. — La fécondité des NPI, réels et virtuels, de 1955 à 1990 et l'hypothèse moyenne des Nations Unies quant à l'avenir immédiat

	55-60	60-65	65-70	70-75	75-80	80-85	85-90	90-95	95-2000
Taïwan							(1,7)		
Singapour	6,0	4,9	3,5	2,6	1,9	1,7	1,7	1,75	1,8
Hong Kong	4,7	5,3	4,0	2,9	2,3	1,8	1,35	1,44	1,5
Corée du Sud	6,1	5,4	4,5	4,1	2,8	2,4	1,7	1,75	1,8
Thaïlande	6,4	6,4	6,1	5,0	4,3	3,0	2,6	2,2	1,85
Chine	5,4	5,9	6,0	4,8	2,9	2,5	2,4	2,2	2,0
Malaisie	6,9	6,7	5,9	5,2	4,2	4,2	4,0	3,6	3,2
Indonésie	5,7	5,4	5,6	5,1	4,7	4,1	3,5	3,1	2,7
Vietnam	6,0	6,0	5,9	5,8	5,6	4,7	4,2	3,9	3,5
Philippines	7,1	6,6	6,0	5,5	5,0	4,7	4,3	3,9	3,6

Source : Nations Unies. — *World Population Prospects - The 1992 Revision*. — New York, 1993, p. 216 à 219.

Deuxièmement, toute révolution dans la fécondité présente deux caractéristiques bien distinctes : le mouvement de baisse se déroule plus rapidement que prévu, et le plancher se situe en deçà de ce que l'on pouvait attendre. Cela s'est produit dans tout l'Occident après 1964, cela s'est répété et se répète en Asie de l'Est depuis le début des années soixante-dix. Dans l'un et l'autre cas, les hommes et les femmes ne se doutaient pas *au départ* qu'ils iraient si loin : ce n'était pas programmé d'avance. Mais les bénéfices économiques et sociaux de la dénatalité ont été concrètement perçus et intériorisés au fur et à mesure qu'elle se déroulait.

Plusieurs pays du Sud sont ainsi passés de six à deux enfants par femme en vingt ou trente ans et, certains, largement en deçà. Ils ont ainsi suivi les traces de l'Occident contemporain plutôt que celles de la transition démographique de 1870-1930. Pour l'Europe de la transition démographique, il n'y avait pas de modèle, elle ne savait pas bien où elle allait. Aujourd'hui, même si la planète ne constitue pas encore un village global, l'Occident, grâce aux communications et aux échanges de toutes sortes, est présent partout. Et, malgré leurs nombreuses divergences économiques et sociales, l'Occident et le Japon partagent le même modèle démographique.

Chaque année amène désormais son cortège d'indices démographiques « surprenants », alors même que l'expérience occidentale des vingt dernières années aurait dû mieux préparer les esprits. Ainsi, lorsqu'on évoque la solidité des traditions pour pronostiquer le maintien de fécondités élevées, comment ne pas penser au littoral nord de la Méditerranée ? En 1992, l'Espagne, l'Italie et la Grèce, pays de soleil et de machinisme, connaissaient une fécondité moyenne inférieure à 1,3 enfant

par femme, alors que les pays scandinaves, à la militante modernité, maintenaient une fécondité voisine de 1,9 ! L'intégration de plus en plus poussée de ces pays dans l'Europe occidentale a compté pour beaucoup. Qui tire l'Andalousie sinon la Catalogne et l'Europe environnante, qui tire le Sud de l'Italie sinon les régions du Nord ? Après tout, le Mezzogiorno n'a pas connu une industrialisation d'enfer avant de voir sa fécondité chuter à 1,7 enfant par femme.

Cette sorte de capillarité démographique, cette transmission fluide d'un modèle dominant n'ont pas été vraiment analysées dans la littérature démographique. Elles sont pourtant fondamentales. Et elles fonctionnent à plein régime en Asie de l'Est. Cette région a déjà confirmé l'expérience de l'Europe du Sud : il n'est pas nécessaire d'être riche pour avoir peu d'enfants. Taïwan et la Corée du Sud y sont arrivés avec un revenu équivalant à peine au tiers du revenu américain. Mais la diffusion du modèle de faible fécondité atteint désormais des pays beaucoup plus pauvres : Thaïlande, Chine, Indonésie...

La donnée sur le revenu par tête habituellement utilisée surestime nettement la pauvreté réelle des pays du Sud. Pour cette raison, la Banque mondiale calcule désormais le revenu par tête sur la base des « parités de pouvoir d'achat », ce qui donne une idée beaucoup plus précise des véritables revenus relatifs *per capita*. Ce qui est important ici c'est que, dans cette nouvelle hiérarchie des revenus, ces trois pays demeurent beaucoup plus pauvres que Taïwan et la Corée du Sud.

Le cas de l'Indonésie est particulièrement frappant. Pays pauvre et densément peuplé comptant 190 millions d'habitants, ce qui en fait le quatrième pays le plus peuplé du monde, il vit en ce moment un décollage économique très rapide et une transi-

tion démographique qui ne l'est pas moins. Les principaux démographes indonésiens estiment que la fécondité de leurs pays se situera sous la barre des 2,1 enfants par femme d'ici à 2005<sup>17</sup>. Vœu pieux, dira-t-on ? Outre que cette extrapolation s'avère parfaitement conforme à la courbe de la fécondité indonésienne depuis 1975 et à la politique officielle de l'Etat, elle peut miser en plus sur un fait qui en étonnera plus d'un : la fécondité actuelle dans la capitale, Djarkata, atteint à peine 2,1 enfants par femme<sup>18</sup>.

La majeure partie de l'Asie de l'Est a donc intégré le modèle de la faible fécondité. Deux conséquences, l'une statique, l'autre dynamique, en découlent. La première devrait défrayer les manchettes, mais ne l'a pas encore fait : en 1992, 45 % de la population mondiale vit dans des pays où règne la sous-fécondité, et cette proportion progressera de manière constante. En effet, et c'est la deuxième conséquence, il y a un seul modèle porteur à l'échelle de la planète, celui de basse fécondité.

Il est bien dépassé le débat qui avait fait les beaux jours de la première conférence mondiale des Nations Unies sur la population, à Bucarest, en 1974. Plusieurs pays du Sud n'avaient alors cessé d'opposer à la pression occidentale en faveur d'ambitieuses politiques de réduction des naissances une formule magique : *Development is the best contraceptive*. Le développement réglerait tous les problèmes. Et bien ! non. Sans vouloir régler l'éternelle question de la poule ou de

l'œuf, il faut bien, pour qu'un processus cumulatif de développement s'enracine, atténuer de manière significative les charges liées à la surfécondité. Et pour cela, il faut le *vouloir*, c'est-à-dire prendre les moyens nécessaires à la réalisation d'une politique affichée. C'est exactement ce qui s'est produit avec les NPI, et les résultats obtenus ont permis à leur décollage économique d'aller plus loin que le bout de la piste d'envol. Cela ne signifie pas, bien entendu, que la dénatalité suffise à elle seule à assurer le décollage. Condition nécessaire, mais insuffisante. Elle permet à tout le moins de préserver l'avenir.

### *Le mystère chinois ?*

Un exemple illustre fort bien cette problématique, un exemple qui représente un tournant capital dans l'histoire démographique de cette fin de siècle : la Chine. Il ne s'agit pas ici de commenter l'ensemble de la section sur la Chine que comprend l'article de J.-M. Poursin, mais de s'interroger sur certaines conclusions de J.-M. Poursin et Y. Blayo, auteur de l'encadré sur la politique chinoise dans le dit article.

Tout le monde admettra, au départ, que la Chine a pris son envol économique *après* avoir mis en application une politique très ambitieuse de réduction de la natalité. C'est une leçon qui peut servir à d'autres pays. Cette politique contraignante fit passer la fécondité de 6,0 à 2,4 enfants par femme, de 1970 à 1990. Et elle aurait

17. Ananta, A. ; Lim, T.S. ; Molyneux, J. ; Kantner, A. — « Fertility Determinants in Indonesia : A Sequential Analysis of the Proximate Determinants ». — University of Indonesia, Demographic Institute, Djarkata, juin 1993, p. 1.

18. Lettre adressée à l'auteur par Aris Ananta, du Demographic Institute (University of Indonesia), 9 avril 1994.

baissé à 1,9 en 1992. Un certain doute semble cependant permis à propos de l'exactitude de cette donnée<sup>19</sup>. Parlons donc plutôt de 2,1. Une telle performance ne s'éloigne pas sensiblement de celle des autres NPI. Il y a même un parallélisme assez frappant, au cours des trente-cinq dernières années, entre l'évolution des fécondités chinoise et thaïlandaise. La surprise chinoise est-elle donc si considérable ? Bien sûr, le quadrillage politique et administratif de l'immense Chine représentait un défi extraordinaire. Mais il apparaît que la politique démographique de la Chine pèse sur l'accélérateur, plutôt que sur le frein : contrairement à la politique roumaine du temps de Ceaucescu, elle va dans le sens de l'évolution attendue et d'ailleurs souhaitée par tous les peuples de cette région.

C'est l'une des deux raisons pour lesquelles on ne peut pas qualifier d'artificielle la fécondité chinoise actuelle, contrairement à ce que font J.-M. Poursin et Y. Blayo<sup>20</sup>. La seconde concerne les perspectives d'avenir. Et il faut ici jouer au détective.

Tous les commentateurs parlent de la politique de l'enfant unique et de la féroce répression inhérente à cette politique. Mais comment concilier cela avec un indice de fécondité de 2,1 ou 2,3 enfants par femme ? Si toutes les femmes d'une génération donnée ont chacune deux enfants, cela donne bien sûr une fécondité moyenne de deux. Mais ce n'est pas réaliste. Il y a des couples stériles, il y a les hasards de la vie (toutes les femmes ne

vivent pas en couple), il y a des couples qui ne veulent pas d'enfant. Cela représente au *minimum* 10 % des femmes. De même, au moins une femme sur vingt n'en voudra qu'un. Ces évaluations paraissent fort prudentes, puisqu'elles sont inférieures au comportement réel des générations les plus fécondes du *baby boom* en Amérique du Nord, dont la descendance finale atteignit 3,5 enfants par femme<sup>21</sup>.

Il reste donc 85 % des femmes à répartir. Il faut alors se demander quelles sont les simulations compatibles avec, disons, trois valeurs moyennes de fécondité pertinentes pour la Chine, soit : 2,3 enfants par femme (la fécondité de la Chine il y a peu, c'est-à-dire en 1990), 2,1 (la situation actuelle) et 1,7 (un objectif potentiel). Tel est l'objet du tableau 3, qui présente deux scénarios possibles pour chaque valeur. Certaines conclusions incontournables en

Tableau 3. — Répartitions (des femmes selon le nombre d'enfants) compatibles avec diverses fécondités moyennes

Fécondité moyenne :	2,3		2,1		1,7	
Nombre d'enfants	Nombre de femmes		Nombre de femmes		Nombre de femmes	
	sc. 1	sc. 2	sc. 1	sc. 2	sc. 1	sc. 2
0	10	10	10	10	10	10
1	5	20	5	20	10	20
2	30	0	50	20	80	60
3	55	70	35	50	0	10
	100	100	100	100	100	100

19. Poursin, Jean-Marie. — « Les fausses surprises de la démographie mondiale ». — *Futuribles*, janvier 1994, p. 30.

20. *Ibid.*, p. 30 ; Blayo, Yves. — « Les contradictions des politiques chinoises ». — (encadré compris dans l'article de J.-M. Poursin, *op. cit.*), p. 28.

21. Mathews, Georges. — *Le choc démographique*. — *op. cit.*, chapitre 2.

découlent. Pour une fécondité moyenne de 2,3 enfants par femme, une politique relativement efficace de l'enfant unique (faisant passer de 5 à 20 % la proportion des femmes se contentant d'un seul enfant) implique une proportion très élevée (70 %) de familles de trois enfants, et aucune famille de deux enfants ! En d'autres mots, pour une telle fécondité moyenne, le scénario 1 est infiniment plus vraisemblable que le scénario 2. Mais quid alors de la coercition démographique en Chine jusqu'en 1990 ? Supposons que le passage récent d'une fécondité de 2,3 à 2,1 est imputable à un renforcement de la politique de l'enfant unique, aboutissant au scénario 2 pour une fécondité de 2,1. Dans ce cas il reste encore 50 % de femmes avec trois enfants ! Reconnaissons qu'il s'agit là d'une curieuse forme de coercition démographique.

Il reste donc aujourd'hui en Chine *beaucoup* de familles relativement jeunes qui ont ou auront trois enfants. Ou alors les indices officiels de fécondité *surestiment* celle-ci. Il n'y a pas de troisième issue. Mais il n'y a pas lieu, pour un pays encore rural à 75 %, de s'étonner d'une telle présence des familles de trois enfants.

Il faut en déduire que la fécondité chinoise pourrait facilement continuer à chuter. Si tous ceux désirant plus d'un enfant se limitent à deux, en d'autres mots si tout l'univers rural chinois s'aligne sur le modèle des *deux* enfants (et non de l'enfant unique), la fécondité chinoise atteindra alors 1,7 enfant par femme. Or, dans les campagnes chinoises, il y a pléthore de main-d'œuvre imputable aux gains de la productivité agricole. Les fermiers chinois n'ont pas besoin de créer de main-d'œuvre supplémentaire. Une telle fécondité apparaît donc plausible dans un avenir rapproché, alors que l'hypothèse

moyenne des Nations Unies la stabilise à 1,85 enfant par femme un peu après l'an 2000.

### *Les nouvelles voyagent vite*

Que la Chine et l'Indonésie soient en train de régler leur problème de surcroissance démographique, qu'elles n'aient pas attendu le décollage économique pour s'y atteler et qu'elles en retirent aujourd'hui même des bénéfices incontestables ne manquera pas de frapper les esprits dans les pays voisins qui n'ont pas encore vraiment pris ce train-là. Et plus ces derniers y regarderont de près, plus ils prendront conscience des retards accumulés. La comparaison de la Thaïlande et du Vietnam est instructive à cet égard.

A la fin des années soixante, la population des deux Vietnam dépassait celle de la Thaïlande de 20 % (43 millions contre 36 millions). La fécondité de celle-ci se situait alors un peu au-dessus de celle du Vietnam. Mais, à partir de ce moment, leurs fécondités respectives ont suivi des sentiers fort divergents, la première baissant rapidement, la seconde attendant une décennie pour amorcer une baisse moins rapide (jusqu'en 1975, les Vietnamiens avaient, bien sûr, d'autres urgences).

Aujourd'hui, le Vietnam compte 13 millions d'habitants de plus que la Thaïlande. Et, selon l'hypothèse moyenne des Nations Unies, l'écart sera, après l'éventuelle stabilisation des deux populations, de 64 millions (167 contre 103) ! En 1980, le poids des jeunes de moins de 15 ans au Vietnam et en Thaïlande était semblable, 41 % et 42 %. En 1990, il s'élevait à 39 % et 34 % respectivement. En dix ans, le premier a réduit de 5 % seulement le poids relatif de ses jeunes, le second, de 20 %. Le Vietnam compte aujourd'hui 5 millions de jeunes de plus

que le Japon, dont la population totale est supérieure de 80 % à celle du Vietnam<sup>22</sup> !

A la fin de 1986, le Vietnam a officiellement abandonné le modèle de l'économie à planification centrale pour le remplacer par l'économie de marché. Les cadres vietnamiens connaissent l'écart qui sépare leur économie de celles des NPI et ils affirment sans détour qu'ils veulent marcher sur leurs traces<sup>23</sup>. Dans ce contexte, qu'est-ce qui empêche le Vietnam de mettre les bouchées doubles et de passer d'une fécondité de 4 enfants en 1990 à 2,1 enfants en 2000, plutôt qu'en 2015 comme le suppose l'hypothèse onusienne moyenne ? A vrai dire, pas grand-chose puisque c'est dans son intérêt et que c'est perçu comme tel.

Le Vietnam sera le prochain NPI.

Il y a plus pauvre que le Vietnam : le Bangladesh. Aucun décollage économique soutenu n'y est encore perceptible. Ce pays a adopté, dès 1965, une politique de planification des naissances, qui épousa les contours de la société bengali, très traditionnelle. Un réseau de cliniques locales et régionales fut en effet complété par la formation de conseillères itinérantes, qui rendent visite aux femmes à domicile, une nécessité dans un pays musulman où la liberté de circulation des femmes est sérieusement limitée. Ces efforts ont commencé à porter leurs fruits au milieu des années soixante-dix : en une quinzaine d'années, la fécondité chuta de 7 à 4,9 enfants par femme, et le nombre

moyen d'enfants désirés, de plus de 5 à moins de 4. C'est, de loin, la performance la plus spectaculaire parmi l'ensemble des pays les plus pauvres<sup>24</sup>.

Mais, face à la dynamique infernale de la croissance exponentielle, le Bangladesh se trouve engagé dans une véritable course contre la montre. Avec la baisse régulière mais plutôt lente que l'hypothèse moyenne des Nations Unies postule (de 4,9 en 1990 à 2,3 en 2025), ce pays verrait un doublement de sa population au cours de cette période : 110 millions de personnes de plus se trouveraient, en 2025, sur ce territoire pauvre et déjà très densément peuplé. Il y a de quoi être effaré.

L'ampleur du défi que pose aujourd'hui la base de la pyramide des âges du Bangladesh, défi accentué par la faible scolarisation générale et par le rôle social très effacé des femmes, impose justement de ne pas relâcher l'effort. Pour le gouvernement de Dacca, la décélération de la croissance démographique constitue officiellement la priorité des priorités. La pratique de la contraception peut encore être étendue. Et l'Etat s'apprête à utiliser pour le dossier de la santé maternelle la même approche que pour la planification des naissances<sup>25</sup>. Cela augure plutôt bien pour la poursuite du déclin relativement rapide de la fécondité.

Si des pays comme l'Inde et le Bangladesh étaient isolés dans leur quête d'une transition démographique rapide et ne pouvaient compter que sur leurs propres

22. Ces diverses données sont déduites du *World Population Data Sheet* de 1992, publié par le Population Reference Bureau (Washington).

23. Voir l'entrevue accordée par Do Duc Dinh, directeur de département à « The Institute on World Economies » à Hanoi, au quotidien *The Asian Wall Street Journal*, le 31 mars 1994.

24. Kalish, Susan. — Culturally Sensitive Family Planning : Bangladesh Story Suggests It Can Reduce Family Size. — *Population Today*, février 1994, p. 5.

25. Sherk, Kirsten. — « Bangladesh ». — *Population Today*, octobre 1993, p. 11.

### Baisse de la fécondité dans les pays pauvres

Deux études récentes réalisées au Kenya et au Bangladesh viennent conforter l'hypothèse selon laquelle les programmes démographiques contribuent à une réduction significative du taux de fécondité et cela, même dans les pays pauvres<sup>1</sup>.

Ces résultats sont fort intéressants car ils remettent en question les théories tendant à prouver que les populations des pays pauvres sont moins susceptibles d'adopter une politique de limitation des naissances. Le revenu annuel par habitant est de 320 dollars au Kenya et 210 dollars au Bangladesh, faisant de ces pays deux des plus pauvres du monde. Pourtant, le taux de fécondité au Bangladesh est passé de sept naissances par femme en 1975 à environ 4,2 au début des années 90. La même constatation vaut pour le Kenya, où le taux de fécondité est passé de 8,1 naissances par femme en 1978 à 5,4 en 1993. Un des résultats les plus étonnants est que le taux de fécondité au Kenya a chuté de près de 20 % entre 1989 et 1993, soit une des plus fortes baisses jamais enregistrées. Par ailleurs, l'étude menée au Bangladesh fait état d'une chute vertigineuse de la fécondité.

Les rapports citent trois conditions indispensables à une baisse significative du taux de fécondité : aide massive aux programmes de planning familial chargés de répondre aux besoins de base des femmes et de leur famille ; amélioration des soins apportés aux enfants afin d'augmenter leurs chances de survie ; enfin, investissements à long terme dans l'éducation ou dans des programmes à petite échelle chargés d'améliorer le statut des femmes. Tom Merrick, conseiller principal population à la Banque mondiale, déclare : « La rapidité des changements intervenus au Kenya et au Bangladesh est un message

d'espoir pour les autres pays en développement. Ce message dit : « les progrès démographiques sont possibles même dans les pays les plus pauvres. Pour cela, il faut que les programmes de planning familial répondent aux besoins de la population et que les politiques démographiques fixent des objectifs bien précis ». Les rapports soulignent que si les tendances à long terme telles que la baisse de la mortalité et la surexploitation des terres (due à la pression démographique) ont influencé les décisions en matière de démographie, les chutes de la fécondité enregistrées dans les deux pays sont étroitement liées à l'augmentation de l'usage de contraceptifs. Depuis 1969, la contraception féminine au Bangladesh est passée de 3 % à 45 %. Aujourd'hui, près d'un tiers des femmes du Kenya utilisent une méthode contraceptive, contre à peine 7 % en 1978. Malgré l'augmentation récente de l'usage de contraceptifs au Kenya, l'étude révèle que les méthodes modernes de contraception étaient utilisées par 83 % de la population en 1993, contre environ 66 % en 1989.

« Nous avons fait d'énormes progrès. Au cours des dix dernières années, la fécondité au Kenya a singulièrement baissé », déclare George Saitoti, Vice-président du Kenya et ministre de la planification démographique et du développement national.

Taux de natalité et contraception sont aussi étroitement liés à l'éducation des femmes. Au Kenya, seulement 15 % des femmes mariées n'ayant pas reçu d'enseignement de base utilisent une méthode contraceptive, contre 45 % des femmes ayant suivi une éducation secondaire.

futuribles

1. Le premier rapport est intitulé « *The Determinants of Reproductive Change in Bangladesh : Success in a Challenging Environment* » (Facteurs déterminants du changement observé en matière de reproduction au Bangladesh). Il est parrainé par la Banque mondiale avec le soutien et la participation du Conseil de la population. Le second rapport, intitulé « *Kenya Demographic and Health Survey 1993* » (Etude sur la santé et la démographie au Kenya 1993), a été réalisé par le Conseil national du Kenya pour la Population et le Développement et par le Bureau central des statistiques, avec l'aide de Macro International, institut de recherche américain.

moyens et leur seul savoir, les perspectives d'avenir seraient certes plus sombres.

Mais tel n'est pas le cas. Un vent nouveau souffle sur l'Est et le Centre de l'Asie, alimenté par les succès économiques et démographiques récents de Pékin, de Djakarta, de Bangkok.

Ce vent nouveau s'est déjà concrétisé dans un texte important, *La Déclaration de Bali sur la population et le développement durable*. Elle fut adoptée à l'unanimité par les participants de la quatrième Conférence sur la population des pays d'Asie et du Pacifique, qui eut lieu à Bali en août 1992. Ce texte a ceci d'original qu'il spécifie, pour la première fois dans ce type de réunion, des objectifs très précis à atteindre en matière de fécondité, sujet généralement fort controversé. A Bali, chaque pays présent s'est engagé à atteindre une fécondité de simple remplacement des générations, soit quelque 2,2 enfants par femme en 2010 ou avant<sup>26</sup>.

Dans l'hypothèse moyenne des Nations Unies, cet objectif n'est réalisé qu'en 2020. Tous les pays concernés ne l'atteindront pas, bien entendu, mais comme plus de la moitié du continent sera alors nettement en deçà de l'objectif, cela permet des dépassements ponctuels assez importants. Et les pays qui sont en voie de réussir leur virage démographique se sont engagés à faire profiter les autres de leurs compétences et connaissances. Signalons ici que le Japon vient de hausser significativement sa contribution au Fonds des Nations Unies pour la population.

La perspective d'une baisse lente et régulière de la fécondité dans les divers pays d'Asie où elle demeure importante n'apparaît guère fondée. Il faut, au contraire, s'attendre à des interventions de plus en plus énergiques dans le domaine du contrôle des naissances. Y compris dans un pays comme le Pakistan, lanterne rouge du contrôle de la fécondité en Asie. Ce pays vient de se réveiller. Après quelques années de négociation avec les donateurs internationaux, il a finalement mis en branle un important programme national pour améliorer les indicateurs de santé, de scolarisation et de planification des naissances<sup>27</sup>.

Le Pakistan constituera peut-être l'exception à la règle asiatique. Car il est bien tard. La fécondité tourne encore autour de 6,7 enfants par femme, et le meilleur des programmes de planification familiale ne peut avoir un effet immédiat. Assez curieusement, l'hypothèse moyenne des Nations Unies imprime à la fécondité pakistanaise un rythme de baisse soutenue (2,68 en 2020-25). Malgré cela, la population totale s'accroîtrait de 118 millions en 1990 à 260 millions en 2025 ! On voit là le caractère incontournable de l'élan démographique que laissent derrière elles plusieurs décennies de très haute fécondité.

Le Pakistan est ainsi confronté à un défi extrême, conséquence d'une trop longue indifférence à la logique primaire des nombres. En réalité, il a le choix entre une véritable révolution sociale, qui verrait la fécondité chuter radicalement, ou la descente aux enfers malthusiens. On peut au

26. The Bali Declaration on Population and Sustainable Development. — *Population and Development Review*, vol. 18, n° 4, décembre 1992, p. 769 à 778.

27. « Pakistan's real poverty ». — *The Economist*, 5 mars 1994, p. 38.

### Certains pays doivent choisir : Malthus ou Pincus

Le pasteur anglais Thomas Robert Malthus publia en 1798 un des livres les plus influents de l'histoire de la pensée, *Essay on Population*, en réponse à l'optimisme de Condorcet et de Godwin.

Incapables de contrôler leurs pulsions, les hommes ont tendance à se multiplier de manière géométrique (ou exponentielle). Cependant, la production alimentaire ne peut croître que de manière arithmétique, puisque le nombre de nouvelles terres agricoles est limité. La rupture de stock alimentaire est donc inévitable. Tout progrès économique s'avèrera de courte durée, puisqu'il sera épongé par une croissance démographique excédentaire. L'impossibilité de contrôler ou d'ajuster la fécondité signifie que l'équilibre entre les ressources et la population ne sera rétabli que par la hausse de la mortalité consécutive aux famines et aux guerres. Telle est, fort succinctement, la nature de l'ajustement malthusien, qui ressemble ainsi à une descente aux enfers.

Le généticien américain Goodwin Pincus fut le grand responsable de l'avènement de la pilule contraceptive, dans les années cinquante. A sa manière, il milita pour le droit des hommes et des femmes de choisir librement le nombre d'enfants qu'ils auraient, sans s'exposer aux aléas de la nature<sup>1</sup>. Il aura donc été l'anti-Malthus par excellence. De manière plus générale, toute la contraception moderne permet d'éliminer facilement l'ajustement malthusien, et de consacrer le surplus économique à la stimulation de la croissance économique plutôt que démographique.

L'accès généralisé à la contraception moderne suppose, notamment au Pakistan et au sud du Sahara, une révolution sociale, puisque les femmes auraient alors leur mot à dire et pourraient peu à peu s'investir dans de nouveaux champs d'activités. Un déclin de la fécondité provoque forcément une nouvelle dynamique sociale. On peut donc affirmer, dans la mesure où Pincus symbolise un certain esprit, que les pays dont la population croît trop rapidement devront choisir entre Malthus et Pincus.

1. Halberstam, David. — *The Fifties*. — New York : Villard Books, 1993. Chapitres 21 et 40.

moins être sûr d'une chose : il n'y aura pas 260 millions de personnes au Pakistan en 2025.

Ce n'est pas là le cas le plus extrême de l'emballlement des nombres et des scénarios qui tournent sur eux-mêmes sans aucun rapport avec le réel. Ce douteux privilège échoit à l'Afrique.

### *L'Afrique : le retour de Malthus ?*

L'impression de dérèglement que l'on associe généralement à la courbe future de la population mondiale est largement alimentée par les perspectives démo-

graphiques africaines. Ainsi l'hypothèse moyenne onusienne nous apprend que si la fécondité subsaharienne passe de quelque 6,5 enfants par femme en 1990 à 3,5 en 2025, la population totale de cet ensemble progressera de 500 à 1 300 millions au cours de cette période. Ce continent s'approprierait donc le quart de tout l'accroissement à venir de la population mondiale.

Telle est l'hypothèse « sans surprise » des Nations Unies. Elle signifie que l'Afrique, le continent le plus pauvre de la planète, aux conditions objectives les plus désespérantes, maintiendra en moyenne au cours des trente-cinq prochaines années le même *taux* de croissance démo-

graphique qu'au cours des trente-cinq dernières, soit 2,8 % par an.

En réalité, c'est le scénario qui est déréglé. Comment peut-on croire en effet que l'Afrique, après avoir vu s'ajouter 190 millions de personnes de 1955 à 1990, masses dont le niveau de vie se rapproche souvent de la simple survie, en verra s'ajouter 800 millions de plus d'ici à 2025 ? Le raisonnement uniquement en termes de taux de croissance finit par occulter les réalités les plus simples, à savoir que les humains ont besoin de ressources et d'espace vital pour vivre et qu'ils se battront le cas échéant pour les obtenir. La différence d'échelle entre ces deux croissances absolues est telle qu'elle interdit d'accorder la moindre vraisemblance à l'hypothèse moyenne pour l'Afrique<sup>28</sup>. La rupture se produira avant. Il y a là un beau paradoxe : le scénario n'incorporant aucune véritable rupture dans le comportement des acteurs aboutit inévitablement à une spectaculaire rupture, pacifique ou violente, dans la fécondité... ou la mortalité.

Des signes avant-coureurs de rupture en matière de fécondité sont d'ailleurs perceptibles dans certains pays. Des enquêtes récentes indiquent une baisse significative de la fécondité au Cameroun, au Kenya et en Namibie. Le débat sur l'importance de la transition démographique en cours en Afrique est donc

ouvert<sup>29</sup>. Et la faiblesse de la base statistique peut camoufler pendant une assez longue période d'importantes modifications.

Cette faiblesse fut illustrée de manière éclatante par la surprise nigériane, que J.-M. Poursin a explicitée dans son article. Le Nigeria a mené, en novembre 1991, le premier recensement rigoureux de son histoire. On estimait alors sa population à quelque 123 millions. Or, le recensement en révéla 88 millions ! D'un seul coup 28 % de l'estimation courante, soit 35 millions de personnes, disparaissaient. Les organisations internationales intégrèrent la correction... et continuèrent comme si de rien n'était.

Il y a tout de même des leçons à en tirer. Aucun spécialiste, démographe, économiste, écologiste, agronome, n'a perçu d'incompatibilité entre ce qu'il observait sur le terrain et l'estimation courante de la population nigériane... comme si 35 millions de personnes sur 925 000 km<sup>2</sup> pouvaient finalement ne pas laisser de traces. En d'autres mots, on ne peut pas se former une idée impressionniste valable de la taille d'une population. Et encore moins des indices de fécondité et de mortalité.

Or, l'estimation de la fécondité de plusieurs pays africains repose sur de vieilles approximations<sup>30</sup>. Et lorsque des enquêtes récentes sont disponibles, elles

28. Mathews, Georges. — « L'évolution démographique de l'Afrique : l'état de la question ». — document de travail, INRS-Urbanisation, Montréal, décembre 1990, p. 2.

29. Caldwell, John C. et al. — « A new Type of Fertility Transition in Africa ». — *Population and Development Review*, vol. 18, no 2, juin 1992, p. 211-242.

Locoh, Thérèse. — « Début de la transition de la fécondité et mutations familiales en milieu urbain africain : le cas de Lomé (Togo) ». — in Cordell, D. ; Gauvreau, D. ; Gervais, R. et Le Bourdais, C., dir. — *Population, Reproduction, Sociétés - perspectives et enjeux de démographie sociale*. — Montréal : Les Presses de l'université de Montréal, 1993, p. 175-195.

30. Cela ressort nettement à la lecture du chapitre VI du *World Population Prospects - The 1992 Revision*, qui concerne les sources de données.

évaluent une fécondité moyenne pour les cinq années précédant l'enquête, minimisant ainsi les erreurs des répondantes. Même dans la meilleure des hypothèses, personne ne peut circonscrire la situation démographique de l'Afrique dans sa réalité d'aujourd'hui. Un déclin rapide de la fécondité pourrait avoir débuté il y a deux ou trois ans, on ne le saura au mieux que dans quelques années. Comme la crise économique s'est intensifiée ces dernières années, une telle hypothèse ne peut être écartée du revers de la main.

Mais des obstacles fondamentaux, particuliers à l'Afrique, se dressent devant de véritables politiques de réduction de la fécondité. Au tout premier plan, il y a la question de la légitimité de tous ces Etats issus de découpages territoriaux arbitraires.

L'hypothèse que la baisse de fécondité a d'abord été enclenchée dans les pays où ce problème ne se pose pas doit être examinée. Si tel est le cas, la situation de plusieurs pays deviendra précaire, si elle ne l'est déjà. Car l'explosion démographique garantit l'aggravation des tensions de toutes sortes, plongeant les pays concernés dans un cercle vicieux débilisant : pour mettre à exécution une véritable politique de réduction de la fécondité, il faut la paix civile, mais pour obtenir une paix civile durable, il faut réduire l'incessante pression démographique...

Une partie importante de l'Afrique a déjà basculé de ce côté, même si on ne le perçoit pas à la lecture des grands tableaux démographiques où toutes les données pertinentes continuent d'apparaître pour

chaque pays africain ! A la fin avril 1994, quelque 40 % de la population africaine hors Afrique du Sud vivaient dans des pays où ne régnait pas la paix civile ou qui émergent à peine d'une longue période de guerre civile<sup>31</sup>. Dans tous ces pays, les indicateurs démographiques ne peuvent pas ne pas avoir été perturbés par les désordres. Mais personne ne sait jusqu'à quel point. En réalité, la question démographique ne peut même plus y figurer à l'ordre du jour. Lorsque la tourmente cessera...

Elaborer aujourd'hui des perspectives démographiques pour le Zaïre, l'Angola, le Rwanda, le Burundi, pour ne nommer que ceux-là, représenterait un travail à la fois futile et caricatural.

L'Afrique se scinde donc en deux sur le plan démographique : une partie sur laquelle l'ombre de Malthus s'étend, une autre qui semble avoir bien engagé la bataille contre la surfécondité et qui correspond plus ou moins à l'ancienne sphère britannique (Kenya, Zambie, Zimbabwe). On peut entretenir un certain espoir à propos de la nouvelle Afrique du Sud, puisque le succès de la « politique de reconstruction » du nouveau gouvernement nécessite, entre autres, un déclin rapide de la fécondité des Noirs, qui peuvent s'inspirer de leur « voisins » blancs. Il faut suivre de près ce nouveau « laboratoire », dont l'influence sur une partie du reste de l'Afrique pourrait s'avérer capitale.

Quelle que soit la vision qui prévaudra (rose ou noire ou mélangée), la courbe

---

31. Un article récent, très pessimiste quant à l'avenir de l'Afrique, a fait grand bruit en Amérique du Nord : Kaplan, Robert. — « The Coming Anarchy ». — *The Atlantic Monthly*, février 1994. S'opposant à la langue de bois des organisations internationales, l'auteur se veut provocant et oblige à une réflexion salutaire, tout en véhiculant quelques incohérences démographiques.

démographique de l'Afrique s'infléchira plus rapidement que ce que l'on prévoit aujourd'hui.

### **Conclusion**

Les démographes sont largement passés à côté des trois grandes ruptures démographiques de ce siècle : le *baby boom* d'après-guerre en Occident, perceptible dès les années 1947-1948, l'explosion démographique du « Tiers-Monde », perceptible au début des années cinquante, et la profonde et durable dénatalité occidentale, perceptible dès la fin des années soixante.

Aujourd'hui même, bon nombre de pays du Sud sont engagés dans une nouvelle rupture, dont l'importance n'est pas

encore vraiment appréciée en Occident. Plusieurs raisons militent pour l'extension de ce mouvement à la plupart des pays qui ne s'y sont pas encore engagés pleinement. Manqueront à l'appel, en toute probabilité, quelques pays musulmans, pauvres et riches, et des pays africains, tous pauvres. On peut craindre que ces pays pauvres renouent avec les déchaînements malthusiens, au sens propre.

On ne peut séparer les perspectives démographiques du contexte économique et politique de l'époque. A l'échelle de la planète, il n'y a qu'un seul modèle porteur en matière de fécondité, celui de la basse (et même très basse) fécondité.

Il n'y aura pas 8,5 milliards d'humains sur la Terre en 2025. Il y en aura beaucoup moins.

#### **LES CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE**

Revue trimestrielle éditée par  
l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure

### **ORDRE PUBLIC ET HISTOIRE**

**La naissance d'une mémoire**

N° 17 - 3<sup>ème</sup> trimestre 1994

Ce dossier offre les premiers fruits des efforts de l'IHESI qui participe à l'édification d'une mémoire de la sécurité intérieure en France.

Il examine les problèmes d'accès aux archives  
et présente quelques-uns des travaux historiques les plus récents.

#### **Extrait du sommaire**

Les polices aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : aperçus sur les historiographies anglaise, allemande et française (Clive EMSLEY, Herbet REINKE, René LEVY)

L'histoire orale : les récits de vie de policiers (Jean-Marc BERLIERE)

Les camps de concentration de la première guerre (Jean-Claude FARCY)

Insécurité et opinion publique au début du XX<sup>e</sup> siècle (Dominique KALIFA)



En vente à la Documentation Française Tel : (1) 48.39.56.00

# Séminaire d'introduction à la démarche prospective Tendances et défis à l'horizon 2010 en Europe de l'Ouest

animé par Hugues de Jouvenel  
délégué général de Futuribles International,  
directeur de la revue Futuribles, consultant en prospective et stratégie

Futuribles International

22-23 novembre 1994

## Objectifs

1. Définir ce qu'est la démarche prospective, sa spécificité au regard des autres « méthodes » de prévision, quelles sont ses limites et son utilité, particulièrement comme instrument d'aide à la décision et à l'élaboration de stratégies dans un climat croissant d'incertitudes.
2. Offrir un panorama des caractéristiques de la démarche, des méthodes disponibles, de l'usage qui peut en être fait et, très pragmatiquement, de la manière de conduire de telles réflexions.
3. Dresser un panorama des grandes tendances et mutations prévisibles au niveau mondial, européen et français à l'horizon 2000 et 2010 au travers d'une analyse critique systématique des principaux changements en cours et prévisibles et des recherches prospectives qui y sont consacrées.

## Programme

Mardi 22 novembre 1994

*Introduction à la démarche prospective : concepts de base ; liens entre prospective, décision et action*

- Prospective, Prévision, Planification, Stratégie : différences et complémentarités ;
- utilité et limites de la démarche prospective comme instrument d'aide à la décision et à l'élaboration de stratégies en climat d'incertitudes ;
- veille stratégique : nécessité, difficulté et méthode.

*Panorama des méthodes prospectives : théories et exemples d'application*

- les caractéristiques de la démarche ;
- typologie des « outils », leur utilité et les modalités d'application respectives, leurs vertus et leurs limites ;
- les différentes étapes de la démarche prospective : description du mode opératoire.

*Les grandes tendances du contexte international*

- le « tiers-monde » (NPI, PVD et PMA) et l'avenir des relations Nord-Sud ;
- la triade ALENA - Pacifique ouest - Union européenne ;
- l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » :
  - a) l'Europe des douze : forces et faiblesses du projet communautaire ; perspective d'approfondissement et/ou d'élargissement ;
  - b) la transition en Europe centrale et orientale : les perspectives et défis majeurs.

Mercredi 23 novembre 1994

*La mutation du système de production : l'émergence d'un nouveau paradigme technico-économique*

- la « révolution de l'intelligence » et la tertiarisation des économies modernes ;
- l'émergence d'un nouveau paradigme technico-économique : l'économie classique à l'épreuve des nouvelles réalités ;
- l'avènement de l'économie planétaire ; l'impératif de productivité, la restructuration de l'appareil productif et la modernisation du secteur public ;
- l'innovation technologique et socio-organisationnelle : modalités, formes et conséquences.

*Les conséquences de la mutation technico-économique pour la stratégie et le management des organisations.*

*L'avenir des systèmes de protection et de régulation sociales*

- les perspectives démographiques (y inclus les flux migratoires) ;
- la population active, l'emploi et le chômage : l'évolution des formes d'emploi, des métiers et des qualifications ;
- le vieillissement démographique : enjeux économiques, sociaux et politiques ;
- le déséquilibre tendanciel actifs occupés / inactifs allocataires ;
- la crise du système de protection sociale : crise financière, crise d'efficacité et crise de légitimité.

*Scénarios et défis majeurs à moyen et à long terme*

- scénarios contrastés à l'horizon 2010 ; pérennité et/ou risques de rupture du système économique et social ;
- vers l'émergence de nouvelles formes d'organisation et de régulation collectives et de nouveaux styles de vie ?

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Laurence Faupin - Futuribles International,  
55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07. - Tél. : (1) 42 22 63 10 - Fax : (1) 42 22 65 54

# *Maîtriser la violence des hommes*

## *Réflexions sur le livre d'Alvin et Heidi Toffler*<sup>1</sup>

*Prenant appui sur le livre d'Alvin et Heidi Toffler, le Général de La Maison-Neuve souligne ici l'étendue et la nouveauté des risques liés aux déséquilibres au plan international et au plan intérieur qui résultent de la « crise de civilisation » dont souffre le monde contemporain.*

*Il insiste tout particulièrement sur le désordre et l'anarchie qui caractérisent la période actuelle et subséquemment sur la multiplication des facteurs de turbulence et les formes nouvelles de la violence.*

*Il souligne au demeurant combien, face à ces crises déclarées ou potentielles, apparaissent inefficaces les remèdes habituels, les institutions nationales et internationales, leurs procédures classiques de régulation.*

*Enfin, l'auteur montre combien, dans ce climat de crise, il est nécessaire de faire preuve de vigilance, d'intelligence stratégique et de créativité au profit du maintien de la sécurité qui désormais doit faire partie intégrante de toute stratégie de défense.*

H.J.

Le livre des Toffler apporte trois démonstrations, essentielles pour comprendre les manifestations de la violence contempo-

raine. D'abord — et c'est fondamental — les nations n'ont pas seulement à gérer les conséquences de la fin de la Guerre froide

---

1. Toffler, Alvin et Heidi. — *Guerre et contre-guerre. Survivre à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.* — Paris : Ed. Fayard, 1994. Voir l'analyse de ce livre dans ce même numéro page 83.

et de l'effondrement soviétique : il s'agit d'une crise de civilisation, un traumatisme mondial dont les effets sont multiples et considérables. Ensuite, dans un monde volcanique, l'organisation des nations et leurs moyens classiques sont inopérants, car ils ont été conçus pour un temps désormais dépassé. Enfin, si nous ne voulons pas voir se développer le désordre et l'anarchie, seuls des remèdes nouveaux, issus de la civilisation de l'intelligence, paraissent aptes à maîtriser une violence effrénée. La thèse d'une transition chaotique vers une nouvelle civilisation est communément admise ; celle d'un « nouveau moyen âge » est plus difficilement acceptable lorsqu'on connaît les capacités inouïes du monde moderne à mettre en œuvre des techniques nouvelles. Et pourtant, l'actualité des dernières années démontre l'impuissance des Etats à juguler les conflits ou simplement à régler les problèmes.

C'est qu'il s'agit bien d'une « révolution », libératrice d'une énergie considérable, en partie seulement canalisée vers le progrès et le développement ; pour le reste, elle s'exprime par la violence, débridée, anarchique, par des crises et des conflits multiples, imprévisibles, non maîtrisables, qui nous font craindre un XXI<sup>e</sup> siècle apocalyptique.

### *Un monde à trois vitesses*

L'origine de la crise n'est pas surprenante : cicatrices de l'histoire, rivalités identitaires, ambitions territoriales, déséquilibres structurels, au premier rang desquels le sous-développement économique, le sur-développement démographique...

Mais le facteur aggravant de notre époque, c'est le décalage croissant entre

les divers types de sociétés : sociétés du savoir, nouveaux pays industriels, peuples en voie de régression. Entre eux non seulement des différences de nature, mais surtout des divergences d'intérêts qui, loin de faciliter une harmonie mondiale, creusent des fossés d'incompréhension et d'hostilité ! Voilà un gisement de violence permanente !

Elle se renforce encore de la violence contenue dans chaque champ. Dans leur course en avant, les sociétés du savoir se font une concurrence acharnée ; inattentives aux retardataires, elles créent l'exclusion en leur sein en même temps qu'elles accentuent le fossé qui les éloigne des autres peuples. La vitesse acquise provoque ses propres turbulences, entraînant une nouvelle fuite en avant : un cycle infernal du progrès.

La logique du développement atteint d'autres pays, les « nouveaux pays industriels », qui empruntent une voie originale pour parvenir à la richesse ; ce raccourci permet des taux de croissance faramineux, mais s'encombre mal de scrupules démocratiques.

Le troisième tiers des pays, abandonnés à la régression, — absence de moyens ou défaut de sécurité —, sombrent dans le non-développement, contraints à une économie de survie quand ils ne la doivent pas à la charité internationale. C'est là qu'explose périodiquement la violence, dans des pays livrés à eux-mêmes, pour des peuples condamnés et qui n'ont rien à perdre.

Mondes triséqués, aux frontières desquels se produisent les heurts les plus violents, mais monde unifié par l'image et le son, où plus rien n'échappe à la conscience des uns ou à la révolte des autres.

Chacun de ces mondes développe ses crises, propres à son héritage historique, à sa situation géostratégique et à son stade

de développement. Cela explique la diversité en même temps que la multiplicité des crises. Et confirme, s'il en était besoin, que l'émergence d'une nouvelle civilisation — si elle doit se produire — ne se fera pas sans de profondes turbulences.

### *La révolution planétaire : désordre et anarchie*

La plus importante manifestation de cette révolution en marche est présente à tous les esprits : l'effondrement de l'Empire soviétique. Encore considérée par beaucoup d'experts comme l'origine de la crise des années 90, la chute de l'URSS et l'échec du système communiste ne se comprennent que si on les replace dans le vaste mouvement de civilisation, comme un traumatisme majeur de la « tectonique des plaques ». Entraînées par les démocraties dans la course au progrès, aucune des structures du modèle communiste ne disposait par construction de la souplesse, de l'initiative, de la qualité, de la liberté pour supporter une telle épreuve. La faillite de ce monde reste un événement considérable, tant par sa foudroyance que par son étendue ; l'écho n'en est pas éteint et de puissants contrecoups doivent en être attendus. Mais, selon toute vraisemblance — comme nous l'observons depuis cinq ans — leur manifestation sera plus l'expression du désarroi de peuples meurtris que celle de la volonté de conquête d'une ancienne puissance. Ainsi, le désordre et l'anarchie — au mieux la fragilité — se sont emparés de l'ensemble du monde ex-soviétique. La stabilisation de ces pays exigera des décennies d'efforts ; elle ne fera sans doute pas l'économie de crises majeures.

Si la révolution du XXI<sup>e</sup> siècle dispose d'une puissance telle qu'elle a pu abattre un système aussi solide que l'Empire soviétique, c'est qu'elle recèle encore une réserve d'énergie considérable. A travers les crises contemporaines, nous voyons celle-ci se libérer par à-coups imprévisibles. Une période de dérèglements et de désordres s'ouvre devant nous ; ceux-ci atteignent tous les continents et touchent tous les domaines de l'activité humaine.

La crise économique participe de ce mouvement de fond. Elle n'est pas l'objet du livre de Toffler mais, par ses conséquences sociales elle participe au désordre mondial : mutation industrielle dans les pays du premier type, concurrencés sur leur terrain par l'émergence de nouveaux pays industriels ; dérégulation financière sur tous les marchés, où les échanges quotidiens dépassent mille milliards de dollars, c'est-à-dire hors de toute mesure et de tout contrôle ; effondrement de l'agriculture, hier encore fondement de toute richesse ; crise sociale enfin, conséquence des précédentes, où privés d'emplois, des dizaines de millions d'hommes et de femmes grossissent les rangs des exclus, faisant peser sur des systèmes politiques fragilisés leurs craintes et leurs violences. L'histoire récente n'a pas été avare de ce type de traumatismes.

Sur un terrain aussi favorable, la violence s'exprime de mille manières, et avec d'autant plus de facilité qu'elle trouve partout le reliquat du formidable arsenal répandu pendant la Guerre froide ; les armes saturent le Moyen-Orient et le Sud-Est asiatique, mais aussi l'Afrique, l'Europe centrale, l'Amérique latine... Les sociétés manifestent leur violence selon des modes qui leur sont propres et — phénomène nouveau et inquiétant —

sans que les « puissances » responsables de l'ordre mondial soient en mesure d'en maîtriser les débordements.

### *L'inefficacité des remèdes*

Ce qui frappe l'observateur de l'histoire contemporaine, c'est bien le manque d'efficacité des remèdes habituels, et souvent même le rejet par les pays intéressés des modèles éprouvés et des propositions d'assistance.

Le rejet de l'Etat-Nation comme modèle d'organisation démocratique des sociétés est inquiétant car, mis au point après deux siècles d'efforts souvent sanglants, il est apparu comme « la fin de l'histoire », le meilleur compromis possible entre la liberté et l'ordre.

Un autre modèle, favorisant l'ordre au détriment du progrès, inspire les ambitions des puissances asiatiques ; l'anarchie prévaut en Afrique, où le modèle importé a fait faillite pour les uns, où l'extrémisme religieux l'a ruiné pour d'autres. La Russie elle-même et nombre de ses anciens satellites sont à la recherche d'un modèle alternatif, moins fragile et moins exigeant.

La tentation de régimes autoritaires est partout présente, avec la crainte des connivences que toute dictature entretient avec la violence.

Dans un domaine voisin, l'impuissance des organisations internationales à apaiser les différends, à assurer les bases de la sécurité, se confirme jour après jour. L'Organisation des Nations-Unies, dépositaire d'une légitimité théorique à maintenir la paix, mais dépourvue de moyens propres et adaptés, essuie échec sur échec. Même lorsqu'elle en dispose provisoirement, les moyens militaires des Etats membres sont des forces conçues pour la

défense nationale, inadaptées à ce qu'on appelle l'interposition ou le maintien de la paix. De toute façon, les acteurs des crises et les fauteurs de troubles restent indifférents à un système dont la logique leur est étrangère. L'Union européenne, pourtant préoccupée de sécurité, n'y réussit pas mieux, pour les mêmes raisons, et en outre par défaut d'une vision stratégique. Enfin, et c'est le point le plus grave, les forces armées des nations sont impuissantes à assurer l'ordre et à rétablir un semblant d'équilibre.

La dissuasion est inopérante, car les armes nucléaires protègent exclusivement les intérêts vitaux — les territoires — des puissances qui les détiennent. Hors de ce champ, elles laissent une totale liberté d'action pour l'usage d'autres moyens.

Les forces considérées comme classiques sont conçues pour livrer bataille, détruire l'armée adverse, défendre ou conquérir l'espace terrestre, aérien, maritime. Elles restent organisées et équipées sur le modèle des armées victorieuses de la Seconde Guerre mondiale : escadres et divisions blindées, chars, canons, avions de combat.

Les crises contemporaines et les conflits qu'elles provoquent échappent aux règles classiques. Par nature, les crises mettent en jeu les populations, et celles-ci résident désormais dans les villes. La plupart des conflits prennent la tournure de guérillas urbaines, dans lesquelles les pièges se moquent des fronts, ignorent le chevaleresque face à face, les lois et codes de la guerre... Les armadas classiques sont inadaptées à la guerre des villes, à Beyrouth, à Mogadiscio comme à Sarajevo. La Guerre du Golfe à cet égard a pu faire illusion ; elle démontre une fois encore qu'aucune armée classique, aussi puissante soit-elle, ne peut résister à une force

classique plus nombreuse ; mais elle montre aussi pour la première fois qu'aucune armée classique ne peut désormais se prémunir des armes intelligentes, capables d'en anéantir le centre nerveux. Le principe premier de la stratégie est rétabli : toute force a une faiblesse, et c'est sur celle-ci qu'il faut appliquer la force.

Armes nucléaires inopérantes, armées classiques inefficaces, la voie reste libre pour la stratégie indirecte et l'emploi désordonné de tous les moyens disponibles : fusils à lunette à Sarajevo, mines anti-personnels au Cambodge, machettes au Rwanda...

### *Vers une stratégie de la sécurité*

La logique de défense nationale, fondée sur la dissuasion nucléaire et les forces classiques, doit faire toute sa place à une stratégie de la sécurité. Mais il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre, et sous prétexte de sécurité, abandonner toute notion de défense. En particulier, la dissuasion nucléaire doit continuer d'empêcher la Guerre. C'est dire toute l'importance de la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, dont le maintien du caractère purement dissuasif doit garantir de toute agression le territoire des puissances concernées.

Un noyau de forces classiques doit aussi être préservé pour maintenir certains savoir-faire et les capacités fondamentales des armées.

Mais des moyens nouveaux doivent être mis en place en priorité, car ils sont seuls capables d'intervenir dans les crises pour en maîtriser les excès et empêcher leur contagion.

Il s'agit en premier lieu de moyens de ren-

seignement et d'alerte, pour lesquels nous n'avons eu que trop peu de considération, confiants dans l'intuition des chefs et dans le courage des soldats ; l'une et l'autre ont leurs limites. Si nous parvenons à savoir — et peut-être à comprendre — à temps ce qui se passe dans notre environnement géostratégique, le chemin vers la sécurité sera plus aisé.

Dans un type d'affrontements où tout est permis, nous devons en second lieu multiplier les « forces spéciales ». Des hommes entraînés à des techniques spécifiques, disposant d'équipements particuliers, peuvent mettre en échec des forces importantes, ruiner des plans d'agression ; l'armée israélienne à cet égard montre périodiquement ses talents.

Enfin, en troisième lieu, le développement des armes dites intelligentes, moyens capables d'anéantir à distance, de neutraliser les centres nerveux, de créer la surprise, bref, de prendre un adversaire à son propre jeu.

L'analyse de la situation mondiale démontre que toutes les crises naissent des faiblesses des sociétés à organiser leur développement. Pour maîtriser la violence et canaliser l'énergie des hommes pour le progrès et vers la paix, la stratégie doit sans relâche utiliser ses forces nouvelles — armes de prévention pour la plupart — contre les faiblesses multiples des fauteurs de troubles. La stratégie de l'affrontement — forces contre forces — nous a conduit au XX<sup>e</sup> siècle à deux guerres mondiales et au bord de l'apocalypse. Nous pouvons essayer de mieux maîtriser la violence des hommes au XXI<sup>e</sup> siècle. On peut aussi l'appeler la « Contre-guerre ».

*Eric de La Maisonneuve*<sup>1</sup>

---

1. Directeur, Fondation pour les Etudes de Défense.

La mémoire  
n'est pas une copie  
conforme  
des événements  
vécus.  
C'est une  
incessante  
reconstruction,  
subtil mélange  
de réel  
et d'imaginaire.



**SCIENTES  
HUMAINES**  
**Le magazine  
des sciences de l'homme**  
**11 numéros par an + 4 hors-série thématiques**

en kiosque, en librairie et sur commande au 86 72 07 00  
38, rue Rantheaume - BP 256, 89004 Auxerre Cedex

# Actualités prospectives

## Idées et faits porteurs d'avenir

### Gestion de l'eau en Asie

Un récent rapport de la Banque Asiatique de Développement portant sur la distribution d'eau dans 25 pays d'Asie révèle qu'un tiers des ressources sont perdues dans les métropoles asiatiques.

Ces pertes sont imputables aux fuites et aux prélèvements illicites. Elles atteignent 58 % de la production à Manille, 57 % à Djakarta et 53 % à Hanoi. Selon les auteurs du rapport, il est maintenant nécessaire de mettre en œuvre une gestion rigoureuse de la distribution qui passe notamment par la généralisation des compteurs. Il est aussi nécessaire de parvenir à un fonctionnement des réseaux 24 h sur 24 de façon à réduire les risques de contamination. Ce rapport révèle aussi des écarts saisissants : Hong Kong dispose de 1,9 million de points de distribution, tandis que Manille, qui couvre une surface de 1 488 km<sup>2</sup>, n'en a que 665 000.

---

### Chômage : disparités régionales

En 1993, le chômage a augmenté presque partout dans l'Europe des Douze, mais, comme les années précédentes, il a frappé beaucoup plus certaines régions que d'autres. En avril 1993, on comptait en Andalousie une proportion de chômeurs record — 30,8 % — qui représentait près de 13 fois le taux le plus bas de

la communauté, celui du Luxembourg, 2,4 %. C'est ce qu'indique le panorama régional du chômage publié fin avril par Eurostat.

Certes, l'écart entre la région la moins touchée et la plus mal lotie a diminué : le chômage de l'Andalousie atteignait 15 fois celui du Luxembourg en avril 1992 et plus de 16 fois et demie un an plus tôt. Mais la cause du phénomène n'a rien de positif : le chômage a augmenté plus vite, en proportion, au Luxembourg qu'en Andalousie.

Dans l'ensemble, c'est dans le Sud de l'Espagne et de l'Italie et au Pays basque espagnol que l'on constate les taux de chômage les plus élevés — plus de 20 %. On note les taux les plus faibles au Sud de l'Allemagne, au Nord de l'Italie, au Portugal — Alentejo et Lisbonne exceptés — et bien sûr au Luxembourg.

A l'intérieur de certains « grands » pays de la Communauté, les écarts entre régions apparaissent spectaculaires. En Italie, le chômage est sept fois plus élevé en Sicile que dans le Trentin-Haut Adige près de la frontière autrichienne. En Allemagne, on compte en proportion quatre fois plus de chômeurs dans le Mecklembourg-Poméranie antérieure, au nord de l'ex-RDA, qu'en Haute-Bavière — la région de Munich. En Espagne, le taux de chômage de l'Andalousie représente deux fois et demie celui de la Navarre, au Nord.

Dans la plupart des régions, les femmes sont plus affectées par le chômage que les hommes. C'est surtout le cas au Bénélux, en Espagne et en Italie. En revanche, dans les Länder allemands de Brême et Hambourg et dans toutes les régions du Royaume-Uni, le chômage des hommes dépasse celui des femmes. Quant aux jeunes de moins de 25 ans, ils sont surtout victimes du chômage dans le Hainaut belge, en Ligurie et dans le Sud de l'Italie, et dans les deux tiers des régions espagnoles où plus de 30 % d'entre eux restent sans emploi.

---

### **La Turquie, pays de tous les défis**

Le 26 avril, l'association Alerte aux Réalités Internationales accueillait Pierre-André Carpentier, Président Directeur Général de la Banque du Bosphore. Celui-ci présenta la Turquie sous cinq aspects différents, complémentaires et fort instructifs : la population immigrée turque, les résultats des élections locales du 27 mars 1994 (voir *Vigie Info* n° 9), l'évolution économique, les relations CE-Turquie et les options géostratégiques.

#### *La population immigrée turque*

Sous l'angle de l'immigration, quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : la population immigrée turque en Europe est de 4 millions d'individus, dont 1,9 million en Allemagne, 200 000 aux Pays-Bas (soit 38 % de la population immigrée de ce pays) et 25 000 en France, où elle représente, en volume, la troisième population immigrée non-européenne.

Les études réalisées sur cette population en France montrent que la tendance est à l'abandon progressif du retour au pays. 40 % des hommes sont actuellement au chômage, les actifs s'installant souvent

comme artisans ou entrepreneurs. Les femmes ne travaillent généralement pas et, venant des provinces les plus reculées de Turquie, ont beaucoup de mal à s'adapter à la fois à la langue et aux coutumes.

#### *Les élections locales du 27 mars*

Ces élections ont eu un retentissement particulier car le parti islamiste (RP) a conquis la mairie de 22 chefs-lieux<sup>1</sup> sur les 76 que compte le pays, dont Istanbul qui est la première ville d'Europe en nombre d'habitants (10 millions) et Ankara, la capitale.

Bien que ce résultat soit inquiétant, P.A. Carpentier affirme qu'il n'y a pas lieu de dramatiser dans la mesure où la constitution turque de 1982 a prévu un certain nombre de gardes-fous tels que l'article 1 qui instaure la république, l'article 2 qui garantit la laïcité de l'Etat et enfin l'article 4 qui rend inconstitutionnel tout amendement aux articles 1 et 2. Parallèlement, les syndicats et les associations ne peuvent être politiques et l'armée a un rôle explicite de gardienne des institutions et de l'intégrité nationale.

Comment expliquer une telle progression islamiste dans cet Etat laïc depuis 1928 ? Plusieurs facteurs peuvent être invoqués : le système électoral à un tour et l'émiettement des partis politiques qui favorisent le clientélisme ; la conjoncture économique, marquée par la montée du chômage et une inflation galopante ; la conjoncture politique (le parti kurde a retiré ses candidats des élections, d'où un report important de voix sur le parti islamique) ; l'impossible gestion des mégapoles (jamais un maire n'a été réélu à

---

1. Il n'en avait que 4 aux dernières élections locales.

Istanbul); une campagne électorale de fond du RP (parti de la prospérité), soutenue par l'action souterraine de pays islamistes tels que l'Arabie Saoudite.

Les deux scénarios qui se dégagent ne seraient pas véritablement alarmants : soit le RP réussit à gérer correctement ces grandes villes et, pour ce faire, il devra assouplir ses positions et, dans ce cas, il ne représentera plus un danger ; soit le RP échoue, auquel cas il sera éliminé lors des prochaines élections.

Par contre, indique P.A. Carpentier, les enjeux deviendront autrement importants si le RP gagne des voix de manière significative lors des prochaines élections législatives (novembre 1996).

#### La croissance de l'économie turque

La Turquie est un pays qui avance à marche forcée. Elle est souvent citée pour être le 4<sup>e</sup> marché de Renault et produire (et consommer) plus de ciment que la France ou l'Espagne. Mais l'on sait moins que c'est la première bourse au monde par sa progression en dollars en 1993, que la libéralisation des changes a été menée en 5 ans alors qu'il en a fallu 40 à la France, que le taux de croissance économique est supérieur au taux de croissance démographique depuis une vingtaine d'années, que la fabrication des biens industriels (télévision, électroménagers, etc.) y est du même standard que dans les pays développés et enfin que ses entrepreneurs privés font preuve d'une grande vitalité conjuguée à la fois à une remarquable faculté d'adaptation et à l'assimilation totale des principes de management moderne.

En 12 ans, un essor important est donc intervenu. Mais il a généré des défis particulièrement difficiles à relever, tels que ceux liés aux disparités inter-régionales, à la course à la productivité imposée par

l'ouverture des frontières (l'union douanière avec la CE est prévue pour janvier 1995), à la surchauffe de l'économie (déficit budgétaire, etc.).

D'où les problèmes actuels dont la presse s'est largement fait écho : dévaluation, diminution des liquidités bancaires, frilosité d'un marché financier volatile...

Au lendemain des élections locales, l'actuel Premier Ministre, M<sup>me</sup> Tansu Çiller, a dû prendre une série de mesures impopulaires mais nécessaires (privatisation des entreprises publiques viables et fermeture des plus déficitaires, mesures fiscales, réajustement des prix), sous contrôle du FMI (qui accordera à la Turquie un prêt de 600 millions de dollars/an pendant 5 ans, si l'économie turque se redresse).

L'avenir dira, d'une part, si elles sont suffisantes et, d'autre part, si le prix à payer pour cette nouvelle adaptation ne se traduira pas par une faillite sociale.

#### Les relations Turquie-CE

La « redécouverte » par les fonctionnaires de Bruxelles d'une clause du Traité d'association de la Turquie à la CE (1962), quelque peu oubliée depuis lors, prévoyant une union douanière entre les parties 33 ans après la conclusion du Traité, est à l'origine du véritable affolement qui s'est emparé des milieux diplomatiques, politiques puis économiques, des deux signataires, ces deux dernières années — l'industrie turque est en effet protégée par des droits de douane élevés —. Cette clause stipule la mise en œuvre non seulement d'une union douanière entre la Turquie et la Communauté, mais aussi d'une coopération extrêmement large, fondée notamment sur l'harmonisation de la législation

turque vis-à-vis de la politique communautaire (par exemple : vis-à-vis des pays tiers à la CE, en matière de réglementation, normes, ...).

L'exécution de cette clause est particulièrement importante pour la Turquie, parce que la disparition des droits de douane correspond, pour elle, à une perte annuelle de 3 milliards de dollars. Importante, elle l'est aussi pour la Communauté parce que ce sera le premier cas d'une association aussi étroite (sans que le pays soit membre de la CE) et que, s'il réussit, il préjugera de l'avenir de la structure européenne<sup>2</sup>, tant en termes de dispositif réglementaire et de modalités d'adhésion que vis-à-vis d'autres pays candidats.

#### *Les options géostratégiques*

Membre de l'OTAN (1952), du FMI (1949), de l'OCDE (1948), de la Conférence des Pays Islamiques, observateur de l'UEO, leader de la Zone de Coopération Economique de la Mer Noire (1992), la Turquie est fortement impliquée, depuis la fin de la dernière guerre, dans le paysage géopolitique mondial. Mais elle est aujourd'hui tiraillée par toutes les évolutions qui la bousculent depuis cinq ans et hésite entre quatre options distinctes :

— un leadership moyen-oriental : feu le président Özal souhaitait que la Turquie devienne « l'atelier et le jardin du Moyen-Orient » ; d'ores et déjà, la maîtrise des sources de l'Euphrate et du Tigre est un enjeu majeur que la Turquie ne peut pas se permettre d'exploiter au détriment de ses voisins ; les conflits avec l'Irak et la Syrie sur la question de l'eau suite à la construction du barrage Atatürk montrent toute l'acuité du problème ;

— la tentation panturquiste, contraire aux principes kémalistes, mais sollicitée par la désagrégation de l'Union soviétique ; la rivalité d'influence entre l'Iran et la Turquie dans les républiques touraniennes (Asie centrale) révèle l'écho qui existe encore du vieux rêve de reprendre la « route de la soie » ;

— l'intégration européenne est sans aucun doute l'option qui a toutes les faveurs des élites et du peuple turc ; mais les obstacles sont nombreux : question des droits de l'homme en Turquie, nouvelle pondération nordiste au sein de la CE, obstruction de la Grèce, etc. ;

— enfin, l'option du repli sur soi est une éventualité non négligeable, bien qu'elle semble aujourd'hui peu probable.

La Turquie pourrait être qualifiée de « pays de tous les défis » : défi économique (résorption des déséquilibres), défi social (chômage, exode rural, disparités régionales...), défi politico-religieux (le fondamentalisme), défi ethnique (le problème kurde), défi diplomatique (Caucase, Mer Noire...), défi éthique enfin (quelle identité garder entre le matérialisme occidental et la spiritualité orientale ?).

Sa capacité à les relever sera la clé d'une transformation réussie.

*Fabienne Goux-Baudiment*

---

#### **Le projet d'écotaxe**

L'idée d'instaurer une taxe sur l'énergie et le CO<sup>2</sup> (gaz carbonique), qui avait été proposée par la Commission européenne en mai 1992, pourrait bien revenir à la une sous la présidence allemande au Conseil des ministres de l'Union européenne. Le ministre allemand de l'environnement, Klaus Töpfer, qui présidera les réunions du Conseil environnement

---

2. A une ou plusieurs vitesses notamment.

jusqu'à la fin de l'année, a en effet indiqué que son pays était déterminé à faire progresser ce dossier controversé.

En 1992, la Commission avait tiré la sonnette d'alarme : si rien n'est fait, avait-elle dit, les émissions de CO<sup>2</sup> vont augmenter de 12 % d'ici à l'an 2000. Principales responsables, les centrales thermiques. Ce sont elles qui rejettent le plus de CO<sup>2</sup> dans l'air, mais les industries sidérurgiques, chimiques, du verre et du papier utilisent également beaucoup de pétrole, ce qui provoque d'importants rejets de CO<sup>2</sup>. L'objectif de la taxe est d'inciter l'industrie à utiliser moins d'énergie et des énergies moins polluantes. Selon la Commission, la taxe permettrait de réduire les émissions de CO<sup>2</sup> de 3 à 5 % d'ici à l'an 2000.

M. Töpfer a également indiqué que son pays était favorable à l'instauration d'une taxe européenne sur les voitures à forte consommation de carburant. Enfin, il suggère d'ouvrir un « centre technologique » en Allemagne de l'Est pour aider les pays d'Europe de l'Est à mettre en place des mesures en faveur de l'environnement et un centre similaire pourrait être ouvert en Méditerranée pour l'Afrique.

Outre la fameuse taxe CO<sup>2</sup>, deux nouvelles propositions de la Commission visant à protéger la qualité de l'eau et de l'air sont sur la table.

Actuellement, les Etats membres sont déjà tenus de respecter des normes européennes en matière de pollution atmosphérique. Mais la Commission a constaté que la manière dont les taux de pollution sont calculés et surveillés diffèrent fortement d'un pays à l'autre et que les mesures prises dans certains Etats membres pour ne pas dépasser les seuils limites prennent plus de temps que dans d'autres. La nouvelle proposition sur la protection de l'air ambiant harmoniserait

les systèmes nationaux de mesure et de surveillance des taux de pollution et fixerait des seuils limites de pollution à atteindre en 10 à 15 ans, pour chaque substance nocive. La Commission propose en outre d'étendre la liste des substances à surveiller à toute une série de polluants — comme le benzène, le nickel, le cadmium ou l'arsenic — qui n'étaient pas couverts jusqu'à présent.

Source : Eurofocus. Sur l'écotaxe, voir le numéro spécial de *Futuribles*. — « Politiques énergétiques et développement durable ». — n° 189, juillet-août 1994.

---

### Vers des voitures plus propres

Les nouveaux modèles de voitures qui sortiront des usines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996 seront plus « propres » que les modèles actuels, puisqu'ils devront respecter des normes de pollution plus sévères, imposées par une « loi européenne » adoptée fin mars par le Conseil de l'Union. Ces normes fixent les quantités maximales de substances nocives que peuvent contenir les gaz d'échappement, avec des règles spécifiques pour les moteurs à essence d'une part et pour les moteurs Diesel de l'autre. Elles s'appliqueront à toutes les voitures neuves à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

La nouvelle « loi » fera diminuer la pollution dégagée par les voitures d'environ 50 % par rapport aux quantités actuelles ; elle placera les normes européennes au niveau des normes fédérales américaines, qui se situent parmi les plus exigeantes du monde.

Cette « loi européenne » fixe également les règles du jeu pour les Etats membres qui veulent inciter les automobilistes, par des réductions de taxes, à acheter des voitures répondant aux nouvelles normes avant même qu'elles ne deviennent obligatoires.

Mais l'Union européenne ne veut pas s'arrêter en si bon chemin. La nouvelle « loi » fournit même des orientations quant à la manière de faire baisser encore plus la pollution des gaz d'échappement à partir de l'an 2000. Ainsi, les Douze et le Parlement européen envisagent non seulement de nouveaux progrès dans la conception des moteurs, mais aussi une modification de la composition des carburants, ainsi qu'une amélioration de l'inspection et de l'entretien des voitures. Les associations européennes de constructeurs automobiles et de compagnies pétrolières ont déjà lancé un programme de recherche dans cette perspective, en liaison avec la Commission européenne.

Pour que toutes les industries concernées aient le temps de se préparer aux prochains changements, la Commission européenne devrait présenter avant la fin de l'année ses propositions pour l'an 2000.

---

### **VIH et sida : ampleur et impacts**

Le nombre cumulé de personnes infectées par le VIH dans le monde avoisine aujourd'hui 15 millions, dont plus de 12,5 millions dans les pays en développement : 9 millions en Afrique subsaharienne, 1,5 million en Amérique latine et 2 millions en Asie.

La plupart des personnes infectées par ce virus vivent en zone urbaine et 70 % ont entre 20 et 40 ans, période normalement

la plus productive chez l'individu. Ce virus touche également un million d'enfants. Aux Etats-Unis, le sida est aujourd'hui la première cause de décès chez les hommes âgés de 25 à 44 ans et la quatrième chez les femmes de la même classe d'âge. Les estimations basses chiffrent à 240 milliards de dollars les coûts directs et indirects cumulés du VIH et du sida pendant les années 80. Bien qu'impossible à évaluer, le coût social et psychologique supporté par les individus, les familles, les communautés et les pays est lui aussi immense.

Les prévisions sont là aussi alarmantes. D'ici à l'an 2000, le VIH devrait toucher entre 30 et 40 millions de personnes, dont 13 millions de femmes. A cette date, plus de neuf millions d'enfants africains seront devenus orphelins par suite de cette épidémie.

La répartition géographique du VIH et du sida évolue. Au milieu des années 80, le centre de gravité de l'épidémie se trouvait en Amérique du Nord et en Afrique, mais en l'an 2000, la plupart des nouveaux cas apparaîtront en Asie. La Thaïlande compterait aujourd'hui 500 000 cas d'infection par le VIH et l'Inde plus d'un million.

En l'an 2000, le coût global (direct et indirect) du VIH et du sida pourrait atteindre 500 milliards de dollars par an, soit plus de 2 % du PIB mondial.

*Source : PNUD, « Rapport mondial sur le développement humain 1994 ».*

---

# *Analyses critiques*

---

« Science et culture en Europe ». — *Revue Alliage*, numéro spécial, été-automne 1993.

---

Ce document a pu être réalisé avec le soutien de la DGXII de la Commission des Communautés européennes. Il vient à son heure et mérite une analyse dans une revue de prospective, à plus d'un titre. Les caractéristiques culturelles d'une société et leur évolution sont reconnues comme éléments essentiels à ne pas négliger quand on tente d'esquisser des scénarios du futur.

Et parmi ces caractéristiques culturelles, la place de la science dans la société — la compréhension de ses méthodes et de ses résultats, mais aussi l'attitude plus ou moins consciente du public vis-à-vis des « valeurs scientifiques » — semble déterminante, non seulement par les choix technologiques qu'elle oriente, mais également par les cloisonnements sociaux qu'elle peut induire pour l'évolution de notre société.

Dans une civilisation largement façonnée par la connaissance scientifique et les techniques dont elle permet le développement, le risque de schizophrénie sociale — l'apparition de cultures incompatibles — ne peut plus être négligé.

Quant à l'Europe, s'il est de bon ton de mettre en lumière tout ce qui peut faire croire à son unité, il est certain que les différences que certaines études révèlent doivent être prises en compte par ceux qui ont la charge de préparer son état futur : le « risque technocratique » surgit le plus souvent de la méconnaissance des éléments culturels.

Jean-Marc Lévy-Leblond, directeur de la publication d'*Alliage*, a rassemblé une cinquantaine d'articles d'une prodigieuse diversité due à l'origine géographique ou professionnelle des auteurs mais aussi à la riche complexité du thème abordé.

Qu'est-ce que la culture ? Et la culture scientifique ? Quelles spécificités caractérisent les divers pays européens ?

L'ouvrage, qui ne veut pas être une synthèse dogmatique mais établir un panorama des problèmes auxquels nous sommes confrontés sans toujours le savoir, s'intéresse à la diversité spatiale et temporelle de leurs aspects. Certains articles sont plus « pédagogiques », d'autres, à base d'humour ou de fiction, préfèrent suggérer plutôt qu'informer, d'autres établissent des contrepoints avec ce qui se passe aux Etats-Unis, en Russie post-soviétique, avec même une réflexion sur les relations entre la Chine, le Monde arabe et les idées européennes et une évocation assez dramatique des problèmes du « Tertius Mundus ». Mais aucun de ces chapitres ne laisse indifférent car ils révèlent — même quand ce n'est pas dans l'intention des auteurs — une montée des périls à laquelle il faut prendre garde : risque d'une écologie irresponsable, mais aussi risques planétaires réels, nécessité d'une éthique devant les progrès des sciences de la vie, risques d'incompréhension entre milieux de culture différemment tronquées, etc.

En regard, nous trouvons des informations très précieuses sur des initiatives aussi différentes que les « boutiques de science » des universités hollandaises, que la politique du CERN dans ses relations avec le public, ou l'évolution des musées (ce mot ne convenant guère) scientifiques.

Il est difficile de quitter ce livre, la raison profonde de la fascination qu'il exerce étant probablement qu'il décrit certes une problématique à laquelle nous devrions tous être intéressés, mais surtout qu'il montre sa vie intérieure, son évolution, les points probables de mutation brusque. Cette problématique variable dans le temps et l'espace impose la réflexion prospective et l'on ne peut échapper à la question de savoir quel homme il faut former pour qu'il puisse maîtriser au moins en partie son destin.

Il était exclu de résumer, ni de citer les auteurs d'une cinquantaine d'articles répartis sur 320 pages. Laissons à J.M. Lévy-Leblond qui a orchestré ce travail, écrit l'introduction et la conclusion et rassemblé judicieusement avec son collègue B. Maitté des témoignages issus de tous milieux, le soin de transmettre aux auteurs l'expression de la gratitude des prospectivistes pour leur participation à un document dans lequel le présent renvoie constamment au futur.

*Pierre Piganiol*

---

**LEBERGOTT, Stanley.** — *Pursuing Happiness. American Consumers in the Twentieth Century.* — Princeton : Princeton University Press, 1993.

---

Récemment, dans la plupart des pays développés, la consommation des ménages a connu un ralentissement particulièrement marqué et de profonds changements qualitatifs (recherche des produits à bas prix, etc.). L'analyse de

la consommation est donc revenue au premier plan des débats, notamment afin de déterminer ses évolutions futures et leurs conséquences pour le système économique et social. Dans cette optique, l'ouvrage *Pursuing Happiness* de Stanley Lebergott se révèle une contribution intéressante à la réflexion, car il étudie les évolutions de la consommation des ménages aux Etats-Unis depuis 1900. Pour l'auteur, la consommation a connu durant cette période des transformations très importantes et souvent mal anticipées et qui ont été dues à un ensemble de facteurs (croissance très importante de la productivité, travail salarié des femmes, etc.).

Tout d'abord, entre 1900 et 1990, le niveau de vie moyen a augmenté : exprimée en dollars valeur 1987, la consommation par tête est passée de 3 266 à 13 051 dollars, c'est-à-dire qu'elle a été multipliée par 4. Cette augmentation s'est surtout produite à partir des années 30. La forte augmentation de la consommation par tête s'est accompagnée d'une modification importante du poids relatif des différents postes du budget (tableau). En se fondant sur l'évolution de leur pourcentage dans le budget, il est possible de distinguer plusieurs types de dépenses. Le poste nourriture, qui est en chute relative puisque le pourcentage des dépenses qui lui sont consacrées est passé de 43 % en 1900 à 17 % en 1990. Cette chute en valeur relative s'est surtout produite entre 1900 et 1930 et entre 1960 et 1990. Les dépenses, dont le poids est stagnant, sont celles consacrées à l'habillement et celles consacrées aux services rendus aux particuliers. Concernant les dépenses dont le poids relatif augmente, il est possible de distinguer celles qui augmentent fortement et celles qui explosent. Le premier groupe comprend les dépenses consacrées au

Postes budgétaires de la consommation (pourcentages et indices)								
Année	Total milliers de \$ (valeur 1987)	Alimentation	Habillement	Logement et dépenses liées au logement	Santé et soins personnels	Transport et voyages	Services financiers et Divers	Culture Education Religion
En pourcentage								
1900	3 266	43	8	22	6	5	8	8
1930	4 227	29	9	24	9	9	12	8
1960	6 698	28	7	27	11	12	7	8
1990	13 051	17	7	27	17	12	8	12
En indice								
1900	100	100	100	100	100	100	100	100
1930	106	87	146	141	194	233	194	129
1960	205	134	179	252	376	492	179	205
1990	400	157	350	490	1 132	959	400	600

NB : chiffres calculés par C. du Granrut sur la base des chiffres cités dans le livre de S. Lebergott.

logement et celles consacrées à la culture et à l'éducation. A cet égard, ce sont surtout les dépenses consacrées à l'achat de logement et à la culture (services de loisirs, équipement audio et vidéo, etc.) qui ont connu une forte croissance. Le confort du logement s'est beaucoup amélioré puisque par exemple 90 % des logements possèdent en 1989 des toilettes avec une chasse d'eau contre 15 % en 1900. Concernant les biens durables les plus importants (réfrigérateur, télévision, radio et machine à laver le linge), les taux de possession dépassent les 75 % pour atteindre des taux de saturation alors qu'ils n'existaient pas en 1900. Le deuxième groupe comprend les dépenses de santé et les dépenses de transport. En ce qui concerne les dépenses de santé, ce sont surtout les dépenses d'hospitalisation et de médicaments qui ont augmenté. Concernant les dépenses de transport, ce sont surtout les dépenses consacrées à l'automobile qui ont augmenté notamment puisque le pourcentage de familles américaines possédant ce bien est passé de 0 % en 1900 à 84 % en 1989.

Selon Stanley Lebergott, la profonde transformation de la consommation aux Etats-Unis s'inscrit dans un bouleversement des modes de vie, qui est dû à un ensemble de facteurs économiques et sociologiques.

Tout d'abord, l'augmentation du niveau de vie a été essentiellement due à une forte croissance de la productivité puisque, d'après les estimations de l'auteur, une heure de travail en 1990 permettait d'acheter environ six fois plus de biens et de services qu'en 1900. Pour l'auteur, puisque la vie humaine a une durée limitée, le consommateur, en dehors de la satisfaction des besoins de base, cherche à allonger le temps disponible. Ainsi, l'homme cherche à prolonger sa durée de vie (consommation de santé), le temps durant lequel il peut avoir des activités (éclairage, chauffage, etc.) ou réduire les temps morts ou improductifs (dépenses de transport, mécanisation des tâches quotidiennes, etc.).

Simultanément, la société américaine est marquée par des évolutions de long terme notamment l'urbanisation croissante et le développement du travail salarié féminin. Ainsi, l'activité de la femme se déplace du foyer vers le marché. Dans cette optique, la mécanisation des tâches domestiques et l'augmentation de substituts à l'autoproduction, notamment en ce qui concerne la préparation de la nourriture, ont été à la fois des facteurs explicatifs et des conséquences de l'arrivée des femmes sur le marché du travail.

Selon Stanley Lebergott, les consommateurs, qui ont des besoins illimités, sont néanmoins extrêmement sélectifs. L'étude rétrospective des textes concernant la consommation montre que la notion de niveau de consommation minimale est extrêmement relative et évolue selon les époques et les auteurs. Aussi, l'annonce de la fin de la société de consommation, qui s'apparente plus à un discours moraliste qu'à un discours économique, a toujours été démentie. Par ailleurs, il apparaît abusif de considérer que les consommateurs effectuent des choix sans discernement et qu'ils peuvent être facile-

ment influencés. Par exemple, sur 30 000 produits d'épicerie introduits dans les magasins après 1960, 25 000 ont disparu en 1980 tandis qu'environ 86 % des produits lancés entre 1980 et 1990 ont disparu en 1990.

Néanmoins, il est regrettable que Stanley Lebergott n'ait pas étudié le rôle de la modification des prix relatifs dans l'évolution de la consommation. Ainsi, l'augmentation du poids relatif de certains services dans le poste des budgets de consommation s'explique en partie par l'accroissement du prix relatif des services par rapport au prix des produits industriels.

En conclusion, l'analyse de l'évolution de la consommation aux Etats-Unis montre la profondeur des changements qui s'étalent néanmoins sur un siècle. Ces changements, qui s'inscrivent dans une transformation générale des modes de vie, doivent être expliqués par un ensemble de facteurs économiques, sociaux et culturels. Cependant, plus que les besoins, ce sont surtout les façons de les satisfaire qui se sont modifiées.

Charles du Granrut

---

**TOFFLER, Alvin et Heidi.** — *Guerre et contre-guerre. Survivre à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.* — Paris : ed. Fayard, 1994, 431 p.

---

Avec une régularité du métronome, Alvin et Heidi Toffler publient un livre-événement. Sur la pile de thèmes prospectifs où figuraient déjà *Le Choc du futur*, *La troisième vague*, *Les nouveaux pouvoirs* vient de s'ajouter *Guerre et contre-guerre*. Il vise, selon ses auteurs, à traiter du « bouleversement le plus spectaculaire depuis la révolution française » à savoir l'introduction des techniques de l'information dans « l'art » de la guerre.

La guerre, affirment les auteurs, a, jusqu'à une période récente, toujours été un moteur de l'économie. Pour Alvin et Heidi Toffler, le livre sur la guerre découle logiquement de son prédécesseur sur « la troisième vague ». La première vague, ce fut la civilisation agraire. On faisait la guerre pour le roi et la défense de la terre. Cette forme de civilisation existe encore dans de nombreux pays ou régions agricoles. Vint ensuite la deuxième vague de l'industrialisation, avec ses immenses usines, ses moyens colossaux de production de masse. En toute logique, on en vint des guerres locales et spécialisées à des guerres mondiales. A la production de masse la guerre répliqua par la destruction de masse. La première guerre inspirée de la deuxième vague fut celle de la révolution française qui, en décidant de recourir à la conscription et en engageant les citoyens à « forger les socs de charrue pour en faire des épées » bouleversa l'art de la guerre et permit, quelques années plus tard, la domination totale de l'Europe par Napoléon.

Arrive enfin la troisième vague, celle de l'information. Elle change radicalement les données du problème. Dans la société de la troisième vague, la société se démassifie. Les familles, les usines, les produits, les sociétés se morcellent à l'infini. Mauvaise nouvelle pour les pays du Sud. En s'appuyant sur les technologies de l'information, ceux du Nord vont produire mieux, plus vite et moins cher que les pays à main-d'œuvre bon marché.

La guerre, tout naturellement, va s'inspirer de cette révolution. La première guerre de type « troisième vague » sera la Guerre du Golfe. Elle oppose, pour Alvin et Heidi Toffler, une armée de deuxième vague, celle de Sadam Hussein, basée sur la force brutale et les gros bataillons à une armée mixte, de deuxième et troisième vague. Mais c'est cette dernière qui va décider, en quelques jours, du sort de la bataille. Sur 500 000 soldats alliés dans le Golfe, 2 000 seulement vont véritablement s'engager dans le conflit et emporter la victoire. Ce sont les soldats de l'information. Les avions hélicoptères qui annihilent le système de communication de l'ennemi, les avions furtifs qui totalisent 2 % des sorties mais touchent 40 % des cibles stratégiques. Dans cette guerre, les soldats du logiciels (d'ailleurs civils pour la plupart) ont mis sur pied les moyens de communication les plus sophistiqués. Le monde entier assiste, pratiquement en direct, sur ses écrans de télévision, aux lancers de bombes aux lasers qui frappent l'ennemi, rendu sourd et aveugle, au cœur de son dispositif. Les services d'information — et de désinformation — des deux armées se livrent la bataille par médias interposés, à grands coups de bluffs soigneusement pesés. Normal, estiment Alvin et Heidi Toffler. Désormais, on fera la guerre comme on crée des richesses.

En 1993, l'armée américaine, guérie du syndrome vietnamien grâce à la Guerre du Golfe, achète 300 000 ordinateurs personnels (PC). Elle a compris que la valeur d'une armée ne réside plus dans le nombre de fusils ou de canons, qu'on peut compter, mais dans celui des cerveaux, plus difficile à cerner.

Elle passe aussi commandes de matériaux nouveaux qui vont révolutionner la guerre et l'entraînement : tenues caméléon (qui changent de couleur selon le terrain) machines de traduction vocable automatiques, caméras vidéo électroniques, matériel holographique tridimensionnel pour l'entraînement... Voilà pour la terre ferme. Pour ce qui concerne l'espace, là encore, l'armée de troisième vague donne une « quatrième dimension » aux engagements grâce aux satellites. Peu importe qu'ils soient militaires ou civils, toute information est bonne à prendre pourvu qu'elle soit correctement traitée. L'objectif final, ce sera les deux espaces lunaires, L4 et L5 qui permettent de viser la Terre dans les meilleures conditions. Et les stratèges de résumer leur pensée : « qui domine L4 et L5 commande le système Terre-Lune, qui commande la Lune commande le système circumterrestre, qui commande le système circumterrestre commande le Monde ».

« Guerre du savoir », la Guerre du Golfe a en outre créé un précédent qui pèsera lourd sur les conflits à venir : désormais, les opinions accepteront difficilement des engagements avec beaucoup de pertes de leur côté. D'où le recours de plus en plus poussé aux robots. Les soldats ne seront plus des fantassins « chairs à canon » mais des « exomen », sorte de sur-hommes équipés des matériels les plus sophistiqués et mobilisant leur intelligence et non leur force.

L'armée américaine (et quelques autres) orientent leurs recherches vers des offensives non létales. Ondes et liquides paralysants seront projetés vers les adversaires pendant que les mines « de rêve » ne tueront pas à l'aveuglette mais viseront le char qui s'approche, après l'avoir reconnu tandis que des avions sans pilote iront collecter des informations chez l'ennemi ou bombarder des objectifs.

L'université militaire de Fort McNair, aux Etats-Unis, a créé le premier cours de guerre de l'information. Là encore, la Guerre du Golfe a montré la voie. La guerre de l'information se déroule en six chapitres, achevés : raconter les atrocités commises par l'adversaire, le diaboliser tout en se fixant à soi-même des objectifs nobles, gonfler hyperboliquement les enjeux de la bataille, décréter que « qui n'est pas avec nous est contre nous », invoquer des sanctions divines (pour l'Iran, les USA sont le grand satan tandis que Bush répète : « God bless America ») et enfin discréditer la propagande de l'autre en laissant entendre que ses troupes et ses alliés sont tenus à l'écart de la vraie information.

Les « guerriers du savoir » sont aussi fragiles qu'ils sont puissants. Car d'une part les militaires n'ont plus seuls voix au chapitre. Les civils aussi, participent à la guerre future, par de multiples voies. Désormais, les puces qui équipent les missiles sont les mêmes que celles de votre micro-ordinateur. Simplement, elles sont organisées autrement. Les réseaux câblés peuvent servir à guider des missiles... Autrement dit, tout le monde, même les nations ou groupes pauvres ont accès aux objets s'ils disposent du savoir. D'autre part, la guerre du pauvre est possible. Durant la Guerre du Golfe, l'entourage de Warren Christopher qui informait les chefs d'Etat des objectifs de l'armée américaine a été piraté par un « pirate » équipé d'un simple ordinateur du commerce. Pire. Quelques personnes décidées peuvent pirater Wall Street, dont la protection laisse à désirer, et provoquer un désastre mondial. « Tout est prêt pour un Pearl Harbour électronique » affirme un spécialiste de la défense américaine. D'ores et déjà, des « pirates » parsèment les systèmes informatiques de virus destinés à tuer ou à blesser les systèmes.

Enfin, l'élément supplémentaire introduit lors de la Guerre du Golfe, c'est que « la télévision a pris le pouvoir ». Désormais, les chefs d'Etat sont informés, comme leurs concitoyens, des détails des opérations, en direct. La multiplication des chaînes (on parle de réseaux câblés avec 500, voire 1 000 pro-

grammes simultanés) rend impossible le contrôle d'une puissance d'autant plus redoutable pour les gouvernants qu'elle est douée d'ubiquité. Aux régiments de caméras professionnels s'ajoutent chaque jour des milliers de caméras amateurs qui dotent l'univers d'yeux multiples.

A cette complexité nouvelle s'en ajoutent d'autres. La puissance des Nations, regroupées dans l'ONU, est contrebalancée par les nouvelles puissances qui montent : les multinationales (35 000 recensées avec 150 000 filiales), les groupes religieux fanatiques, les chefs de guerre de régions en révolte sont autant de centres de pouvoir qui peuvent se procurer, aujourd'hui, les instruments de la puissance, qu'il s'agisse de l'information (les banques de données sont ouvertes à tout le monde, le système de guidage pour avions ou voitures peuvent servir pour des missiles...) ou d'engins nucléaires. La mission de l'agence internationale chargée de contrôler l'énergie atomique a échoué. Dans peu de temps, rien n'indique qu'un groupe fanatique ne pourra pas déposer un engin nucléaire dans le cœur d'une ville.

On imagine bien aujourd'hui quelques parades. Par exemple, mettre des puces « auto-destructrices » dans les avions vendus à une Nation donnée. Les puces « dorment », sauf si la Nation entre en guerre contre vous, dans ce cas, on les réveille et le pilote est éjecté en vol...

Reste que les guerres futures seront compliquées. La notion de Nation ou de frontière s'estompe. Les auteurs citent Riccardo Petrella : « les vrais décideurs du futur seront des sociétés transnationales alliées aux autorités municipales ou régionales ». La notion même de territoire est désormais floue. En 1950, 25 millions de gens franchissaient les frontières chaque année. A la fin des années 80, ils étaient 325 millions.

Dans ce monde mouvant, fluctuant, où les intérêts s'entrecroisent, où les conflits se localisent, l'armée de la 3<sup>e</sup> vague émerge. Pour maintenir quel ordre ? Les auteurs ne s'aventurent pas sur ce terrain. Ils situent simplement la complexité des phénomènes, l'accélération des évolutions.

*Bernard Ollivier*

---

**COMMISSION DU LIVRE BLANC** sous la direction de **Marceau Long**.  
— **Livre Blanc sur la Défense 1994**. — Paris : Ed. UGE, 1994, 320 p.

---

### *L'analyse de l'Amiral Pierre Lacoste*

Le Livre Blanc sur la défense qui a été publié par le Gouvernement français au mois de mars 1994 a été le préalable à la Loi de Programmation militaire qui fixe l'enveloppe des crédits de la Défense pour les six prochaines années.

Le Premier ministre avait annoncé sa mise en chantier dans la déclaration d'investiture de mars 1993. Constatant qu'il s'était écoulé plus de 21 ans depuis la parution du précédent Livre Blanc, il avait constitué une commission de personnalités et d'experts sous la direction du vice-président du Conseil d'Etat, M. Marceau Long. En donnant à cette commission un objectif précis et des directives très claires, assorties d'un calendrier d'échéances, il avait bien posé les règles d'un véritable travail de prospective.

Les quelques critiques de fond ou de détail qui sont faites à ce document ne doivent pas en effet occulter son principal mérite, celui d'avoir mis fin à des années d'incertitudes et de « pilotage de vue » dans la définition de la politique de défense et dans l'allocation des crédits militaires. Sur ces sujets d'importance vitale les gouvernements précédents s'étaient contentés de rédiger des « préambules » aux lois de programmation qu'ils soumettaient tous les cinq ans au Parlement. L'expérience a montré à quel point ces déclarations d'intentions ont été peu contraignantes : les reports et les annulations de crédits, les décisions inopinées comme celles du gel du système d'armes HADES ou de l'arrêt des expérimentations nucléaires, ne correspondaient plus guère au référentiel initial de 1972. Et, surtout, les bouleversements intervenus depuis l'ouverture du rideau de fer, la réunification de l'Allemagne, la dislocation de l'Union soviétique ou le conflit yougoslave, n'avaient pas été pris en compte dans un ensemble cohérent de réflexions et de décisions.

Le nouveau Livre Blanc correspond bien à un exercice de prospective : il examine d'abord le nouveau contexte stratégique mondial, trace les grandes lignes de la stratégie et des capacités militaires, définit les ressources humaines, industrielles et budgétaires, pour finir sur l'évocation des problèmes généraux de défense et de société. La démarche est logique, elle s'appuie sur un constat, formule des hypothèses, affirme des principes et propose des orientations générales.

Le constat de la situation géostratégique met en évidence la profonde évolution des risques et des menaces dans un monde qui n'est plus dominé par la confrontation bipolaire entre l'Est et l'Ouest. Les objectifs de la politique de défense de la France sont définis d'abord en fonction des intérêts de la communauté nationale, selon une conception globale qui se réfère aussi à la nécessaire construction européenne. Ces objectifs s'inscrivent dans plusieurs cadres de référence, la sécurité en Europe, l'Organisation des Nations Unies, les accords bilatéraux et le contrôle des armements. C'est une bonne façon de prendre en compte la multipolarité du monde actuel et la nouvelle complexité des problèmes contemporains. La référence préalable aux intérêts nationaux permet à mon sens de répondre aux objections de ceux qui reprochent à ce document une orientation excessivement pro-européenne ; c'est le garde-fou qui devrait éviter les dérives contraires à l'héritage gaullien en préservant les exigences inaliénables de la défense nationale.

La deuxième partie du document traite des stratégies et des capacités de l'appareil de défense. En raison des incertitudes propres à la période de transition qui fait suite à la rupture de l'ordre de Yalta, les rédacteurs ont choisi de retenir six scénarios ou hypothèses d'emploi des forces militaires, depuis un conflit régional qui ne met pas en cause les intérêts vitaux de la France, jusqu'à la résurgence d'une menace majeure en Europe. Ils en déduisent la définition des missions imparties aux forces armées françaises et des capacités requises pour leur accomplissement. La mission de dissuasion nucléaire perd son importance relative au profit des missions propres aux forces classiques, et l'accent est mis, à juste titre, sur l'importance de la sûreté dans un environnement particulièrement incertain. Parmi les critiques de fond des opposants à ce texte figure en bonne place le reproche de la « dérive expéditionnaire » : on insisterait trop sur la capacité de projection à grande distance au détriment des missions en Europe. C'est sans doute un mauvais procès dès lors qu'il s'agit surtout à mon sens de mettre l'accent sur la flexibilité opérationnelle et de réduire la part relative des forces nucléaires au profit des autres composantes des forces armées.

Je note que le rapprochement missions-capacités est bien conforme à une démarche prospective pragmatique puisqu'elle permet de confronter concrètement des intentions et des projets aux réalités des ressources et des possibilités actuelles et futures du pays.

La troisième partie du Livre Blanc fait le bilan des effectifs disponibles, des capacités industrielles et du potentiel budgétaire. C'est l'occasion de prendre parti sur la question du service national et de l'armée de métier en confirmant l'option d'un modèle « d'armée mixte », et en définissant les « formats » de chacune des armées de terre, de l'air, de mer et de la Gendarmerie. C'est aussi la confirmation des mesures de réorganisation engagées depuis plusieurs années en vue de rationaliser l'emploi des forces et de leurs soutiens et de renforcer les structures et les moyens du renseignement. C'est l'occasion enfin d'engager une véritable révolution dans les concepts de l'industrie de défense en recherchant un meilleur rapport coût-efficacité. Dans un contexte mondial où les dépenses pour les armements modernes et les exigences des technologies avancées sont de plus en plus contraignantes, il faut renoncer au « tout national » pour s'engager dans une politique de coopération européenne et même transatlantique. L'exercice est d'autant plus difficile que certains domaines, comme celui des armes nucléaires, ne sauraient être partagés. Et aussi parce que la concurrence américaine se fait plus vive alors que la volonté d'union politique fait toujours défaut à la plupart de nos alliés européens.

La dernière partie du document, intitulée « Défense et société », traite des rapports Armée-Nation, du service national, de la défense civile et économique et de l'opinion publique. Elle insiste à nouveau sur l'importance vitale du renseignement d'intérêt national pour renforcer la capacité de vigilance et

de réaction rapide face à des dangers qui demeurent pour une large part imprévisibles.

Les principales critiques de fond qui ont été faites au Livre Blanc de 1994 résultent du parti pris de compromis qui a présidé à sa rédaction, conséquence de la cohabitation d'un gouvernement de droite avec un Président de la République issu d'une majorité de gauche. Le point le plus spectaculaire est celui des expérimentations nucléaires où le désaccord est total.

En effet on peut constater que ce texte manque de souffle, qu'il n'est pas l'expression d'un grand dessein, d'une ardente obligation, d'une ferme vision politique à long terme. On n'y retrouve pas les accents gaulliens qui avaient justifié la création des forces nucléaires stratégiques en se fondant sur la pérennité de l'identité nationale.

Mais ces reproches ne tiennent pas vraiment compte des difficultés de la situation internationale et des paradoxes de la situation intérieure française. Les autres Livres Blancs européens, le britannique et l'allemand, sont encore moins explicites que le nôtre ; en l'absence d'une véritable politique étrangère, la nouvelle doctrine militaire américaine n'est pas non plus bien établie. Fallait-il attendre l'élection d'un nouveau président de la République ? Les inconvénients auraient été largement supérieurs aux avantages d'un exercice qui a incontestablement le mérite d'avoir tracé la voie d'une politique de défense fondée sur les intérêts essentiels de la nation et sur la volonté de ne pas être « en retard d'une guerre ».

### *L'analyse du Général Eric de La Maisonneuve*

Le Gouvernement français a voulu un Livre Blanc sur la défense afin d'asseoir la loi de programmation militaire, instrument indispensable pour fixer ses objectifs à un système de défense qui ne peut se satisfaire de vues à court terme.

Ainsi le Livre Blanc a-t-il été conçu comme une « aide à la décision » gouvernementale ; des desseins plus ambitieux auraient nécessité d'autres délais et un élargissement de la commission, essentiellement administrative, à d'autres experts.

Un tel ouvrage, pour être crédible, se devait à la fois, d'abord de s'inscrire dans la continuité et d'assumer l'héritage stratégique, ensuite de tenir compte des événements contemporains et d'essayer d'appréhender les réalités géostratégiques, enfin de dégager des tendances et d'indiquer des pistes pour l'avenir. En effet, aucun système de défense, sauf à admettre qu'il ne remplisse plus sa fonction en permanence, ne peut se permettre une rupture brutale avec le passé et bouleverser son organisation. L'évolution est la règle. Les contraintes financières et industrielles n'y sont pas pour rien ; les pesanteurs humaines non plus, en raison de l'inertie des mentalités et des cycles de

formation. Mais, pour les mêmes motifs, un Livre Blanc a besoin d'un horizon suffisamment lointain, en général à terme d'une génération, qui représente la carrière d'un homme ou la durée de vie d'un matériel. Cette mise en perspective à quinze ou vingt ans fait-elle pour autant du Livre Blanc un outil de prospective ?

Un premier élément de prospective apparaît dans l'indication de menaces nouvelles, comme la prolifération, les extrémismes, le terrorisme, les trafics, qui pour n'être pas neuves, semblent avoir pour l'essentiel supplanté les menaces classiques, celle en particulier d'agression militaire du territoire par une puissance voisine. Ces menaces sont nouvelles dans la mesure où elles révèlent un état du monde fort différent de celui que nous avons pour habitude d'observer et d'analyser. Le monde en gestation qui se dessine sous nos yeux ne respecte plus l'ordre classique.

Les crises révélatrices de déséquilibres économiques et démographiques profonds, ne sont plus contenues par les Etats ou par les organisations multinationales. L'excès de violence, que provoquent ces situations liées aux injustices accumulées par l'Histoire, transgresse les Etats, les frontières, les règles et les institutions. Ainsi les modes actuels d'expression de cette violence annoncent-ils sans doute les formes des conflits futurs. Sans risque excessif d'erreur, on peut entrevoir la perte d'autorité de l'« Etat-Nation » et la prolifération des rivalités internes aux Etats — les guerres civiles —, l'extension des systèmes complexes et des réseaux mondiaux au détriment des intérêts nationaux, l'impuissance des organisations internationales à faire appliquer des règles contestées, bref la montée irrésistible d'un désordre contagieux et sans doute durable.

Ces sociétés en gestation, de surcroît déphasées, expriment des violences à leur image, trouble et anarchique. La violence n'était pas moins grande hier, mais elle était mesurable et, de ce fait, grâce à des instruments adéquats, contenue. Ces mêmes instruments se révèlent, pour beaucoup, inadaptés, car impuissants à maîtriser des situations qui échappent à leur logique. C'est donc à une nouvelle lecture du monde qu'il faut procéder ; amorcée par le Livre Blanc, elle doit être inlassablement poursuivie et approfondie, car d'elle dépend la pertinence de nos choix stratégiques.

Un autre élément de prospective apparaît plus nettement dans le Livre Blanc ; il s'agit de la dimension désormais prépondérante de la notion de sécurité internationale sur celle de défense nationale. Le concept de défense, même pris dans sa globalité, ne répond plus à tous les besoins ; autant une notion aussi statique était adaptée à préserver l'intégrité du territoire — comme ce fut son objectif pendant des siècles —, autant elle se révèle insuffisante à protéger des intérêts disséminés, à exprimer la volonté de faire pro-

gresser certaines valeurs — comme les droits de l'homme —. Le concept de sécurité englobe la réalité des problèmes posés ; il s'adresse d'abord aux citoyens et ressortissants ; il s'étend ensuite aux intérêts immatériels et à tout ce qui concourt au progrès d'une puissance moderne. L'idée de nation est essentielle, car elle est fondatrice et rassembleuse, mais aujourd'hui la solidarité et nos intérêts bien compris nous conduisent à avoir une vue moins hexagonale des problèmes géostratégiques. La progression de la construction européenne, la possibilité de contribuer à empêcher le monde de se défaire en dépendent pour une part.

Assurer la défense nationale reste une fonction première de l'Etat, mais comprendre que celle-ci n'a de réalité que dans un cadre de sécurité internationale, voilà un des éléments déterminants pour la stratégie du futur.

Le troisième élément de prospective concerne effectivement la stratégie proprement dite. Le Livre Blanc ouvre réellement des voies nouvelles, permettant à une doctrine stratégique regroupée autour du concept de dissuasion de se diversifier pour s'adapter à la situation très modifiée que nous avons évoquée. La dissuasion répondant — et répond toujours — à la volonté de non-guerre ; elle était strictement défensive et liée aux intérêts vitaux de la nation, c'est-à-dire pour l'essentiel à l'hexagone. Cette garantie de non-guerre n'est pas suffisante ; il nous faut prendre maintenant l'initiative de la contre-guerre. Au concept de dissuasion vont se joindre les concepts de protection, de prévention et d'action. Ce quatuor, aux harmonies complémentaires, est seul en mesure de donner à la stratégie la souplesse et la polyvalence que réclament les situations géostratégiques envisageables. La dissuasion, à condition que les moyens de l'exercer — nucléaires pour l'essentiel — soient crédibles, demeure la stratégie indépassable d'empêcher la Guerre entre puissances de ce niveau ; dans le même esprit, la protection, celle du territoire et celle plus complexe des populations, en garantit le non-contournement et l'efficacité. La prévention, désormais comprise comme une stratégie d'anticipation, a pour objectif majeur de contrer la Guerre dans ses prémices, en maîtrisant les symptômes des crises. Inopérante si elle ne peut s'appuyer ou se prolonger par l'emploi de la force, la prévention appelle l'action. Ce dernier concept n'a d'intérêt que dans la mesure où il complète la prévention et concourt ainsi à une stratégie de contre-guerre, s'appuyant sur des moyens strictement adaptés et mesurés pour cette fonction.

Dernier élément de prospective, la stratégie ainsi redessinée s'appuie sur des capacités militaires émergentes. La gamme de scénarios des conflits envisageables a été élargie : entre le risque de guerre générale en Europe, désormais classé en dernière probabilité, et les modes connus d'interventions limitées — en Afrique le plus souvent —, se sont interposées quatre variations

### A propos du *Livre noir sur la défense* \*

Observateur lucide de la montée des périls qui nous menacent, le Général Gallois a effectivement une vision sombre du monde environnant. A cet égard, le titre du livre est justifié ; en réalité, tout se lie et se conjugue pour affaiblir notre système de défense et la dissuasion n'y suffit pas. L'Europe est une fiction et l'Allemagne toujours en mal de puissance ; l'Islam extrême retrouve des forces et la prolifération lui prête des armes ; la crise économique, les évolutions sociales affaiblissent continuellement les structures et les pouvoirs de l'Etat nation, modèle sinon symbole de la civilisation occidentale et de notre organisation politique.

Face à de tels périls, la dissuasion nucléaire apporte une garantie essentielle, mais désormais partielle et donc insuffisante. La dissuasion, comme prévu, a détourné la violence vers d'autres voies ; la stratégie indirecte explose comme une épidémie foudroyante : il faut d'urgence colmater les brèches. Comment rendre à la stratégie de dissuasion toute son efficacité, sinon par un pouvoir de coercition qui s'oppose à l'inversion des vulnérabilités et à l'extension de la violence sous ses formes nouvelles ? Doubler les moyens de la dissuasion par ceux de la coercition pour interdire l'obsolescence des premiers et disposer d'une allonge suffisante pour désespérer tous les prédateurs potentiels !

La contribution du Général Gallois à l'évolution de notre stratégie est d'un grand intérêt, mais elle présente deux inconvénients de taille : elle n'est cohérente ni avec notre politique étrangère, ni avec les moyens dont nous pouvons raisonnablement disposer. En connaisseur averti de la situation, le Général Gallois propose d'agir par « tranches » : priorité à la dissuasion ; à plus tard les moyens de la coercition. Ce n'est donc pas une solution pour demain ! Plus grave est le divorce annoncé entre politique et stratégie ; on peut regretter que l'auteur n'ait pas saisi l'occasion fournie par le Livre Blanc pour donner toute sa cohérence à notre système de sécurité : à une politique étrangère de prévention clairement affichée doit correspondre une stratégie de prévention, fondée sur la dissuasion.

Tel est le concept qui, loin de nous voiler les périls du monde, peut contribuer à maîtriser sinon à désamorcer les crises, à interdire l'extension des conflits encore mineurs, à limiter la violence des peuples, à empêcher la Guerre, et contribuer ainsi à renforcer la dissuasion. Livre noir par ce qu'il annonce, car si la France devait adopter une stratégie de coercition, fruit d'une politique impériale, c'est alors la Guerre qui nous attendrait au bout du chemin...

Eric de La Maisonneuve

\* Gallois, Pierre-Marie. — *Livre noir sur la défense*. — Paris : Payot, 1994, 144 p.

supplémentaires, portant à la fois sur l'intensité et la proximité des conflits imaginés. La palette pourrait utilement être complétée pour tenir compte des conflits de « troisième type », qui valent surtout par des modalités et des procédés de combat aussi déroutants qu'imprévus.

Face à une telle diversité de scénarios, trois capacités prioritaires ont été avancées ; le renseignement qui apparaît bien, dans une période aussi confuse, comme la matière première stratégique fondamentale ; le commandement et le contrôle qui s'imposent lors d'interventions lointaines dans des situations complexes ; la mobilité stratégique qui est indispensable, pour les

forces comme pour leurs moyens de projection, si l'on veut parvenir à temps à maîtriser les départs d'incendies.

La mise en œuvre d'une telle stratégie renouvelée, induit des ressources humaines, industrielles, financières cohérentes et suffisantes. Les contraintes du temps — pressions économiques, poids de l'héritage — liées aux incertitudes de la situation, n'ont guère autorisé à s'aventurer loin des réalités connues. Ainsi le modèle d'armée mixte — conscrits et professionnels à parts égales — est-il maintenu ; comme sont confirmés les principes qui veillent au fonctionnement de l'industrie d'armement ainsi que les règles de la programmation militaire. Dans ces trois domaines de ressources — hommes, industrie, finances — l'effort de prospective et d'adaptation n'a été qu'ébauché.

Qu'il s'agisse de déterminer les armements du futur ou les modes de recrutement des personnels, les choix devront être fondés sur des critères d'efficacité, mesurés dans les types de conflits présents et à venir. Il reste là de nombreuses études à conduire.

Ainsi, quel que soit le domaine d'intérêt qu'il aborde, le Livre blanc sur la défense ne peut être considéré du strict point de vue de la prospective. Nous l'avons vu, tel n'était pas son objectif. Mais il contient, surtout dans la redéfinition de la stratégie, élément il est vrai indispensable pour élaborer la loi de programmation militaire portant sur les années 1995-2000, suffisamment de pistes tracées ou de chantiers ouverts pour que l'œuvre entreprise puisse être poursuivie dans la bonne direction, en vue de l'adaptation continue et de l'amélioration incessante de notre système de sécurité.

# PROJET

239

## ***SOCIÉTÉ CHERCHE FAMILLE***

Jamais la famille n'a été tant courtisée par la société. On voudrait qu'elle assume toutes les fonctions que la société remplit moins bien. Il faut dénoncer l'ambiguïté de telles attentes, d'autant plus illusoire que l'institution familiale est elle-même fragilisée par des évolutions culturelles et sociales. Il y a loin de la famille valeur, plus forte que jamais, à la famille réelle.

Avec les contributions de : **B. Angleraud, G. Arfeux-Vaucher, J.-H. Déchaux, O. de Dinechin, M. Fize, J. Hui, P. Martinot-Lagarde, L. Mulling, L. Pareydt, L. Roussel, J. Streiff-Fenart, P. Vallin.**

*Le numéro (128 pages) : 65 F - Etr. : 70 F En vente dans les grandes librairies*

Pour recevoir ce numéro, envoyez vos coordonnées ainsi que votre règlement à : **PROJET**  
14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ (1) 44 39 48 48 - Minitel : 36 15 SJ\*PROJET

# Comptes rendus

- AUBREY, Bob. — *Le travail après la crise. Ce que chacun doit savoir pour gagner sa vie au XXI<sup>e</sup> siècle.* — Paris : InterEditions, 1994, 204 p.

La mondialisation de l'économie, la crise de l'emploi et les aspirations mêmes de chacun de nous à plus d'autonomie et de responsabilité concourent à une révolution du travail. Pour tirer profit de ces mutations, Bob Aubrey nous invite à construire une « société de développement » fondée sur l'apprentissage permanent, la valorisation de l'expérience, la prise en compte des diversités culturelles et la création de communautés de développement.

Au cœur de cette société de développement, la notion d'« entreprise de soi » apporte un éclairage nouveau à l'idée de travail : il appartient à l'individu de gérer le portefeuille d'activités, qui constitue son véritable « capital humain », en fonction de ses besoins personnels et professionnels et des différentes périodes de son existence. Dès aujourd'hui, l'entreprise peut l'y aider par la mise en place d'un nouveau contrat de travail qui favorise réellement l'apprentissage et l'auto-développement. Elle a tout à y gagner si elle veut passer le cap du prochain siècle.

- COHEN, Daniel. — *Les infortunes de la prospérité.* — Paris : Julliard, 1994.

Le ralentissement de la croissance et l'augmentation durable du chômage dans les pays européens ont ébranlé les dogmes économiques de l'après-guerre et ont remis en cause le rôle de l'Etat dans la vie économique. Dans cet ouvrage, Daniel Cohen analyse la *croissance* économique contemporaine, mesure ses effets sur le chômage et montre pourquoi le progrès social semble suivre, aujourd'hui, des chemins divergents.

En étudiant l'histoire du siècle passé plutôt que la seule histoire des années d'après-guerre, l'auteur montre que c'est la croissance économique d'après-guerre qui devient exceptionnelle et non pas les années de crise qui ont été pathologiques. Face à ce ralentissement de la croissance économique, les pays européens de la Communauté, qui se sont révélés incapables de coordonner socialement les créations d'emploi comme de se résoudre à imposer la concurrence sur le marché du travail, se sont laissés prendre au piège d'une montée du chômage. En outre, la croissance de l'Etat providence n'a été rendue possible que grâce à la prospérité exceptionnelle de l'après-guerre et non pas l'inverse. Privés de la croissance rapide, les pouvoirs publics doivent maîtriser leurs dépenses au lieu de les laisser croître toutes à la fois. Simultanément, l'individualisme s'est substitué aux valeurs de solidarité et l'orthodoxie monétaire a remplacé l'apologie des déficits publics. Il s'agit donc de réorienter les dépenses de l'Etat providence en faveur de l'emploi au détriment des autres postes. Selon Daniel Cohen, l'Etat devra imposer de nouveaux arbitrages contre les bénéficiaires actuels de l'Etat providence (retraités, malades et familles) en faveur des exclus de la société, en l'occurrence les chômeurs.

Ne voulant pas prendre la croissance économique des années soixante pour modèle, l'ouvrage de Daniel Cohen propose des pistes de recherche pour s'adapter au nouvel environnement économique de cette fin de siècle.

C.G.

- LEQUESNE, Christian. — *Comment se fait la politique européenne de la France.* — Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1993, 288 p.

Cet ouvrage remarquablement documenté et parfaitement écrit comble une lacune. L'auteur a procédé à une enquête minutieuse à base d'entretiens avec plus de cent responsables politiques ou administratifs. On y trouvera une analyse des structures gouvernementales en charge des affaires européennes et de leur évolution au fil des années. Le rôle du SGCI, celui de la représentation permanente, le niveau et les modalités des arbitrages, sont décrits de manière précise et détaillée. Un chapitre plein d'intérêt est consacré aux couples successifs que forment depuis 1981 le ministre des affaires étrangères et celui des affaires européennes. Les rapports Elysées-Matignon, évoluant en fonction des circonstances et de la personnalité des Premiers ministres successifs sont parfaitement mis en lumière. Les états d'âme de l'Assemblée nationale et du Sénat face aux ambitions du Parlement européen n'ont pas davantage échappé aux investigations de Ch. Lequesne.

Sa conclusion met en lumière le rôle des réseaux qui se sont constitués autour et à propos de la construction communautaire. L'auteur a été surpris de constater à quel point la haute fonction publique française était désormais acquise à cette grande œuvre historique.

Robert Toulemon

- MOREAU-DEFARGES, Philippe. — *Les institutions européennes.* — Paris : Armand Colin, 1993, 167 p. (Coll. Cursus).

Ph. Moreau-Defarges, dont on connaît l'activité à l'IFRI où il suit plus particulièrement les affaires européennes, nous donne une sorte de guide à travers les diverses institutions européennes, communautaires et autres. Une série d'encadrés éclairent divers sujets plus ou moins bien connus et souvent d'actualité, depuis l'Alliance atlantique et l'Europe jusqu'aux péripéties de la ratification de Maastricht. Des développements très intéressants sur le financement de la Communauté et sur les « visions » diverses qu'ont les Etats membres de l'Europe. Bref un ouvrage pratique, agréable à consulter et plein d'informations utiles sous un petit volume.

Deux petites erreurs cependant. L'investiture de la Commission par le Parlement, innovation importante de Maastricht semble avoir été oubliée. De même, l'encadré relatif à la pondération des votes des membres actuels et futurs attribue cinq voix à la Finlande soit deux de plus qu'au Danemark dont la population est légèrement supérieure.

R. T.

- SALMON, Robert M. — *Tous les chemins mènent à l'homme.* — Paris : InterEditions, 1994, 336 p.

L'économie libérale a su apporter le confort, mais non le bonheur à l'homme moderne, affecté par la perte du sens de son existence et une dilution générale des liens sociaux. Les médias internationaux ont fait naître l'esquisse d'une conscience planétaire, non sans confusion : la fonte rapide de toutes les frontières s'accompagne d'une renaissance des particularismes, dans un monde qui semble hésiter entre intégration et fragmentation. Les idéologies défuntes ont fait place à un pragmatisme à courte vue, finalement bien peu réaliste quand un chômage endémique menace la cohésion sociale au Nord tandis qu'au Sud des foules entières ont perdu l'espoir de sortir de la misère.

Pour Robert Salmon, il est inacceptable de répondre par l'exclusion aux défis actuels, qui appellent à un changement radical des mentalités, alors que les valeurs d'hier rencontrent leurs limites : le rationalisme bute sur l'incertitude et la complexité, la liberté sur le besoin de responsabilité et de solidarité, l'efficacité à court terme sur les nouvelles exigences écologique et éthique. L'objectif ne peut plus être de mieux *se servir* des hommes mais de mieux *les servir*. Ceux-ci pourront alors s'abandonner, grâce à une confiance restaurée, à leur mouvement naturel, trop longtemps contrarié : s'investir avec passion dans leur métier, à mesure que se développera leur conscience d'être co-créateurs de leur destin et co-responsables de l'évolution de l'humanité.

C.G.

# Rencontres prospectives

## 6-7 octobre 1994, Bruxelles (Belgique)

« Union monétaire et protection sociale: défis pour les partenaires sociaux », conférence organisée par l'Observatoire social européen. *Contact*: Observatoire social européen, 13, rue Paul-Emile-Janson, 1050 Bruxelles, Belgique. Tél.: (32 2) 537 19 71. Fax: (32 2) 539 28 08.

## 6-7 octobre, Saint-Etienne (France)

Europe-Travail-Emploi. Troisième rencontre biennale du Laboratoire social d'actions d'innovations de réflexions et d'échanges. *Contact*: LASAIRE, 32, rue de la Résistance, 42000 Saint-Etienne, France. Tél.: (33) 77 41 95 04. Fax: (33) 77 30 68 97

## 13-14 octobre 1994, Paris (France)

Colloque international « services publics: un autre modèle d'exploitation des réseaux? », organisé par *Le Communicateur*. *Contact*: Professeur Jean-Pierre Chamoux, *Le Communicateur*, B.P. 52, 75362 Paris Cedex 08, France. Tél.: (33 1) 40 65 99 80. Fax: (33 1) 45 66 01 04.

## 17-19 octobre, Paris (France)

Congrès international francophone « Intermodalité et complémentarité des modes de transport » de l'Association pour le développement des techniques de transport, d'environnement et de circulation. *Contact*: ATEC, 38, avenue Emile-Zola, 75015 Paris, France. Tél.: (33 1) 45 75 56 11. Fax: (33 1) 45 79 52 86.

## 18-21 octobre 1994, Lyon (France)

Pollutec 94, 10<sup>e</sup> Salon International des Industries, des Technologies et des services de l'environnement et des éco-industries. *Contact*: SEPFI-Technoexpo Blenheim, 70, rue Rivay, 92532 Levallois-Perret Cedex, France. Tél.: (33 1) 47 56 21 15. Fax (33 1) 47 56 21 20.

## 27-28 octobre 1994, Paris (France)

« Le management des ressources humaines dans les entreprises de protection sociale: affirmer sa différence pour réussir », colloque du Centre National d'Etudes Supérieures de Sécurité Sociale. *Contact*: Yannick D'Haene, CNESSS, 27, rue des Docteurs-Charcot, 42031 Saint-

Etienne Cedex 2. Tél.: (33) 77 81 15 15. Fax: (33) 77 81 15 00.

## 9-11 novembre 1994, Vienne (Autriche)

Réunion de recherche internationale: « Sécurité sociale: vers une nouvelle conception? », à l'initiative de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS). *Contact*: Secrétariat de l'AISS, Case Postale 1, 1211 Genève 22, Suisse. Fax (41 22) 798 63 85.

## 15-17 novembre 1994, Bruxelles (Belgique)

La semaine de l'emploi, deuxième congrès-salon européen sous l'égide de la Direction générale de l'emploi, des relations industrielles et des affaires sociales de la Commission européenne. *Contact*: Gill Stoddart, Directrice de conférence, Touchstone Exhibitions & Conferences Ltd, Haleon House, 4 Red Lion Street, Richmond, Surrey TW9 1 RW, UK. Tél.: (44 81) 332 00 44. Fax: (44 81) 332 08 74.

## 16-18 novembre 1994, Montpellier (France)

IDATE 94 « La nouvelle frontière », télécommunications, informatique, audiovisuel. *Contact*: IDATE, Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe, BP 4167, F-34092 Montpellier Cedex 5, France. Tél.: (33) 67 14 44 44. Fax: (33) 67 14 44 00.

## 16-18 novembre 1994, Paris (France)

Colloque sur les sciences du danger (enjeux scientifiques et philosophiques, les risques et l'industrie, les risques dans la cité, les risques individuels, enseignement et information): Cindynics 94. *Contact*: Institut Européen de Cindyniques, 55 ter, rue des Gravières, 78200 Magnanville, France. Tél.: (33 1) 34 78 79 73. Fax: (33 1) 30 92 39 95.

## 21-22 novembre, La Hague (Pays-Bas)

« Les biotechnologies dans la société européenne », conférence internationale organisée par la Fédération européenne des biotechnologies. *Contact*: Dr. David Bennett, Secretary Task Group on Public Perceptions of Biotechnology, Cambridge Biomedical Consultants, Schuytstraat 12, 2517 XE Den Haag, Pays-Bas. Tél.: (31 70) 665 38 57.

## *L'avenir du multimédia et des autoroutes de l'information : mythes et réalités*

animée par **Xavier Dalloz, Keystone Strategies,**  
et **André-Yves Portnoff, Futuribles International**

**Paris, Hôtel Lutétia**

**vendredi 21 octobre 1994**

Ultime gadget technologique pour les uns, véritable révolution pour les autres, le multimédia est aujourd'hui au cœur d'une controverse qui porte à la fois sur les canaux (les fameuses autoroutes de l'information) et sur les contenus, sur la qualité et le rôle des opérateurs mais également sur les différents utilisateurs et usages, sur l'opportunité d'investir dans ce secteur, la rentabilité des opérations au plan collectif (les effets d'entraînement économiques et sociaux) et au niveau des entreprises.

La journée d'étude organisée par Futuribles International entend clarifier quelles sont les perspectives de développement à moyen et à long terme des supports, des produits et des services multimédias, quelle pourrait être la stratégie des acteurs tant publics que privés, quel accueil le public est susceptible de réserver à ces nouveaux modes d'expression, de communication et de distribution. Elle a pour objet enfin d'explorer les conséquences industrielles, économiques, commerciales, sociales, voire politiques qui pourraient résulter du progrès de ces technologies et de leurs applications potentielles.

Le programme de cette journée sera articulé autour des thèmes suivants :

- Les produits et services multimédias.
- Le multimédia à l'épreuve du marché.
- Les opportunités et contraintes technologiques.
- La stratégie des acteurs.

Parmi les intervenants ayant donné leur accord : **Yves Bayart**, Télématique et nouveaux médias, Trois Suisses ; **Jean-Michel Billaut**, Responsable de la veille technologique, Compagnie Bancaire ; **Olivier Dusanter**, Chargé d'études au Service de l'Evaluation et de la Prospective, France Télécom ; **Patrice Flichy**, Responsable du Département « Usages sociaux de la Télécommunication », Centre National d'Etudes des Télécommunications ; **Jean-Louis Gergorin**, Directeur de la Stratégie, Matra-Hachette ; **Pierre Jacoupy**, Directeur, Alcatel Business Systems ; **Titus Leber**, Président, Iconomics ; **Philippe Lemoine**, Vice-Président, Galeries Lafayette ; **Gérard Moine**, Directeur Délégué auprès du Président, France Télécom ; **Patrice d'Oultremont**, co-rédacteur du rapport Bangemann sur « L'Europe et la société de l'information planétaire », Consultant ; **Cyrille du Peloux**, Président Directeur général, Lyonnaise des Eaux-Communication ; **Alain Poignet**, Responsable du Groupement Télématique Multimédia et Multiservices, Centre Commun d'Etudes de Télédiffusion et Télécommunications ; **Pascale Sourisse-Dixneuf**, Sous-directeur chargée de la communication audiovisuelle et électronique grand public, Service des Industries de Communication et de Service, ministère de l'Industrie ; **Gérard Théry**, Chef de la Mission autoroutes électroniques ; **Dominique Wolton**, Directeur du Programme de recherche sur les sciences de la communication du CNRS et du Laboratoire Communication et Politique.

Rémi Lallement	3	<i>L'impact de l'unification sur le « modèle » allemand : bilan et perspectives</i>
Robert Picht	25	<i>La politique européenne de l'Allemagne unifiée. Traditions, contraintes et options pour l'avenir</i>
Georges Mathews	45	<i>L'avenir de la population mondiale. Quand les perspectives officielles se trompent lourdement</i>

## Forum

Eric de la Maisonneuve	67	<i>Maîtriser la violence des hommes. Réflexions sur le livre d'Alvin et Heidi Toffler</i>
------------------------	----	---

## Actualités prospectives

| 73 |

Gestion de l'eau en Asie. Chômage : disparités régionales. La Turquie, pays de tous les défis. Le projet d'écotaxe. Vers des voitures plus propres. VIH et sida : ampleur et impacts.

## Bibliographie

| 79 | *Analyses critiques*

*Revue Alliage*, « Science et culture en Europe ». S. Lebergott, *Pursuing Happiness. American Consumers in the Twentieth Century*. T. & H. Toffler, *Guerre et contre-guerre. Survivre à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Commission du Livre blanc, « Livre blanc sur la défense 1994 ».

| 94 | *Comptes rendus*

100 F

